

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL

MINISTRY OF AGRICULTURE
AND RURAL DEVELOPMENT

Programme de Promotion de l'Entreprenariat
Agropastoral des Jeunes (PEA-Jeunes)

B.P. : 35157 Yaoundé

E-mail : peajeunes@yahoo.fr



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTÈRE DE L'ÉLEVAGE, DES
PÊCHES
ET DES INDUSTRIES ANIMALES

MINISTRY OF LIVESTOCK, FISHERIES
AND ANIMAL INDUSTRIES

Youth Agropastoral Entrepreneurship
Program (AEP-Youth)

Tél. : 222 20 90 90

Fax : 222 21 91 87

Cellule Nationale de Coordination et de Gestion (CNCG)

**ETAT DE MISE EN OEUVRE DU PTBA 2019 DU PROGRAMME DE
PROMOTION DE L'ENTREPRENARIAT AGROPASTORAL DES JEUNES
(PEA-Jeunes)**

RAPPORT D'EXECUTION

Période : Janvier – Décembre 2019

Mars 2020

TABLE DES MATIERES

LISTE DES FIGURES.....	ii
Fiche signalétique du Programme	iv
Matrice de cadre logique du Programme	v
I. INTRODUCTION.....	1
1.1 Aperçu général	1
1.2 Rappel de la structuration du Programme	2
1.3 Rappel des objectifs du PTBA	3
II. ETAT DETAILLE D'EXECUTION DES ACTIVITES, REALISATIONS FINANCIERES, RESULTATS ATTEINTS AU 31/12/2019, ETAT D'EXECUTION DU PLAN DE PASSATION DES MARCHES ET ETAT D'EXECUTION DES RECOMMANDATION DE LA MISSION DE SUPERVISION.....	4
2.1 REALISATIONS PHYSIQUES PAR COMPOSANTE ET RESULTATS ATTEINTS AU 31/12/2019	5
2.1.1 Composante A : Développement d'entreprises agropastorales viables	5
2.1.1.1 Sous-Composante A1 : Facilitation de l'émergence d'idées de projets d'entreprises	5
2.1.1.2 Sous-Composante A2 : Appui à la création et au développement d'entreprises	10
2.1.1.3 Sous-Composante A3 : Emergence et renforcement des structures d'incubation	15
2.1.1.4 Analyse des indicateurs de produits et niveau de réalisation des effets escomptés au 31/12/2019	18
2.1.2 Composante B : Accès aux services financiers	21
2.1.2.1 Sous-Composante B1 : Appui au financement des entreprises.....	22
2.1.2.2 Sous-Composante B2 : Amélioration de la qualité des services.....	24
2.1.2.3 Analyse des indicateurs de produits et niveau de réalisation des effets escomptés II au 31/12/2019	26
2.1.3 Composante C : Amélioration du cadre organisationnel, politique, institutionnel et législatif..	29
2.1.3.1 Sous-Composante C1 : Mise en place d'un cadre organisationnel propice.....	29
2.1.3.2 Sous-Composante C2 : Amélioration de l'environnement des affaires dans le secteur agropastoral.....	30
2.1.4 Composante D : Coordination, gestion, suivi-évaluation et gestion des connaissances	34
2.1.4.1 Sous-Composante 1 : Cellule Nationale de Coordination	35
2.1.4.2 Sous-Composante D2 : Cellules Régionales de Coordination	41
2.1.4.3 Analyse des indicateurs de produits et niveau de réalisation des effets au 31/12/2019.....	41
2.2 REALISATIONS FINANCIERES DU PTBA 2019 AU 31/12/2019	45
2.3 ETAT D'EXECUTION DU PLAN DE PASSATION DES MARCHES 2019 AU 31/12/2019.....	47
a) Marchés des biens et équipements.....	47
b) Marchés des consultants.....	48
c) Marché des travaux.....	48
2.4 ETAT D'EXECUTION DES RECOMMANDATIONS DE LA 4^{ème} MISSION DE SUPERVISION	49
III. SITUATION DU PERSONNEL AU 31/12/2019.....	50
IV. LEÇONS APPRISES DES ACTIVITES MENEES.....	50
V. DIFFICULTES RENCONTREES ET SOLUTIONS SUGGEREES.....	51
VI. CONCLUSIONS	53
ANNEXES.....	56
Appendice 1 : Etat de mise en œuvre des recommandations de la mission de supervision du 26-11-2018 au 13-12-2018 au 31/12/2019.....	56
Appendice 4 : Avancement matériel des activités au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI : mise à jour le 31/12/2019	70

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Personnes sensibilisées par région en 2019	8
Tableau 2: Personnes sensibilisées en 2019 par bassin	8
Tableau 3: Personnes sensibilisées de 2015-2019	9
Tableau 4: Volume d'idées de projet examiné par les CRV de 2015-2019	9
Tableau 5: Idées de projets sélectionnées/validées par les CRV de 2015-2019	10
Tableau 6: Jeunes incubés (renforcés) en 2019	11
Tableau 7: Jeunes incubés (renforcés) de 2015-2019.....	12
Tableau 8: Plans d'affaires approuvés par région en 2019	13
Tableau 9: Bénéficiaires de kits d'installation de 2015-2019.....	13
Tableau 10: Bénéficiaires de kits d'installation de 2015-2019.....	14
Tableau 11: Bénéficiaires de kits de renforcement de 2015-2019	14
Tableau 12: Détail du taux d'exécution physique de la composante A	18
Tableau 13 : Analyse de l'atteinte des résultats intermédiaires 2019 du produit 1.1	18
Tableau 14: Analyse des indicateurs du produit 1.1	19
Tableau 15 : Analyse de l'atteinte des résultats intermédiaires 2019 du produit 1.2	20
Tableau 16 : Analyse des indicateurs du produit 1.2	20
Tableau 17 : Analyse des indicateurs d'effet escompté I.....	21
Tableau 18 : Entreprises financées par les IFR	22
Tableau 19 : Entreprises financées par les IFR par régions	22
Tableau 20 : Entreprises en démarrage financées par le PEA-Jeunes.....	23
Tableau 21 : Entreprises en développement financées par le PEA-Jeunes.....	23
Tableau 22 : Tableau synoptique des financements des PIE en 2019 (au 30 septembre) par région ..	23
Tableau 23 : Détail du taux d'exécution physique de la composante B	26
Tableau 24 : Analyse des indicateurs de résultats atteints en 2019	26
Tableau 25 : Analyse des indicateurs du produit 2.1	27
Tableau 26 : Analyse des indicateurs d'effet escompte II.....	28
Tableau 27 : Détail du taux d'exécution physique de la composante C.....	32
Tableau 28 : Analyse des indicateurs de résultats atteints en 2019	32
Tableau 29 : Analyse des indicateurs de produits 3.1.....	33
Tableau 30 : Analyse des indicateurs de résultats atteints en 2019	33
Tableau 31 : Analyse des indicateurs du produit 3.2	33
Tableau 32 : Analyse des indicateurs d'effet escompte III en 2019.....	34
Tableau 33 : Détail du taux d'exécution physique de la composante D	41
Tableau 34 : Analyse des indicateurs de résultats atteints en 2019	42
Tableau 35 : Analyse des indicateurs de produits 4.1.....	43
Tableau 36 : Analyse des indicateurs de résultats atteints en 2019	44
Tableau 37 : Analyse des indicateurs de produits 4.2.....	44
Tableau 38 : Récapitulatif du taux d'exécution physique par composante du PTBA 2019.....	45
Tableau 39 : Récapitulatif des réalisations financières par composante /sous-composantes par rapport au coût global du Programme	46
Tableau 7 : État d'exécution des recommandations de la 4 ^{ème} mission de supervision	49
Tableau 41 : Etat consolidé d'exécution des recommandations de la mission de supervision d'avril 2016-Déc 2018 au 31/12/19	49
Tableau 42 : Bilan des objectifs/résultats du PTBA 2019	54

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Cartographie des entreprises promues par le PEA-Jeunes (au 31/10/2018)	38
Figure 2 : Représentation de l'état d'exécution des recommandations de la 4 ^{ème} supervision au 31/12/2019.....	49

LISTE DES ABREVIATIONS

AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ARMP	Agence de régulation des Marchés Publics
DID	Développement International Desjardins
DSCE	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
EMF	Etablissement de Microfinance
EPAB	Ecole Pratique d'Agriculture de Binguela
Ff	Fonds de facilitation du PADMIR
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
IAO	Institut Agricole d'Obala
IFR	Institution de Financement Rural
JDP	Journal des Projets
MASHAV	Agence de Coopération israélienne
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINDCAF	Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières
MINEPIA	Ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PADMIR	Projet d'Appui au Développement de la Microfinance Rurale
PEA-Jeunes	Programme de Promotion de l'Entrepreneuriat Agropastoral des Jeunes
PIE	Porteur d'initiative économique
PNIA	Plan National d'Investissement Agricole
PTBA	Plan de Travail et Budget Annuel
RMP	Revue à mi-parcours
URAC	Unité Régionale d'Appui Conseil
SIR	Structure d'Incubation de Référence
SIE	Structure d'Incubation Existante
BIT	Bureau International du Travail

Fiche signalétique du Programme

Intitulé	Programme de Promotion de l'Entreprenariat Agropastoral des Jeunes (PEA-Jeunes)				
Tutelles/Maîtres d'ouvrage	MINADER & MINEPIA				
Maître d'œuvre	Cellule Nationale de Coordination et de Gestion (CNCG)				
Coût total	71,9 millions USD (39, 545 milliards FCFA)				
Coût par source de financement	Source de financement	USD en million	CFA en milliards	%	
	FIDA 1	22,5	12,375	31,29	
	FIDA 2	28	15,4	38,94	
	GOUV	9,9	5,44	13,77	
	EMF	9,4	5,17	13,07	
	BENEF	2,1	1,15	2,92	
Entrée en vigueur	12 février 2015				
Durée	6 ans				
Zone d'intervention	Régions du Centre, Sud, Littoral et Nord-Ouest. Cependant, le point d'ancrage géographique du Programme reste le bassin de production				
Revue à mi-parcours	12 déc. 2018				
Achèvement	31 mars 2021				
Clôture	30 septembre 2021				
Première session du Comité de Pilotage	02 juillet 2015				
Objectif	Donner aux jeunes hommes et femmes, les moyens d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire à travers des entreprises rentables, intégrées dans les filières agropastorales porteuses, et offrant des opportunités d'emplois viables en milieu rural.				
Objectifs spécifiques	(i) Appuyer les jeunes dans la création et la gestion d'entreprises agropastorales performantes à travers la fourniture de services financiers et non financiers adéquats ; (ii) Promouvoir un cadre politique, organisationnel et institutionnel favorable à la création et au développement des entreprises agropastorales des jeunes				
Résultats attendus	(i) La création de 3 500 entreprises agropastorales et le développement de 200 entreprises existantes ; (ii) L'augmentation de la marge brute d'au moins 50% pour 65% des entreprises accompagnées ; (iii) L'intégration effective de l'entreprenariat dans les curricula des centres de formation agro pastorales ; (iv) L'accroissement de l'offre de services financiers et non financiers en milieu rural ; (v) L'existence d'un réseau national de jeunes entrepreneurs qui participe au dialogue national sur les politiques et répond efficacement au besoin de ses membres.				

Matrice de cadre logique du Programme

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables	Moyens de vérification	Hypothèses
But Améliorer durablement les conditions de vie et les revenus des jeunes entrepreneurs agro pastoraux du Cameroun	L'indice d'accumulation de biens a augmenté d'au moins 30% pour au moins 50% des jeunes entrepreneurs ciblés, d'ici à 2021. La prévalence de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans est réduite de 5%, passant de X% ¹ à Y% chez les filles et de X'% à Y'% chez les garçons d'ici à 2021. Réduction de 2% du nombre de ménages confrontés aux périodes de disettes.	Études d'impact, Études Sygri Statistiques nationales Enquêtes PAM et UNICEF sur la malnutrition	Stabilité nationale Disponibilité du gouvernement à porter le programme
Objectif de développement Promouvoir des entreprises agropastorales jeunes, rentables, intégrées dans les chaînes de valeurs, et créatrices d'emplois	3 700 entreprises dont 30% gérées par les femmes sont établies et créent au moins 14 800 emplois directs d'ici à 2021 Au moins 65% des entreprises sont fonctionnelles 3 ans après leur création 50% des jeunes promoteurs rapportent une augmentation d'au moins 30% du volume et de la valeur des ventes	Plan de Travail et Budget Enquête sur les ménages Rapports	Disponibilité des jeunes à participer au programme
Composante 1 : Développement d'entreprises agro pastorales			
Effet escompté I. L'accès des jeunes à des services non financiers pour le développement d'entreprises est amélioré	Au moins 10 structures d'incubations intègrent la formation entrepreneuriale dans leur curriculum et assurent la formation des jeunes dans les chaînes de valeurs d'intérêt 80% des jeunes ciblés adoptent les technologies enseignées 80 % des jeunes promoteurs formés bénéficient des services d'appui conseil à l'entrepreneuriat	Évaluation d'effets Études de cas	Les centres de formation sont disposés à engager une démarche centrée sur l'entrepreneuriat agricole Les parcours des jeunes promoteurs au sein des incubateurs sont personnalisés
Produit 1.1. Les capacités techniques, et entrepreneuriales des jeunes promoteurs sont renforcées dans les domaines d'intérêt	04 cohortes de jeunes promoteurs graduent annuellement des incubateurs avec un plan d'affaire bancable Au moins 3700 jeunes dont au moins 30% de femmes sont formés et accompagnés d'ici à 2021	Mission de suivi et supervision Audit technique et opérationnel Rapports Base de données	
Produit 1.2. Un système d'accompagnement est mis en place pour garantir l'installation, la viabilité et la rentabilité des entreprises	Au moins 10 structures d'incubation sont renforcées et contractées pour assurer en extra muros l'appui accompagnement des jeunes dans leurs entreprises 01 structure d'incubation de référence est promue	Mission de suivi Arrêtés du ministère Contrats de performance	
Composante 2. Accès aux services financiers			
Effet escompté II. L'accès des jeunes à des services financiers pour la création et le développement d'entreprises est amélioré	Evolution du taux de pénétration rural d'au moins 15% 70 % des projets appuyés obtiennent un crédit auprès des EMF	Evaluation d'effets Base de données	Les EMF disposent de produits spécifiques et de compétences pour financer l'entrepreneuriat rural Les jeunes promoteurs disposés à recourir aux crédits

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables	Moyens de vérification	Hypothèses
Produit 2.1. Un mécanisme financier pérenne adapté aux besoins des jeunes promoteurs est mis en place.	Un mécanisme alternatif pour l'octroi de crédits à moyen terme est renforcé et opérationnel	Registre des contrats Rapports Enquêtes Mission de suivi et supervision	
Composante 3 : Amélioration de l'environnement entrepreneurial			
Effet escompté III. Le cadre politique, législatif et institutionnel est favorable au développement d'entreprises agro pastorales	Au moins 50 % des bénéficiaires enquêtés tous les 2 ans, sont satisfaits de l'environnement des affaires	Enquêtes de satisfaction Client survey	Appropriation et intérêt des ministères de tutelle
Produit 3.1.	réseau national des jeunes entrepreneurs agro pastoraux est créé et répond aux besoins des jeunes	Agrément du réseau	Professionnalisme des entreprises promues Absence d'inertie administrative et institutionnelle
Le cadre organisationnel pour la promotion de l'entrepreneuriat agro pastoral est établi	Au moins 80% des entreprises promues sont membres du réseau et participent à ses activités	Évaluation des adhésions	
Produit 3.2.	la politique sur le développement des entreprises agropastorales est formulée et adoptée	Délibération des sessions parlementaires	
Le dialogue sur les politiques, et stratégies est mené entre le gouvernement et les jeunes entrepreneurs, et l'environnement des affaires est amélioré	L'accès à la terre et la sécurisation foncière est effective pour au moins 30% des jeunes promotrices		
Composante 4 : Coordination, gestion, Suivi-évaluation, gestion des connaissances			
La coordination et le suivi des activités est effective	1 unité nationale d'appui conseil et 4 unités régionales établies et opérationnelles Le système de suivi évaluation est mis en place et opérationnel	PTBA SSE Rapports des URAC et de l'UNAC	
La capitalisation des effets du programme est assurée	Une stratégie de communication et une stratégie de gestion des savoirs sont élaborées et opérationnelles	Stratégie de communication Stratégie de gestion des savoirs Supports de communication	

I. INTRODUCTION

1.1 Aperçu général

Le Gouvernement du Cameroun et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) ont convenu des Accords de coopération permettant de développer et d'implémenter des projets de développement rural. Cette coopération s'est matérialisée le 12 février 2015 par la signature de l'Accord de financement N°2000000-758 CM pour le financement et l'exécution du Programme de Promotion de l'Entreprenariat Agricole des Jeunes (PEA-Jeunes).

Le PEA-Jeunes est pertinent à plus d'un titre. Le Programme rentre en droite ligne dans la vision prospective 2035 du Gouvernement du Cameroun matérialisée dans son document d'orientation appelé Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) 2010-2020 adopté en 2009. Le Programme est aussi en adéquation avec le Plan National d'Investissement Agricole (PNIA) 2014-2020 du Cameroun, notamment dans l'atteinte des objectifs spécifiques 1 et 3 qui s'intitulent respectivement : (i) accroître durablement la productivité et la compétitivité de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de la foresterie, pour réduire le déficit agro-alimentaire régional, et améliorer les revenus des producteurs et (ii) promouvoir un environnement global favorable au développement agricole régional.

Il trouve également son ancrage dans le premier objectif stratégique du **Document de Stratégie du Portefeuille 2019-2024 (COSOP) du FIDA pour le Cameroun** et qui vise à : « *Augmenter durablement la productivité et la production des petites exploitations et des entreprises rurales* ». Explicitement, cet objectif vise la modernisation des exploitations/entreprises agricoles et l'intensification des opérations devant stimuler la compétitivité des chaînes de valeur et promouvoir la création d'emplois.

Le PEA-Jeunes s'inscrit donc dans la stratégie de développement du secteur rural. Son objectif vise à soutenir le développement d'entreprises rentables gérées par les jeunes hommes et femmes, dans les filières agropastorales porteuses, pour contribuer au développement d'une agriculture performante, lutter contre la pauvreté rurale et améliorer la sécurité alimentaire.

De façon spécifique, il s'agira de : (i) fournir des appuis financiers et non financiers adéquats pour la création et la gestion d'entreprises agro-pastorales performantes par les jeunes et ; (ii) promouvoir le développement d'un cadre politique, organisationnel et institutionnel favorable à la création et au développement des entreprises agropastorales de jeunes.

La zone d'intervention s'étend dans les régions du Centre, Littoral, Sud et le Nord-ouest.

Il est attendu comme résultats à l'achèvement du programme en 2021 :

- ✓ La création de 3 700 entreprises (dont au moins 30% promues par des femmes) touchant environ 37 000 ménages ;
- ✓ 14 800 emplois directs consolidés ;
- ✓ l'accroissement de l'offre de formation de services financiers et non financiers en milieu rural ;
- ✓ l'intégration effective de l'entreprenariat dans les curricula de formation des centres d'incubation ;
- ✓ l'existence d'un réseau national de jeunes entrepreneurs qui participe au dialogue national sur les politiques et répond efficacement au besoin de ses membres.

Ces résultats devront entraîner en termes d'impacts : l'augmentation de l'accumulation de biens chez les jeunes entrepreneurs ciblés ; la réduction de la prévalence de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans et ; la réduction du pourcentage du nombre de ménages confrontés aux périodes de disettes.

1.2 Rappel de la structuration du Programme

Le Programme PEA-Jeunes est mis en œuvre à travers trois composantes techniques et une composante de gestion à savoir : i) Développement d'entreprises agropastorales viables ; ii) Accès aux services financiers ; iii) Amélioration du cadre politique, institutionnel et législatif ; iv) Coordination, gestion, Suivi évaluation, gestion des connaissances.

Composante A : Développement d'entreprises agropastorales viables

Cette composante vise à soutenir le développement d'initiatives économiques locales de jeunes, dans le secteur agro pastoral, à travers l'amélioration de l'offre de services non financiers fournie par des prestataires de proximité ou *structures d'incubation*. Elle comprend trois sous-composantes.

La sous-composante A.1. Facilitation de l'émergence d'idées de projets d'entreprises consiste en des activités visant à : i) améliorer la connaissance des bassins ; ii) informer et sensibiliser les populations cibles ; iii) identifier et orienter les porteurs d'idées d'entreprises et ; iv) valider les dossiers.

La sous-composante A.2. Appui à la création et développement d'entreprises agro-pastorales des jeunes consiste à orienter les jeunes porteurs de projets viables vers une structure d'incubation où ils suivront un parcours type et un accompagnement spécifique.

La sous-composante A.3. Emergence et renforcement des structures d'incubation porte sur des activités : (i) mettre en place le dispositif d'incubation du programme (structures d'incubation locales et régionales, structure d'incubation de référence et les référents), (ii) renforcer les capacités des structures d'incubation, (iii) développer les répertoires et la cartographie des acteurs et (iv) assurer le contrôle de qualité et l'évaluation continue de l'offre de services d'incubation.

Composante B : Accès aux services financiers

L'objectif visé ici est de faciliter l'accès des jeunes entrepreneurs agropastoraux ruraux à faibles revenus à des services financiers adaptés à leurs besoins. Elle est structurée en deux sous-composantes notamment : (i) l'appui au financement des entreprises et (ii) l'amélioration de la qualité des services financiers.

La sous-composante B.1. « Appui au financement des entreprises » se mettra en œuvre à travers les instruments de financement ci-après : (1) la subvention partielle d'incitation consentie par le Programme dans le cadre du soutien à la création et au développement de l'entreprise agropastorale ; (2) le crédit productif octroyé par les institutions financières rurales (IFR), dans le cadre d'une relation d'affaires adossée à des projets rentables.

La sous-composante B.2. « Amélioration de la qualité des services financiers » a pour objectif d'appuyer l'offre et la demande de services financiers selon les standards et les meilleures pratiques afin d'augmenter et de pérenniser l'accès des entrepreneurs ruraux, en particulier des jeunes, au financement adapté à leurs activités.

Composante C : Amélioration du cadre organisationnel, politique, institutionnel et législatif

Ici, il s'agit de créer un environnement favorable au développement des entreprises agro pastorales, ce qui implique d'une part la mise en place et le renforcement des capacités des structures et organes concernés et d'autre part la formulation de politiques adéquates y compris l'accès à la terre et la sécurisation foncière. La composante C comprend deux sous-composantes.

La sous-composante C.1. Mise en place d'un cadre organisationnel propice consiste à mettre en place des réseaux de jeunes entrepreneurs agropastoraux et ceux d'entrepreneurs référents. *La sous composante C.2. Amélioration de l'environnement des affaires dans le secteur agropastoral*, vise à favoriser la participation du public cible et des différentes parties prenantes du programme, notamment les structures d'incubation et prestataires dans le dialogue politique avec le

Gouvernement pour la création d'un cadre politique et législatif qui favorise le développement de l'entrepreneuriat des jeunes au Cameroun.

Composante D : Coordination, Gestion, Suivi-évaluation, Gestion des connaissances

La composante D a pour objectifs de coordonner les interventions du programme, d'assurer une gestion financière efficace et transparente des ressources, de promouvoir l'amélioration continue des outils, approches et méthodes d'intervention des différents acteurs, et d'encadrer le processus de suivi et d'évaluation. La composante aura également comme objectif de contribuer au dialogue sur les politiques de développement agropastoral y compris l'entrepreneuriat des jeunes.

1.3 Rappel des objectifs du PTBA

Le PTBA 2019 du PEA-Jeunes s'inscrit dans la continuité de ceux de 2018, 2017, 2016 et 2015 et de manière générale dans la suite des objectifs du programme. Il a reçu la non objection du FIDA le 20 mars 2019. Une révision est en cours depuis juin 2019. Ce PTBA 2019 s'était assigné comme objectifs, (1) en termes d'indicateurs globaux, la création de 1380 Très Petites Entreprises, le développement de 110 Entreprises existantes et la création de 5 960 emplois et (2) en termes de bénéficiaires, de sensibiliser 11 900 jeunes, orienter 1 910 PIE vers les structures d'incubation où 1 810 seront incubés et doter 1380 jeunes en kits d'installation et 475 autres en crédits productifs.

Les principaux résultats attendus étaient les suivants : 1 810 PIE incubés dont 1 360 en catégorie C1, 340 en C2 et 110 en C3, puis 1 700 PIE en parcours créateur et 110 en parcours développeur ; 1 360 PIE bénéficiaires de kits parmi lesquels 3 de la cohorte 1, 20 de la cohorte 2, 20 de la cohorte 3 ; 60 de la cohorte 4 ; 477 de la cohorte 5, 320 de la cohorte 6, 328 de la cohorte 7 et 152 de la cohorte 8, et 475 crédits productifs.

Le coût total du PTBA 2019 était de 6 543 371 955 F CFA cofinancées par le FIDA à 82,60% (5 404 937 272 F CFA), le Gouvernement à concurrence de 9,05% (323 646 114 F CFA de FCP et taxes de 268 334 403 F CFA) et les bénéficiaires à savoir les jeunes porteurs d'initiatives économiques pour 263 016 667 F (4,02%) et les Institutions de Financement Rural pour 283 437 500 F CFA (soit 4,33%).

Pour atteindre ces résultats escomptés, 42 activités techniques avaient été planifiées suivant les 04 composantes du Programme. Pour ce qui est de la composante A, il est envisagé 13 activités techniques qui nécessiteront un budget de 3 524 650 339 F CFA, soit 53,87% du budget total. La composante B compte 13 activités techniques pour un coût de 1 307 723 659 F CFA, soit 19,99 % du budget total. La composante C est déclinée en 07 activités techniques pour un budget de 426 655 000 F CFA, soit 6,52% du budget total. Enfin, concernant la composante D, 19 activités techniques sont envisagées pour un coût total de 1 284 342 958 F CFA, soit 19,63 % de l'enveloppe du PTBA.

Le présent rapport d'activités présente l'état d'avancement du Programme sur la période allant de **janvier à novembre 2019**, notamment l'état d'exécution des activités prévues, l'exécution du plan de passation des marchés, l'état de mise en œuvre des recommandations de la mission de revue à mi-parcours du PEA-Jeunes (de décembre 2018), l'état d'exécution financière du budget prévu et du programme, la situation du personnel, les difficultés rencontrées et les leçons apprises dans la mise en œuvre, et enfin, la conclusion.

II. ETAT DETAILLE D'EXECUTION DES ACTIVITES, REALISATIONS FINANCIERES, RESULTATS ATTEINTS AU 31/12/2019, ETAT D'EXECUTION DU PLAN DE PASSATION DES MARCHES ET ETAT D'EXECUTION DES RECOMMANDATION DE LA MISSION DE SUPERVISION.

Globalement, la performance d'exécution physique des activités techniques du programme au 31/12/2019 est de 75,09% avec une performance financière de 81,95% (sans engagement et actualisé au 02 mars 2020). La performance financière par rapport à la 1ère tranche du prêt FIDA (200000758) est de 98,04%. La performance financière par rapport à la ligne de base du projet (39,545 milliards de F CFA) est de 37,64%.

La décomposition par composante du taux d'exécution du PTBA est la suivante :

COMPOSANTES	Taux de réalisations techniques (31/12/2019)	Taux de réalisations financières (31/12/2019)
Composante A : Développement d'entreprises agropastorales viables	90,90%	79,89%
Composante B : Accès aux services financiers	49,73%	105,86%
Composante C : Amélioration du cadre organisationnel, politique, institutionnel et législatif	77,00%	47,75%
Composante D : Coordination, gestion, suivi-évaluation et gestion des savoirs/URAC	71,40%	74,63%
Taux d'exécution du PTBA	75,09%	81,95%

Le tableau montre que le taux d'exécution technique est inférieur au taux d'exécution financière. L'écart s'explique par le fait que l'exécution physique des activités s'est achevée au 31 décembre alors que les engagements pris ont continué comme l'autorise la comptabilité, d'être liquidés au fur et à mesure de la prise en compte des justificatifs des dépenses qui étaient encore en traitement au-delà de la date limite de l'exécution technique des activités. Egalement à cette même date, plusieurs activités exécutées ont reçu seulement des avances et les reliquats à payer ne sont pas encore effectués. Il est prévu de les payer seulement après la fourniture des documents finaux (rapports, procès-verbaux), conformément au manuel des procédures administratives, comptables et financières du Programme. Les mises à jour des différents paiements sont en cours.

Cette performance du PTBA 2019 s'explique par le fait que plusieurs activités techniques prévues ont été exécutées soit partiellement, soit n'ont pu démarrer. C'est le cas par exemple des activités externalisées pour lesquelles il fallait payer des avances avant le démarrage, notamment le contrat d'incubation avec Wold Vegetable Center ; l'activité de SIG en Suivi-Evaluation, l'Etude d'effets du Programme ; le Partage des résultats et acquis du système de S&E, bien d'autres contrats, etc. La cause principale a été la tension de trésorerie du Programme au cours du second semestre 2019 avec l'épuisement de la première tranche du financement du PEA-Jeunes et la non mobilisation de la deuxième tranche du financement du PEA-Jeunes comme prévue, et par ricochet la non finalisation du processus de passation des marchés.

2.1 REALISATIONS PHYSIQUES PAR COMPOSANTE ET RESULTATS ATTEINTS AU 30/11/2019

2.1.1 Composante A : Développement d'entreprises agropastorales viables

Avec un taux de réalisations physiques de 90,90% les principales réalisations de la composante A sont les suivantes :

PRINCIPALES REALISATIONS

- 20 facilitateurs des 4 ONG formés en 2019 sur l'utilisation des supports de facilitation de l'émergence d'idées de projet, soit un cumul de 56 facilitateurs déjà formés ;
- 13 facilitateurs recrutés, soit un cumul de 26 facilitateurs des ONG pour la facilitation des idées de projets ;
- **8 257** personnes sensibilisées au 31/12/2019, soit un cumul de **23 228 personnes déjà sensibilisées** et retraçables par le système de S&E du Programme ; (8 678 jeunes avaient été sensibilisées en 2018, 4 875 en 2017 ; 1065 en 2016 et 326 en 2015).
- Signature de 14 contrats avec 14 structures d'incubation ;
- 1 533 PIE incubés en 2019, soit un cumul de **3 121** déjà sortis des incubateurs depuis 2015
- 626 jeunes PIE dotés de kits d'installation, soit un cumul de **1 327 PIE depuis 2015** ;
- 28 conseillers d'entreprises de suivi-accompagnement des PIE mis en place au sein des structures d'incubation, soit un cumul de 38 depuis 2015 ;
- 20 Conseillers de suivi-accompagnement des SIE formés sur les outils TRIE- CREE du BIT;
- 20 Conseillers de suivi-accompagnement des SIE formés sur l'outil GERME du BIT ;
- 20 Conseillers d'entreprises PEA-Jeunes et des SIE formés sur les outils TRIE- CREE du BIT;
- 01 stratégie de ciblage genre en cours de mise en oeuvre ;
- 01 stratégie de communication élaborée et en cours de mise en oeuvre

Effet escompté I : L'accès des jeunes à des services non financiers pour le développement d'entreprises est amélioré

Cette composante visait les objectifs suivants : (i) mettre en œuvre le plan directeur de l'étude de caractérisation des bassins ; (ii) sensibiliser et informer 11 900 jeunes et en orienter 1 910 par les CRV vers les structures d'incubation ; incubé 1 810 PIE ; (iii) assurer le fonctionnement de 24 conseillers et de 12 structures d'incubation fonctionnelles ; (iv) octroyer 1 380 kits d'installation aux PIE en parcours créateur ; (v) octroyer 475 productifs octroyés aux PIE ; (vi) contractualiser avec 02 nouvelles SIE et (vii) assurer leur renforcement matériel, logistique et infrastructurel.

2.1.1.1 Sous-Composante A1 : Facilitation de l'émergence d'idées de projets d'entreprises

a) Activités prévues

La stratégie de cette sous-composante A1 repose sur (i) l'information et sensibilisation, (ii) les dispositifs de facilitation de l'expression de la demande et (iii) la validation des requêtes et orientation. L'information / sensibilisation consistait à (1) Mettre en œuvre la stratégie d'information et sensibilisation et (2) Mettre en œuvre la stratégie ciblage et genre. Les dispositifs de facilitation de l'expression de la demande visaient à (3) former les agents des structures de facilitation sur le contenu et l'utilisation des supports de facilitation et assurer la facilitation de l'émergence des idées de projet par les prestataires de services non financiers. La validation des requêtes et orientation consistait à (5) organiser des sessions de sélection/validation des idées de projets dans les régions.

b) Activités réalisées et résultats atteints

1. Mettre en œuvre la stratégie d'information et sensibilisation

Le programme s'est doté en 2017 d'une stratégie de communication qui a été élaborée avec l'appui de David Paqui, Directeur Communication Afrique.

En 2019, le PEA-Jeunes a poursuivi la mise en œuvre de ladite stratégie de communication comme suit :

- Le programme a régulièrement fourni aux différents acteurs des supports d'information et de sensibilisation sur le programme (ONG de facilitation, URAC, services déconcentrés etc.
- Le programme a constamment saisi les opportunités de communication portées soit par le Gouvernement soit par d'autres acteurs pour communiquer avec les différentes cibles ;
- Les couvertures médiatiques de l'ensemble des activités d'envergure ont été assurées conformément aux différents plans de communication relatifs à chacune des activités (avant, pendant et après) ;
- Des voyages de presse ont été organisés à l'occasion de trois (03) principales activités à savoir, le sommet International, le conseil d'administration et le Gender Awards. Lesdits voyages ont permis aux journalistes de communiquer sur les résultats du programme et de s'intéresser davantage à la thématique de l'entreprenariat jeune ;
- La réalisation des émissions/capsules/documentaires sur les activités du programme et des jeunes à la presse écrite et dans certaines chaînes audiovisuelles nationales et internationales : TV5, Vox America, Vox Africa, agence de presse Reuters, Africa 24, CRTV, Canal2; ATV ;
- De nombreux supports de communication du programme ont été produits particulièrement à l'occasion des activités d'envergure (dépliants, spots publicitaires, fiche techniques, roll up, affiches, chemises à rabat, plaques signalétiques, T-shirts, polos, casquettes, etc.
- Toutes les plateformes numériques du programme (site web, Facebook et Youtube) sont constamment alimentées ;
- Dans le cadre de la préparation de la campagne du FIDA sur les jeunes, le Directeur communication Afrique du FIDA avait réalisé des vidéos avec la Star Sherry sylver et les jeunes bénéficiaires du PEA-Jeunes dans le bassin de production de Ndjoré. Le succès médiatique de cette campagne a permis de présenter au monde entier le dynamisme et les effets du PEA-Jeunes. D'après le Directeur David Paqui, « des centaines et des centaines d'articles sont sortis dans la presse américaine et anglaise au lancement de la campagne »

Toutes ces activités ont donné de la visibilité et positionné le PEA-Jeunes comme l'un des programmes phares du Gouvernement camerounais en matière d'insertion socio-professionnelle des jeunes. En témoigne le nombre de sollicitations allant croissante. A titre illustratif, l'ambassade de France a invité les jeunes entrepreneurs agropastoraux du PEA-Jeunes à l'occasion de la 5ème édition de l'Opération « Goût de / Good France ». Ladite invitation a été formulée en faisant référence au sommet. Les médias s'appuient désormais sur les jeunes du programme installés pour alimenter les émissions visant à inciter la jeunesse à s'engager dans l'agropastoral.

Toutefois les activités prévues avec les radios communautaires telles que planifiées dans le PTBA n'ont pas été réalisées à cause des tensions de trésorerie.

L'activité est réalisée à 90 %.

2. *Mettre en œuvre la stratégie ciblage et genre*

Le programme depuis 2017 s'est doté d'une stratégie genre et d'un plan d'actions alignés à la politique genre du gouvernement et aux orientations du FIDA. En cette année 2019, la mise en œuvre de ladite stratégie s'est poursuivie de manière encore plus dynamique.

En tenant en compte de la cible quantitative de 30% définie par le DCP, la stratégie a retenu de fixer l'objectif pour la participation des jeunes femmes aux activités à 50% – soit 20% au-dessus de l'objectif

du DCP – et de s'engager à atteindre cet objectif de manière progressive : soit 40% à l'évaluation à mi-parcours (2018) et 50% à l'achèvement du programme (2021).

De l'ensemble des mesures d'inclusion prises, nous avons tiré des leçons principalement, la prise en compte des besoins spécifiques des jeunes filles permet d'accroître leur participation aux activités du programme.

Aussi, lorsqu'on met les jeunes filles et les groupes minoritaires en confiance, ceux-ci adhèrent et s'intègrent plus facilement. Ce qui confère à leurs entreprises un caractère viable et durable.

Des activités menées, les résultats quantitatifs suivants ont été atteints :

- les séances de sensibilisation ont mobilisé plus de femmes et de personnes vulnérables dans les effectifs. Ainsi, de 2015 à mai 2019, sur 19 385 jeunes sensibilisés, 6325 sont des femmes soit 32,63%.
- leur adhésion va croissante. En 2015, sur 340 jeunes, 76 sont des femmes soit 22,35%. Et en mai 2019, sur 4414 jeunes sensibilisés, 1492 sont des femmes, soit 33,80%.
- le pourcentage des femmes incubées est passé de 32,5% en 2015, à 41,84% en 2018 et représente 37,53% de l'effectif total à ce jour.
- à ce jour, des 16 délégués principaux au niveau national, 05 jeunes filles siègent dans cette instance.
- sur 1 203 jeunes financés, 468 sont des femmes soit 38,90%. L'on est passé de 30% en 2016 à 43,36% en 2018.

Les résultats obtenus à ce jour prouvent que l'on est largement au-dessus des 30% recommandés dans le Document de Conception du Programme.

La jeune fille accompagnée est capable d'assurer ses propres besoins, ceux du foyer, de la famille et de la communauté toute entière

Les jeunes filles en activités ont créé 1 872 emplois sur les 4 812, soit 38,90%.

Grâce à l'ensemble des mesures d'inclusion spécifiques genre, le PEA-Jeunes a remporté le prix « IFAD Gender Awards 2019 ». Le 11 octobre 2019 à l'occasion de la cérémonie du IFAD Gender Awards 2019 à Rome, le PEA-Jeunes à qui le Prix a été attribué parmi tous les projets que compte la division Afrique de l'Ouest et du Centre, a reçu des mains du Président du FIDA sa distinction. Le programme a été sollicité pour partager son expérience sur la prise en compte du genre.

L'activité est réalisée à 95%.

3. Former les agents des structures de facilitation sur le contenu et l'utilisation des supports de facilitation et assurer la facilitation de l'émergence des idées de projet par les prestataires de services non financiers

En 2019, le programme a mis l'accent sur la qualité de la facilitation. Dans ce sens, un atelier de recadrage méthodologique a été organisé les 14-15 et 16 février 2019 regroupant 12 personnels des ONG de facilitation et l'équipe du projet (CNCG et URAC). Au cours de cette rencontre, l'attention des participants a été attirée sur la qualité de la facilitation et les nouvelles orientations de la revue à mi-parcours. Au terme de cet atelier, les projets de contrats ont été élaborés et transmis au FIDA et l'Avis de Non Object obtenu a permis de lancer les campagnes de facilitation de l'année 2019, suivant la démarche qualité envisagée. Trois campagnes de facilitation ont ainsi été organisées au 30 octobre 2019. Ces campagnes de facilitation ont permis de recruter les PIE des cohortes 7 et 8 et de constituer le vivier pour le recrutement des PIE de la cohorte 9.

Ainsi, de février à décembre 2019, **8 307 personnes ont été sensibilisées** parmi lesquelles **5 369 hommes et 2 938 femmes (35,36%)**. La distribution par région montre que 3 242 personnes sont touchées dans la région du Centre (2 173 hommes et 1 119 femmes), 11 68 personnes dans la région du Sud (1 083 hommes et 606 femmes), 1 960 personnes dans la région du Littoral (1 312 hommes et

648 femmes) ; 1 366 personnes dans la région du Nord-Ouest (801 hommes et 565 femmes). Cette distribution par région est donnée dans le tableau ci-après :

Tableau 1: Personnes sensibilisées par région en 2019

Régions	Effectif sensibilisation février à octobre 2019			
	H	F	T	%
Centre	2 173	1 119	3 292	39,26%
Sud	1 083	606	1 689	20,46%
Littoral	1 312	648	1 960	23,74%
Nord-Ouest	801	565	1 366	16,54%
Total général	5 369	2 938	8 307	100%

Dans chaque région, la distribution par bassin de production se présente comme suit :

Tableau 2: Personnes sensibilisées en 2019 par bassin

Bassins	Effectif sensibilisation en 2019		
	H	F	T
Mfou – Sos Edzoundouang	436	247	683
Ntui – Bangassina	192	91	283
Obala – Monatélé - Elig Mfomo – Batchenga Mbandjock Saa	695	311	1 006
Ombessa – Bokito – Bafia	187	97	284
Périphérique Yaoundé 6 & 7	558	316	874
Awae	105	57	162
Sous/Total Centre	2 173	1 119	3 292
Ambam	226	125	351
Kribi	253	220	473
Ngoulemakong – Mvangan Ebolowa	604	261	865
Sous/Total Sud	1 083	606	1 689
Ndom	143	45	188
Njombé – Penja – Loum – Manjo – Nkongsamba Melong	364	272	636
Périphérique Douala (Dibombari)	770	310	1 080
Pouma	35	21	56
Sous/Total Littoral	1 312	648	1 960
Batibo – Bwengwi	179	93	272
Santa – Bamenda	622	472	1 094
Mentchum valley	0	0	0
Sous/Total Nord-Ouest	801	565	1 366
Total général	5 369	2 938	8 307

En somme pour un objectif de 11 900 personnes à sensibiliser, **8 307** personnes ont effectivement été sensibilisées, soit une performance de réalisation de l'activité de 69,80%.

Depuis le début du programme (période 2015- 2019), **23 278 personnes ont été sensibilisées** dont **7 771 (33,39%) femmes** et **15 507 (66,61%) hommes**. **Par rapport à l'objectif en fin de projet (25 200), cela correspond à une performance de 92,17%.**

Cette distribution annuelle est détaillée comme suit :

Tableau 3: Personnes sensibilisées de 2015-2019

Années	Personnes sensibilisées 2015-2019		
	H	F	T
2015	264	76	340
2016	700	365	1 065
2017	3 270	1 618	4 888
2018	5 904	2 774	8 678
2019	5 339	2 918	8 257
Total général	15 477	7 751	23 228

Au terme de la facilitation 2019, 2206 idées de projets portées par 1 476 hommes et 730 femmes, ont été transmises à l'URAC pour examen de conformité.

Par ailleurs, après analyses préliminaires par les URAC sur la base de la conformité aux critères d'éligibilité des porteurs d'idées de projet, 2 102 idées de projets (portées par 1 330 hommes et 772 femmes) ont été transmises aux sessions de CRV pour sélection.

4. Organiser la session de sélection/validation des idées de projets par région

De janvier à novembre 2019, sept (07) sessions de sélection/validation des idées de projets (sur 08 prévues) se sont tenues à travers les 04 Comités Régionaux de Validation (CRV) des 04 régions d'intervention du Programme. Le taux de réalisation de l'activité selon la session est de 100%.

Les CRV ont examiné 2 102 idées de projets portées par 1 330 hommes et 772 femmes (36,72%). Ces chiffres se déclinent ainsi qu'il suit par région : Centre (1 170 idées portées par 755 hommes et 415 femmes (soit 35,45%), Sud (406 idées de projets portées par 230 hommes et 176 femmes (soit 35,47%), Littoral (406 idées de projets portées par 276 hommes et 130 femmes (soit 32,01%) et Nord-Ouest (296 idées de projets portées par 154 hommes et 142 femmes, soit 47,97%).

Sur la période 2015-2019, 5 703 idées de jeunes ont été transmises aux Comité Régionaux de Validation (CRV) pour examen, comprenant 39,97% de femmes. La situation par année est la suivante :

Tableau 4: Volume d'idées de projet examiné par les CRV de 2015-2019

Années	Effectif transmis aux CRV en sélection des idées de projets (2015-2019)		
	H	F	T
2015	74	255	329
2016	321	180	501
2017	842	629	1 471
2018	1 132	635	1 767
2019 (nov.)	1 330	772	2 102
Total général	3 699	2 471	6 170

Au terme des différentes sessions de CRV en région, 1 963 idées de projets (portées par 1 261 hommes et 702 femmes (soit 35,76%) ont été sélectionnées et pour éventuelle entrée des jeunes porteurs d'initiatives économiques en incubation. Par région, 279 (pour 166 hommes et 113 femmes) idées de projets ont été sélectionnés. Au Centre 1 157 (750 hommes et 407 femmes ; au littoral, l'on a enregistré 406 idées de projets (portées par 276 hommes et 130 femmes). Le Nord-Ouest a enregistré 141 idées sélectionnées, portées par 69 hommes et 52 femmes. L'activité est réalisée à 100%.

Sur la période 2015-2019, 4 721 idées de projets ont été sélectionnées par les CRV, comprenant 1 680 idées portées par les femmes (soit 35,58%). La situation par années est la suivante.

Tableau 5: Idées de projets sélectionnées/validées par les CRV de 2015-2019

Années	Idées de projets sélectionnées par les CRV (2015-2019)		
	H	F	T
2015	58	25	83
2016	277	107	384
2017	499	312	811
2018	946	534	1 480
2019	1 261	702	1 963
Total général	3 041	1 680	4 721

Taux d'exécution physique

La sous-composante A1 a enregistré un taux d'exécution physique de 100% au 30/11/2019.

2.1.1.2 Sous-Composante A2 : Appui à la création et au développement d'entreprises

a) Activités prévues

La stratégie de la sous-composante A2 repose sur (i) Identification et conventionnement des prestataires de services non financiers ; (ii) les dispositions du processus d'appui pour les parcours 1 et 2, (ii) la validation des requêtes de financement et (iv) la mise en place des kits d'installation.

En ce qui concerne l'identification et conventionnement des prestataires de services non financiers, il était prévu de (1) conventionner avec sept (07) nouvelles structures d'incubation. Les dispositions du processus d'appui pour les parcours 1 et 2 prévoyaient de (2) assurer le renforcement des capacités des jeunes PIE dans les structures d'incubation et assurer le suivi-accompagnement des PIE des cohortes 2015, 2016, 2017 et 2018 et (3) organiser l'atelier d'internalisation de l'approche du Programme et de capitalisation des leçons apprises. La validation des requêtes de financement avait prévu de (4) organiser des sessions de sélection/approbation des projets d'entreprises des jeunes et des missions de suivi des PIE par les CRV. La mise en place des kits consistait à (5) mettre en place 1 380 kits d'installation/et 475 kits de renforcement. (6) Enfin, le programme avait prévu (7) d'organiser des voyages d'échanges d'expériences auprès des partenaires et (7) Organiser une visite des réalisations du PEA-Jeunes par les membres du COPIL.

b) Activités réalisées et résultats atteints

1. Conventionner avec des nouvelles structures d'incubation

Trois (03) nouvelles structures d'incubation ont été conventionnées en mars 2019 portant ainsi à 15 le nombre de structures d'incubation régulièrement opérationnelles et /ou conventionnées par le PEA-Jeunes. Dans la perspective d'identification de nouvelles structures "satellites" des missions de prospection de nouvelles structures d'incubation ont été menées dans la région du Sud pour répondre à la demande d'encadrement dans le sous-bassin de Mvangan et dans les bassins d'Ambam et de Kribi. Des démarches parallèles sont engagées pour identifier des structures partenaires dans la perspective d'installation des ceintures maraîchères dans les quatre régions d'intervention du Programme, un partenariat est en cours de mise en place avec le Diocèse de Bafia pour installer une ceinture maraîchère à Bafia. Globalement et depuis le début du programme, 15 structures d'incubation sont opérationnelles parmi lesquelles 05 structures satellites.

L'activité est exécutée à 100%.

2. Assurer le renforcement des capacités des jeunes PIE dans les structures d'incubation et Assurer le suivi-accompagnement des PIE en post-incubation

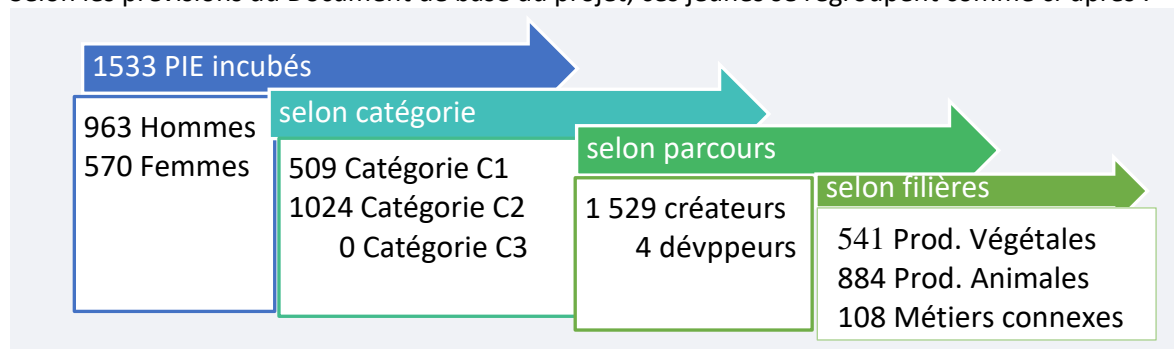
Le renforcement des capacités des PIE en incubation en 2019 a fait l'objet des cohortes 6 et 7 au cours du 1^{er} et 2^{ème} semestre et s'est déroulé en 04 vagues successives (6.1 et 6.2, puis 7.1 et 7.2) avec l'entrée en jeu progressive de nouvelles structures d'incubation. **Au 31 décembre 2019, un total de**

1 533 jeunes dont 963 hommes et 570 femmes (37,18%) ont été renforcés dans leurs capacités en incubation. La distribution par région est donnée ci-après :

Tableau 6: Jeunes incubés (renforcés) en 2019

Région	Effectif incubé		
	H	F	T
Centre	440	278	718
Sud	180	104	284
Littoral	266	123	389
Nord-Ouest	77	65	142
Total	963	570	1 533

Selon les prévisions du Document de base du projet, ces jeunes se regroupent comme ci-après :



La distribution des incubés 2019 suivant les spéculations du Programme donne :

Spéculations	H	F	T
Production Végétale			
Ananas	36	20	56
Banane-plantain	72	32	104
Maïs	36	21	57
Marâchage	146	57	203
Manioc	40	36	76
Poivre	33	12	45
Sous total Production Végétale	363	178	541
Production Animale			
Volaille (chair et pondeuse)	311	231	542
Porc	206	88	294
Petits ruminants (chèvre/mouton)	3	1	4
Elevage non conventionnel (lapin, etc.)	31	13	44
Sous total Production Animale	551	333	884
Métiers connexes			
Restauration	7	21	28
Transformation produits agricoles	4	4	8
Transformation produits pastoraux	0	1	1
Production de provende	4	5	9
Services Pastoraux	0	0	0
Transport	1	1	2
Services Agricoles	0	1	1
Commercialisation intrants/produits	32	26	58
Equipements agro-pastoral	0	0	0
Production (Poissons)	1	0	1
Sous total Métiers connexes	49	59	108
Total incubés en secteur	963	570	1 533

La grande majorité des PIE sont dans le maillon Production, comme met en évidence le tableau ci-après, sur la distribution des jeunes incubés en 2019 selon les maillons de la chaîne de valeur.

Maillons	H	F	T	%
Production	806	409	1215	79,26%
Equipement	4	1	5	0,33%
Commercialisation	70	46	116	7,57%
Transformation	76	109	185	12,07%
Semences	5	2	7	0,46%
Transport	1	1	2	0,13%
Services	1	2	3	0,20%
Total	963	570	1 533	100

Sur la période 2015-2019, 3 121 jeunes PIE dont 1 945 hommes et 1 176 femmes (37,68%) ont été incubés par le Programme. Cet effectif est détaillé par année comme suit.

Tableau 7: Jeunes incubés (renforcés) de 2015-2019

Années	Effectifs incubés (2015-2019)			%	Cumul
	H	F	T		
2015	54	26	80	2,56%	80
2016	189	92	281	9,00%	361
2017	353	216	569	18,23%	930
2018	386	272	658	21,08%	1588
2019	963	570	1533	49,12%	3 121
Total	1 945	1 176	3 121	100	

S'agissant du suivi-Accompagnement, il s'est déployé depuis 2018 en plusieurs étapes. La contractualisation avec des consultants (03) qui ont appuyé le Programme dans le développement des outils de gestion technique des entreprises des jeunes, le développement des outils de gestion et management des petites entreprises, et enfin, la détermination des différents types d'entreprises et le régime fiscal en vue d'en faciliter le choix lors de la formalisation.

Ensuite le Programme sous la base des leçons tirées et contraintes observées en 2017, le programme a procédé au recrutement de nouveaux conseillers de suivi-accompagnement (23) pour renforcer l'effectif déjà en fonction (12), puis spécialiser les conseillers.

Par ailleurs, ce Programme a organisé à l'intention de tous les conseillers au niveau de chaque région, un atelier d'imprégnation sur ses procédures et le suivi des jeunes entrepreneurs agricoles. Au terme de ces rencontres régionales, un atelier national d'encadrement méthodologique a permis du 12 au 14 juin 2018, d'harmoniser l'approche et la démarche du suivi-accompagnement de tous les conseillers de suivi-accompagnement (principaux des SIE et agent de terrain) en ce qui concerne leurs cahiers des charges, les outils développés par les consultants, le cadre de mesure des performances et l'évaluation en fin de période, et enfin le schéma global et l'importance du reporting et données de suivi-évaluation. Ce préalable a été couronné par la distribution au niveau régional du portefeuille des jeunes PIE aux conseillers S-A. Des ateliers régionaux de transferts des outils des conseillers aux PIE ont eu lieu dans chaque région.

L'objectif en 2019 était de suivre-accompagner 1000 jeunes et d'améliorer le suivi-accompagnement selon les orientations de la mission de supervision. Suite à la revue à mi-parcours du PEA-Jeunes de 2018, le Programme a procédé à la redéfinition de la stratégie de suivi-accompagnement, qui a reçu l'avis favorable du FIDA. Un atelier sur l'harmonisation de la démarche actuelle ainsi que sur la préparation des contrats a eu lieu les 11 et 12 novembre 2019.

Des conseillers ont cédé place aux "business coaches" et des "experts techniques" rattachés à l'URAC viennent désormais en appui à la mission du PEA-Jeunes au niveau régional. Les conseillers de suivi-accompagnement ont été évalués et certains reconduits. De nouveaux personnels (business coaches-72 personnes) et coaches principaux (15 personnes qui s'ajoutent aux 5 autres en fonction, soit

un total de 19 conseillers principaux) ont été recrutés et sont en cours de contractualisation pour densifier l'équipe d'accompagnement de chaque jeune sorti de l'incubation. Parallèlement, les jeunes entrepreneurs agropastoraux ont continué d'être suivis, mais pas dans leur totalité. Ainsi, **1068 jeunes dont 610 hommes et 458 femmes** ont été accompagnés en 2019.

En somme en 2019, **un total de 1 533 jeunes dont 963 hommes et 570 femmes (37,18%)** ont été renforcés dans leurs capacités en incubation. Par rapport aux prévisions de 1810 PIE de 2019, ce résultat correspond à un taux de réalisation de 84,69% de l'objectif de l'incubation en 2019. Cependant, il faut noter que des actions sont en cours pour l'entrée en incubation des cohortes spéciales. Par rapport au suivi-accompagnement, 1068 jeunes ont été suivis.

L'activité est réalisée à 96,69% au 31 décembre 2019.

3. Organiser l'atelier d'internalisation de l'approche du Programme et de capitalisation

L'atelier a été organisé du 17 et 18 janvier 2019 avec la participation de 60 personnes (03 des partenaires stratégiques (DID, BIT), 16 des partenaires opérationnels (SIE, IFR, ONG de facilitation, IFR), 30 de l'équipe du PEA-Jeunes. L'approche du programme a été passée en revue et les conclusions et orientations de la mission de revue à mi-parcours du PEA-Jeunes ont été partagées et discutées. Des nouvelles orientations pour la mise en œuvre du projet par les partenaires opérationnels ont été données. Des difficultés rencontrées lors de l'exécution des activités en 2018 ont été discutées et un plan d'action de solutions convenu.

Activité exécutée à 100%.

4. Organiser des sessions de sélection/approbation des projets d'entreprises des jeunes par région

Au 31/12/2019, neuf (09) sessions de CRV de sélection/approbation des projets d'entreprises des jeunes ont été organisées dans les quatre régions d'intervention du Programme. Ces CRV ont approuvés 1 533 plans d'affaires, dont 963 portés par des hommes et 570 portés par des femmes (37,18%).

La distribution des plans d'affaires approuvés par région est donnée comme suit :

Tableau 8: Plans d'affaires approuvés par région en 2019

Région	Effectif		
	H	F	T
Centre	440	278	718
Sud	179	103	282
Littoral	266	123	389
Nord-Ouest	77	65	142
Total	963	570	1 533

Sur un objectif de 08 sessions de CRV en 2019, 09 sessions ont été organisées, soit une performance de 112,50%.

L'activité est réalisée à 100%.

5. Mettre en place des kits d'installation et de renforcement.

Il était question de mettre en place 1 380 kits d'installation. De janvier au 31/12/2019, 626 kits ont été octroyés, soit une performance de 45,36%. Le détail par région se présente comme suit :

Tableau 9: Bénéficiaires de kits d'installation de 2015-2019

Régions	Financement en Kits d'installation en 2019		
	H	F	T
Centre	135	92	227
Sud	71	53	124
Littoral	122	37	159
Nord-Ouest	66	50	116
Total	394	232	626

Depuis le début du programme (période 2015-2019), **1 327** porteurs d'initiatives économiques ont été financés par le programme en kits d'installation.

Tableau 10: Bénéficiaires de kits d'installation de 2015-2019

Années	Financement en Kits d'installation (2015-2019)		
	H	F	T
2015	0	0	0
2016	32	14	46
2017	166	93	259
2018	221	175	396
2019(nov.)	394	232	626
Total général	813	514	1 327

S'agissant des kits de renforcement, le Programme avait appuyé 05 jeunes en kits de développement, sur la période 2015-2018. Cette situation n'a pas évolué en 2019.

Tableau 11: Bénéficiaires de kits de renforcement de 2015-2019

Années	Financement en kits de développement (2015-2019)		
	H	F	T
2015	0	0	0
2016	3	1	4
2017	0	0	0
2018	1	0	1
2019	0	0	0
Total général	4	1	5

De janvier à décembre 2019, 626 jeunes PIE ont reçu des appuis en Kits (d'installation et renforcement), pour un montant de 709 942 597 F CFA. L'apport personnel en numéraire en 2019 a été de 97 310 209 F CFA. Ces PIE ont obtenu des crédits productifs en 2019 pour un volume de 73 673 489 F CFA.

Un total cumulé de 1 332 PIE sont déjà financés en kits à hauteur de 1 620 659 770 F CFA depuis le démarrage du projet. Ces jeunes PIE ont mobilisé un apport personnel de 224 201 282 F CFA et mettent en place leurs entreprises. La contribution des IFR est de 151 920 704 F CFA sous forme de crédits productifs à 193 PIE (dont 01 en 2016, 42 en 2017, 47 en 2018 et 102 en 2019) pour 191 en parcours créateurs et 02 PIE en développement. Le total des financements aux projets des jeunes en 2018 était de 616 118 255 F CFA. La situation en 2019 est de 505 341 937 F CFA. Un montant de 1 996 781 756 F CFA a déjà été engagé pour le financement des entreprises des jeunes de 2015-2019.

6. Organiser des voyages d'échanges d'expériences auprès des partenaires

En 2019, il était prévu d'effectuer 03 voyages d'échanges d'expérience.

Un voyage à Madagascar a comme prévu lors de la formulation du PEA-Jeunes a permis de partager l'expérience du portefeuille FIDA en entrepreneuriat, formation et financement, notamment avec le projet PROSPER et FROMAPRO. Ce voyage était conduit par le FIDA avec la participation des cadres du PEA-Jeunes.

Un second voyage d'échange d'expériences s'est déroulé du 13 au 18 octobre 2019 au Burkina Faso et a porté sur le dispositif du suivi-accompagnement des microentreprises agropastorales, le Business coaching et les rôles des centres de ressources en entrepreneuriat rural (CREER). 6 personnes (SFR et

05 conseillers d'entreprises URAC) ont pris part à ce voyage d'échange d'expérience. Les enseignements tirés de ce voyage ont permis d'adosser le suivi-accompagnement sur les résultats atteints par chaque entreprise suivie et non plus sur la fréquentation des entreprises.

Enfin, le 3ème voyage d'échange d'expérience a porté sur la participation du PEA-Jeunes au Sommet mondial sur l'entrepreneuriat agropastoral, du 2 au 5 novembre 2019 à Doha, au Qatar.

L'activité est réalisée 100%.

7. Organiser une visite des réalisations du PEA-Jeunes par les membres du COPIL

Les termes de référence de cette importante mission sont disponibles. Cette mission sera réalisée quelques jours avant la tenue du Comité de Pilotage, en décembre 2019.

8. Mener les activités stratégiques avec le bailleur

Il était prévu d'organiser une visite des membres du Conseil d'Administration du FIDA au Cameroun. Cette visite s'est déroulée du 20 au 26 juillet 2019 sous la conduite du FIDA et le MINADER et MINEPIA ainsi que le MINEPIAT. Un ensemble 11 membres du Gouvernorat du FIDA a séjourné au Cameroun et a visité les jeunes promus par le PEA-Jeunes et bon nombre de réalisations du FIDA dans les régions du Littoral, Ouest et Centre.

9. Taux d'exécution physique

Au 31/12/2019, le taux d'exécution physique de la sous-composante A2 est de 90,34%.

2.1.1.3 Sous-Composante A3 : Emergence et renforcement des structures d'incubation

a) Activités prévues

La stratégie de la sous-composante A3 repose sur le Renforcement des capacités des structures d'incubation.

Plus précisément, le renforcement des capacités des structures d'incubation consistait à : (1) assurer l'assistance technique avec le BIT, (2) assurer le renforcement des capacités opérationnelles des cadres du Programme et des personnes ressources intervenant dans les structures d'incubation et ; (3) réaliser le diagnostic des structures d'incubation et assurer leur renforcement infrastructurel, matériel et logistique.

- Activités réalisées et résultats atteints

1. Assurer l'assistance technique avec le BIT

L'assistance technique de BIT est déployée à travers la réalisation des activités dont le bilan est le suivant :

- *Organiser le Coaching des conseillers formés en CREE : Après élaboration par le BIT et validation des TdR par le PEA-jeunes, le Maître formateur a été contractualisé et le coaching s'est déroulé du 29 juin au 12 juillet 2019. 20 formateurs dont 05 femmes et 15 hommes ont ainsi été coachés. En 2018, le coaching avait été organisé pour 19 nouveaux conseillers (03 femmes et 16 hommes) formés à TRIE/CREE en juin.*
- *Adapter le matériel de formation GERME (TRIE, CREE, test TRIE et CREE) : Les travaux d'adaptation des kits TRIE (manuel TRIE +plus le plan de séance TRIE) et CREE (manuel CREE avec livret de plan d'affaires plus le plan de séance CREE), qui ont commencé en 2018 se sont poursuivis au cours du premier semestre 2019. Le processus d'adaptation, qui a veillé à respecter l'identité du Programme GERME, a connu quatre étapes importantes : i) un travail initial de conception ayant débouché sur des outils provisoires adaptés et illustrés, ii) un atelier de validation avec les contributions des formateurs au Centre d'Accueil de Mbalmayo du 18 au 20 février 2019, iii) une formation test avec 15 entrepreneurs potentiels du 21 février au 02 mars 2019 et iv) la finalisation des outils sur la base des divers commentaires reçus. Un kit TRIE*

- Agropastoral et illustré ainsi qu'un kit CREE Agropastoral et illustré sont disponibles en français. La version anglaise du Kit TRIE est en cours de traduction. Activité réalisée à 100%.
- Organiser un séminaire de renforcement des capacités pour les conseillers certifiés GERME: Les TdR sont disponibles, et le Maître formateur contractualisé. Le séminaire se déroulera au mois de novembre 2019.
 - *Organiser une formation des formateurs TRIE des facilitateurs* : En 2018, la formation des formateurs des structures de facilitation sur l'outil TRIE de formation en entrepreneuriat du BIT s'est déroulée du 18 au 23 juin. 20 personnes ont été formées (10 hommes et 10 femmes). Pour l'année 2019, la formation des formateurs TRIE a été organisée sur fond d'un atelier de recyclage. Cette session s'est déroulée du 29 avril au 04 mai 2019 et a connu la participation de 19 facilitateurs dont 05 femmes. Au total, 39 personnes (24 hommes et 15 femmes) sont formées de 2018 à 2019. Cette activité est réalisée à 100%.
 - *Organiser l'évaluation à mi-parcours du projet* : L'évaluation a commencé en décembre 2018 avec le processus de validation des termes de référence et d'identification/contractualisation du consultant. L'évaluation a eu lieu et s'est achevée au 1^{er} semestre 2019. Le rapport est disponible.
 - *Organiser une formation des formateurs TRIE/CREE des conseillers* : En 2018, la formation des nouveaux conseillers du PEA-jeunes à l'utilisation des outils de formation en entrepreneuriat TRIE et CREE du BIT s'était déroulée du 4 au 15 juin 2018 à Nkongsamba. 20 personnes ont été formées (16 hommes et 04 femmes) dont 18 venant des structures d'incubation (14 hommes et 04 femmes). En 2019, une session de formation des formateurs CREE a été organisée du 17 au 26 avril 2019 et a connu la participation de 20 formateurs dont 05 femmes et 15 hommes. En résumé, 40 personnes ont été formées de 2018 à 2019 (soit 31 hommes et 09 femmes). Activité réalisée à 100%.
 - *Organiser une formation des formateurs Germe des conseillers de suivi-accompagnement du PEA-jeunes à l'utilisation de l'outil de formation en entrepreneuriat Germe du BIT*. En 2018, cette formation s'est organisée du 05 au 15 novembre 2018 à Ebolowa. 20 personnes dont 14 hommes et 6 femmes ont été formées. Au 30 juin 2019, les TdR sont disponibles, et le Maître formateur contractualisé. Le séminaire se déroulera au dernier trimestre de l'année. Activité réalisée à 25%.
 - *Assurer la gestion du projet BIT* : les frais liés à la gestion du projet sont régulièrement prélevés par BIT (Bureau Pays et Rome). Notons que la convention de partenariat arrivée à terme en mars 2019 a été prorogée pour la fin de l'année 2019. La convention de partenariat arrivée à terme en mars 2019 a été prorogée pour la fin de l'année notamment 2019.
 - *Acheter les nouveaux jeux d'entreprises et imprimer les manuels GERME*. Pour 2018 en prélude aux formations des conseillers, facilitateurs et entrepreneurs, l'assistance technique BIT a remis comme prévu au PEA-Jeunes le matériel GERME supplémentaire : 20 jeux d'entreprise ; 1.450 manuels TRIE en français et en anglais, 2.950 manuels CREE et plans d'affaires en anglais et en français, 40 guides du formateur Germe, 40 plans de séance TRIE, 20 plans de séance CREE, 150 plans de séance GERME et 3.600 manuels Germe en français et en anglais recouvrant six domaines de gestion.
Pour l'année 2019, le PEA-Jeunes a acquis 900 manuels TRIE ; 900 manuels CREE ; 900 guide de Plan d'affaires (le tout en français) et 8 jeux d'entreprise (en anglais).

L'activité réalisée à 100%.

- *Publier des articles sur les évidences et les connaissances qui émergent de la mise en œuvre du projet d'Assistante du BIT au PEA-Jeunes* : Les bulletins électroniques de 2 pages présentant

les réalisations du Projet en 2017 et 2018 sont disponibles. Le projet les a distribués notamment lors de la célébration du centenaire de l'OIT au Cameroun en mai 2019.

Le Projet est cité parmi les cas de « success story » dans la brochure « Success Africa IV : Delivering excellent decent work results in Africa. Working Together for a Better Africa » en cours de production par le Bureau régional Afrique du BIT, en prélude à la 14^{ième} Réunion régionale africaine sur le travail décent.

- Le projet a régulièrement communiqué sur ses activités à travers des articles publiés dans la presse écrite, le site internet du Bureau et des reportages radio et télévisés. BIT a effectué 01 annonce médiatique, 5 couvertures télévisées ainsi que 5 couvertures radio de nos activités. 4 articles sur le Projet sont publiés dans les presses écrites, et 3 articles dans le site internet du BIT. Les médias suivants ont cité le Projet : Canal2 international, CRTV (Sud, Centre, Littoral, Poste national, Télé), Equinoxe TV, Vision 4, AfrikInfo.net, Cameroun Tribune, le Jour, le Quotidien de l'Economie, l'Intégration. Une première version du bulletin électronique de deux pages maximum sur le bilan annuel du Projet est disponible. Un encadré sur les réalisations du Projet est inséré dans le rapport d'activités 2016-2017 du Bureau
- Sept (07) articles de presses concernant des activités du Projet ont paru dans les journaux : Mutation n°4786 du 1^{er} février 2019, L'Economie n°01691 du mercredi 13 février 2019, Intégration n°355 du 5 au 10 février 2019, Intégration n°359 du 13 au 19 mai, L'Economie n°01740 du mardi 14 mai 2019, Le Jour n°23932 du 14 mai 2019, Mutation n°4856 du 15 mai 2019.

2. Assurer le renforcement des capacités opérationnelles des cadres du Programme et des personnes ressources intervenant dans les structures d'incubation

Un plan de renforcement des capacités du personnel a été élaboré. La mise en œuvre de ce plan a permis de renforcer les capacités de 05 personnels :

- ✓ 01 personne formée en suivi-évaluation dans le cadre du programme PRiME du FIDA s'est déroulé du 29 avril au 10 mai à Istanbul ;
- ✓ 02 personnes (CN et SDE) ont été formé dans le cadre de Youth Tool en Guinée Conakry sur les outils d'entreprenariats et sur le suivi-évaluation dans les projets FIDA.
- ✓ Les ressources humaines intervenant dans les structures d'incubation ont continué leur renforcement de capacité dans les domaines touchant les modules dispensés lors du renforcement des capacités des jeunes : éducation financière, élaboration des plans d'affaires, entreprenariat, éducation civique, thématiques techniques, etc.
- ✓ La formation des conseillers URAC envisagée avec 2iE n'a pas encore eu lieu. En lieu et place, la formation sur les métiers innovants dans le secteur agropastoral est envisagée à Dakar au Sénégal.
- ✓ Le spécialiste en Gestion des Connaissances, Genre et gestion des Savoirs a été formée à Rome sur la thématique du Genre.
- ✓ 08 Conseillers URAC (01 femme et 7 hommes) ont été formés à Ougadougou (voyage d'échange d'expérience)

L'activité est réalisée à 100%.

3. Réaliser le diagnostic des structures d'incubation et assurer leur renforcement infrastructurel, matériel et logistique

Suite à la mission de supervision conjointe Gouv/FIDA de décembre 2017, un consultant avait été recruté et a accompagné le Programme dans l'élaboration d'une note conceptuelle assortie d'une feuille de route devant permettre la mise en œuvre du plan de renforcement de capacités des SIE. Cette feuille de route prévoyait des démarches spécifiques pour les activités économiques telles que la transformation agroalimentaire et des spéculations particulières à l'instar du Poivre et Maraîchage qui nécessitent une ingénierie et un dispositif permettant l'encadrement performant des porteurs d'initiatives économiques dont les SIE n'en disposent pas en l'état actuel.

Parallèlement, un plan de renforcement prioritaire portant sur les filières dites "classiques" et les activités de production a été soumis à l'ANO du FIDA en juillet 2018.

En 2019, le plan de renforcement des capacités des SIE pilote a été complété par les devis détaillés pour les investissements et appuis infrastructurels, le plan de renforcement des capacités a été transmis au FIDA pour ANO. En outre, un diagnostic pour le plan d'appui à la filière poivre a été élaboré et le document a été transmis au FIDA pour ANO. Egalement, le plan de renforcement des capacités des SIE pilote a été élaboré, les devis détaillés ont été élaborés pour les investissements et appuis infrastructurels, le plan de renforcement des capacités a été transmis au FIDA pour ANO. (ii) Le diagnostic pour le plan d'appui à la filière poivre a été élaboré et le document sera transmis au FIDA pour ANO.

Le renforcement de leurs capacités n'est pas encore effectif mais suivra après l'ANO du FIDA sur cette activité. Les SIE ont reçu en 2018 un lot de 71 ordinateurs et 21 motos.

Le taux de réalisation en 2019 est de 90%.

Taux d'exécution physique

Au 30/11/2019, le taux de réalisation physique des activités de la sous-composante A3 est de 87,22%.

Globalement et au regard de ce qui précède, le taux de réalisation technique de la composante A au 30/11/2019 est de 90,18% détaillé comme suit :

Tableau 12: Détail du taux d'exécution physique de la composante A

Libellé	Taux de réalisation
Sous-Composante A1 : Facilitation de l'émergence d'idées de projets d'entreprises	100,00%
Sous-Composante A2 : Appui à la création et au développement d'entreprises	88,38%
Sous-Composante A3 : Emergence et renforcement des structures d'incubation	87,22%
Taux d'exécution Composante A	90,18%

2.1.1.4 Analyse des indicateurs de produits et niveau de réalisation des effets escomptés au 30/11/2019

Produit 1.1 : Les capacités techniques, et entrepreneuriales des jeunes promoteurs sont renforcées dans les domaines d'intérêt

Tableau 13 : Analyse de l'atteinte des résultats intermédiaires 2019 du produit 1.1

RESULTATS VISES	OBJECTIFS 2019	RESULTATS ATTEINTS AU 30/11/2019
1. Un plan directeur de l'étude de caractérisation des bassins opérationnel	Oui	La mise en œuvre des orientations de ce plan avait démarré en 2017 et s'est poursuivi au long de 2018 et 2019.
2. Nombre de cohortes de jeunes sorties annuellement des incubateurs	02	Au 31 décembre 2019, 02 cohortes (6 & 7) de jeunes a pu sortir des incubateurs.
3. 11 900/1910 jeunes sont sensibilisés, informés et orientés dans les quatre Régions	11 900 / 1910	8 257 personnes dont 5 339 hommes et 2 918 femmes (35,34%) ont été sensibilisées (soit une performance de 69,38%) ; et 1 963 autres dont 1 261 hommes et 702 femmes (35,76%) orientées, ce qui fait une performance de 102,77%.
4. 1810 jeunes sont renforcés dans leurs capacités techniques et entrepreneuriales	1 810	1 533 jeunes dont 963 hommes et 570 femmes (37,18%) ont été renforcés dans leurs capacités techniques et entrepreneuriales dans les régions, soit une performance de 84,69%.

RESULTATS VISES	OBJECTIFS 2019	RESULTATS ATTEINTS AU 30/11/2019
5. Douze (12) structures d'incubation sont fonctionnelles	12	Au 31/12/2019, 15 structures étaient fonctionnelles. 05 structures satellites opérationnelles en 2018 ont été contractualisées en 2019. 03 autres structures satellites sont opérationnelles étaient contractualisées en 2018. 06 structures étaient fonctionnelles en 2016 dont 02 contractualisées en 2015. Ainsi, au moins 14 structures d'incubation sont fonctionnelles en 2019.
Nombre de kits administrés	1 380	626 kits ont été administrés, soit 45,36%
6. Nombre de crédits productifs octroyés	475	102 crédits productifs sont octroyés, soit 21,47%
7. structures d'incubation sont diagnostiquées, un plan de renforcement défini et les capacités des diagnostiqués et renforcées	Oui	01 Plan de renforcement des capacités des SIE a été élaboré et adopté au terme du diagnostic. Sa mise en œuvre a démarré avec 21 motos et 115 ordinateurs, en attendant l'avis de non objection du FIDA pour sa pleine mise en œuvre
8. Nombre de structures d'incubation et conseillers renforcés	12/24	12/27 conseillers nouvellement recruté (soit 33 au total). Ces conseillers ont été renforcés dans leurs capacités (outils CREE et GERME du BIT ; Suivi-évaluation, accompagnement).
9. Nouvelles SIE contractualisées	2	03 nouvelles structures ont été fonctionnelles et encore contractualisées, soit un taux de réalisation de 150%.

Le niveau de réalisation des résultats 2019, met en évidence les progrès vers la réalisation du produit 1.1 d'ici le terme du programme, comme présente le tableau ci-après.

Tableau 14: Analyse des indicateurs du produit 1.1

Indicateurs de produit 1.1 (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31/12/2019
04 cohortes de jeunes promoteurs sortent annuellement des incubateurs avec un plan d'affaire bancable	<p>Globalement, 08 cohortes sur les 15 prévus (2015-2019) ont pu sortir des incubateurs depuis le début du Programme, ce qui fait une performance de 53,33%.</p> <p>En 2019, 02 cohortes de promoteurs est sortie des incubateurs avec un plan d'affaire bancable, soit 02/3 (66,67%) de la performance recherchée. En 2015, 2016, 2017 et 2018 ; 01, 01, 02 et 02 cohortes respectivement avaient pu sortir des incubateurs.</p> <p>De manière détaillée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 01 cohorte de 80 PIE de la phase pilote de 2015 était sortie des incubateurs - 01 cohorte de 281 jeunes PIE sont sorties en 2016 des incubateurs avec un plan d'affaire. - 02 cohortes de 568 PIE sont sorties des incubateurs avec un plan d'affaire en 2017 ; - 02 cohortes de 658 PIE sont sorties des incubateurs au 31 déc. 2018 - 02 cohorte de 1 506 PIE est sortie des incubateurs en 2019.
Au moins 3 700 jeunes dont au moins 30% de femmes sont formés et accompagnés d'ici à 2021	<p>Au 31/12/2019, un total de 3 121 jeunes (1 945 hommes et 1 176 femmes-soit 37,68%) sont formés et accompagnés ; ce qui donne une performance de 84,35% sur l'effectif de 3 750 jeunes et 105,94% sur la proposition de femmes (1 125).</p> <p>Dans les détails :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 80 PIE ont été formées dans le cadre du dispositif pilote de 2015 (54 hommes et 26 femmes), soit 32,5% de femmes - 281 PIE (198 hommes et 92 femmes) ont été formées et accompagnés en 2016, soit 32,74% de femmes ; - En 2017, 569 jeunes (353 hommes et 216 femmes) ont été incubés, soit 37,96% de femmes.

Indicateurs de produit 1.1 (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31/12/2019
	<ul style="list-style-type: none"> - En 2018, 658 jeunes (386 hommes et 272 femmes) sont incubés, soit 41,33% de femmes. - En 2019, 1 533 jeunes (963 hommes et 570 femmes) sont incubés, soit 37,18% de femmes.

Produit 1.2. Un système d'accompagnement est mis en place pour garantir l'installation, la viabilité et la rentabilité des entreprises

Tableau 15 : Analyse de l'atteinte des résultats intermédiaires 2019 du produit 1.2

Résultats escomptés 2019	Indicateurs	Résultats atteints au 31/12/2019
1. 16 facilitateurs et 10 conseillers des structures d'incubation sont formés via la convention d'assistance technique avec BIT sur les outils TRIE et CREE	<ul style="list-style-type: none"> -Nombre de Conventions signées -Nombre de facilitateurs et de conseillers formés 	<ul style="list-style-type: none"> • 19 facilitateurs (15 hommes et 05 femmes) et 20 conseillers de suivi-accompagnement formés sur l'utilisation des outils en entrepreneuriat (TRIE et CREE) du BIT ; • 20 personnes formées sur l'outil GERME
2. 05 structures d'incubation et 10 conseillers sont renforcés dans leurs capacités	<ul style="list-style-type: none"> -Nombre de Convention signée 	<ul style="list-style-type: none"> • 10 contrats ont été signés entre les SIE et des structures satellites et PEA-Jeunes. • 01 plan de renforcement des capacités est élaboré et attend la mise en œuvre • 21 motos et 115 ordinateurs donnés par le programme aux structures d'incubation en 2018 • ANO du FIDA attendu pour le renforcement des capacités.

Le niveau de réalisation des résultats intermédiaires 2019, met en évidence les progrès vers la réalisation du produit 1.1, comme présente le tableau ci-après.

Tableau 16 : Analyse des indicateurs du produit 1.2

Indicateurs de produit 1.2 (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31/12/2019
Au moins 12 structures d'incubation sont renforcées et contractées pour assurer en extra muros l'appui-accompagnement des jeunes dans leurs entreprises	<ul style="list-style-type: none"> 10 contrats sont signés avec les structures d'incubation. - Cinq (05) structures d'incubation ont été contractées en 2016. Les contrats sont renouvelés en 2017 et 2018. - 05 structures d'incubation antérieurement dites satellites ont été contractualisées et ont accompagné les jeunes ; - 03 structures évoluent comme satellites ont accompagné les PIE en incubation ; - Le renforcement en 2016 de ces structures a consisté en une dotation en moto (10) et ordinateurs portables (10) pour conseillers - Les dotations de renforcement en 2017 ont été de 10 motos. - Pour 2018, 115 ordinateurs complets et 21 motos été acquis et mises à disposition.
1 structure d'incubation de référence est promue	<p>Les Sites sont identifiés et étaient en cours de sécurisation en 2016 notamment : BALAMBA (3 268 hectares 03 ares 38 ca) et GOUGAN I (45 hectares 17 ares 91 ca). Un cabinet avait été sélectionné en février 2017 pour mener les études de faisabilité. Le contrat a été sursis et n'a pu être signé, à la demande de la Présidence de la République. Les mésententes et revendications des populations plombent l'avancement de la mise en place de la SIR. Pas d'avancement en 2018.</p>

Au regard de l'analyse des indicateurs des progrès vers l'atteinte des produit 1.1 et produit 1.2 qui précédent, l'effet escompté I est amorcé. L'analyse de ce progrès est donnée dans le tableau ci-après.

Tableau 17 : Analyse des indicateurs d'effet escompté I

Indicateurs d'effet (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31/12/2019
<p>Au moins 10 structures d'incubations intègrent la formation entrepreneuriale dans leur curriculum et assurent la formation des jeunes dans les chaînes de valeurs d'intérêt</p>	<p>Les 10 structures d'incubation et leurs 05 satellites ayant contractualisé avec le PEA-Jeunes assurent la formation des jeunes suivant une démarche entrepreneuriale, soit 15 SIE. Les 15 structures ont adopté avec l'appui du Programme un ruban pédagogique de 08 modules intégrant des modules en entrepreneuriat à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Entrepreneuriat - Education financière - Education à la citoyenneté - Initiation aux TIC - Leadership - Techniques agropastorales - Accompagnement à l'élaboration des plans d'affaires - Séjour du PIE chez le référent. <p>- Quinze (15) SIE sur 10 (soit 150%) ont intégré l'entrepreneuriat dans leur curriculum et assurent la formation des jeunes dans les chaînes de valeurs d'intérêt.</p> <p>L'enquête de satisfaction permettra d'apprécier les changements observés dans ces SIE.</p>
<p>80% des jeunes ciblés adoptent les technologies enseignées</p>	<p>Tous les entrepreneurs agropastoraux promus par le programme sont instruits lors de l'incubation. Ils sont conseillés lors de l'implémentation de leurs projets. Le degré d'adoption des technologies enseignées sera mesuré à l'étude des effets du programme.</p>
<p>80% des jeunes promoteurs formés bénéficient des services d'appui conseil à l'entrepreneuriat</p>	<p>Des jeunes formés ont accès à l'appui conseil à l'entrepreneuriat, notamment dans le décaissement des kits auprès des IFR, l'acquisition des matériels, les dépenses de fonds de roulement, etc.</p> <p>Tous les 1 327 jeunes ayant eu des Kits et les 193 ayant reçu les crédits productifs bénéficient des services d'appui conseil du dispositif mis en place par le projet.</p> <p>Ces jeunes reçoivent des conseils à l'entrepreneuriat pendant le suivi-accompagnement par les conseillers.</p>

2.1.2 Composante B : Accès aux services financiers

Les objectifs pour l'exercice 2019 sont : (i) Le dispositif d'appui financier aux projets des jeunes est opérationnel, (ii) Donner l'accès à 475 jeunes au financement/crédits productifs, (iii) Sensibiliser/former 1 810 PIE en éducation financière.

Avec un taux de réalisations physiques de 49,73%, les principales réalisations de la composante sont :

PRINCIPALES REALISATIONS

- 1 533 jeunes PIE sensibilisés sur les meilleures pratiques des relations d'affaires avec les IFR, soit un cumul de 3 094 de 2015-2019; 658 personnes l'étaient en 2018, 569 en 2017, 281 en 2016 et 80 en 2015 ;
- 44 personnes des IFR sensibilisées sur les procédures, mécanismes et outils de gestion de partenariat et de financement du PEA-Jeunes ;
- Signature de 11 conventions de partenariat avec les IFR
- 626 kits de démarrage octroyés en 2019, soit un cumul de 1 327 kits de 2015-2019;
- 102 crédits productifs octroyés en 2019, soit un cumul de 193 crédits de 2015-2019 ;
- **un volume de 1 996 781 756 F CFA accordé aux jeunes entrepreneurs entre 2015-2019;**
- 40 personnes formées sur la gestion des risques (20 des IFR, 4 de DID, 10 conseillers de suivi et 6 de PEA-Jeunes)
- Mobilisation de l'assistance technique de DID en 2019 (1er trimestre), puis en 2018, 2017 et 2016.

Effet escompté II : L'accès des jeunes à des services financiers pour la création et le développement d'entreprises est amélioré

2.1.2.1 Sous-Composante B1 : Appui au financement des entreprises

a) Activités prévues

La stratégie de la sous-composante B1 repose sur le Crédit productif. Pour la mise en place du crédit, il était prévu de : (1) identifier, sélectionner et sensibiliser les IFR partenaires et (2) financer les Très Petites Entreprises en création et les Petites Entreprises en développement.

b) Activités réalisées et résultats atteints

1. Identifier, sélectionner et sensibiliser les IFR partenaires

En 2019, le Programme a continué les actions de sensibilisation et de consolidation des acquis auprès des IFR conventionnées. Le refinancement des IFR à travers la Société Générale a été au centre des préoccupations. La dernière IFR (MC2 de Ndom) a été sensibilisée sur les procédures du PEA-Jeunes. Toutefois, les PIE entretiennent des relations d'affaires avec d'autres IFR de proximité de leur choix.

2. Financer les Très Petites Entreprises en création et les Petites Entreprises en développement

En 2016, 1 crédit (01 femme) était octroyé. En 2017, le Programme a eu à refinancer 53 crédits productifs (32 hommes et 21 femmes), ce qui portait à 54 le nombre de crédits (32 hommes et 18 femmes) déjà octroyés au 31/12/2017. En 2018, 47 (28 hommes et 19 femmes) crédits ont été accordés. De janvier à décembre 2019, 102 crédits productifs (60 hommes et 42 femmes) ont été accordés pour un montant total de 73 673 489 FCFA. Depuis le début du Programme, un cumul de 193 crédits productifs de **151 920 704 F CFA** a effectivement été octroyé par les IFR aux entrepreneurs agropastoraux.

Tableau 18 : Entreprises financées par les IFR

Année	Bénéficiaires de crédits		
	H	F	Total
2016	1	1	2
2017	26	16	42
2018	28	19	47
2019	60	42	100
Total	116	77	193

La répartition des crédits dans les 04 URAC se présente comme suit :

Tableau 19 : Entreprises financées par les IFR par régions

URAC	Bénéficiaires de crédits		
	H	F	Total
Centre	30	16	46
Sud	14	12	26
Littoral	13	12	25
Nord-Ouest	3	2	5
Total	60	42	102

Parmi, les 191 crédits, nous avons 189 aux entreprises en démarrage, répartis comme suit de la période 2015-2019.

Tableau 20 : Entreprises en démarrage financées par le PEA-Jeunes

Années	Crédits IFR aux entreprises en démarrage (2015-2019)		
	H	F	T
2015	0	0	0
2016	1	1	2
2017	26	15	41
2018	27	19	46
2019	60	42	102
Total général	114	77	193

Deux (02) crédits en développement ont été octroyés sur la période 2015-2019.

Tableau 21 : Entreprises en développement financées par le PEA-Jeunes

Années	Crédits IFR aux entreprises en démarrage (2015-2019)		
	H	F	T
2015	0	0	0
2016	0	0	0
2017	1	0	1
2018	1	0	1
2019	0	0	0
Total général	2	0	2

La situation cumulée des financements (apports personnels, kits et crédits productifs) est donnée dans le tableau suivant :

Tableau 22 : Tableau synoptique des financements des PIE en 2019 (au 31 décembre) par région

REGIONS	APPORT PROMOTEUR	KIT DE DEMARRAGE	CREDIT PRODUCTIF	TOTAL
CENTRE	39 112 791	233 997 217	30 250 684	303 360 692
SUD	18 096 312	164 498 491	21 585 442	204 180 245
LITTORAL	21 978 514	182 638 797	15 346 221	219 963 532
NORD-OUEST	18 122 592	128 808 092	6 491 142	153 421 826
TOTAL	97 310 209	709 942 597	73 673 489	505 341 937

Tableau 23 bis: Tableau synoptique des financements cumulés des PIE (2017-2019)

REGIONS	APPORT PROMOTEUR	KIT DE DEMARRAGE	CREDIT PRODUCTIF	TOTAL CUMULE
CENTRE	99 247 408	664 755 964	48 203 543	812 206 915
SUD	38 989 124	347 593 340	46 732 090	433 314 554
LITTORAL	42 114 516	309 130 176	35 069 769	386 314 461
NORD-OUEST	43 850 234	299 180 290	21 915 302	364 945 826
TOTAL	224 201 282	1 620 659 770	151 920 704	1 996 781 756

L'objectif 2019 était de financer 475 PIE en crédits productifs. 102 crédits ont effectivement été octroyés à décembre 2019, ce qui correspond à une performance de 21,47% d'atteinte de l'objectif 2019. Par rapport à la cible visée en 2021 (2 300), 193 crédits cumulés donnent une performance du programme de 8,39% au 31/12/2019. Cependant, il est important de signaler que ces faibles taux enregistrés dans l'octroi des crédits productifs sont en partie liés à la non institutionnalisation du Fonds de facilitation jusqu'à date, ce qui constituait le principal dispositif de refinancement des IFR. Face à cette difficulté, un mécanisme de refinancement alternatif des IFR est en cours d'implémentation avec l'accompagnement du FIDA via la société générale de banque. L'opérationnalisation de ce mécanisme a démarré en novembre 2019 avec les premiers refinancements octroyés à 02 IFR. Il va permettre d'améliorer cet appui.

Le taux de réalisation de l'activité est de 21,47%.

c) Taux d'exécution physique

Au 31/12/2019, le taux d'exécution physique des activités de la sous-composante B1 est de 67,16%.

2.1.2.2 Sous-Composante B2 : Amélioration de la qualité des services

L'appui à la consolidation et à la pérennisation du fonds de facilitation, le renforcement des capacités des IFR en crédit rural et le renforcement de l'autorégulation et de la gestion des risques liés à la demande constituent la stratégie de la sous-composante B2.

a) Activités prévues

Pour ce qui est de l'appui à la consolidation et à la pérennisation du fonds de facilitation, il était prévu (1) d'assurer l'assistance Technique DID et son fonctionnement. Le renforcement des capacités des IFR en crédit rural et le renforcement de l'autorégulation consistait à (2) former les IFR partenaires sur le Manuel des Procédures et les outils de gestion de partenariat avec le PEA-Jeunes. Le renforcement de l'autorégulation et de la gestion des risques visait à (3) organiser des campagnes de sensibilisation et de promotion en direction des PIE, et (4) former le personnel des IFR sur la gestion des risques.

b) Activités réalisées et résultats atteints

1. Assistance Technique à DID et son fonctionnement

Cette assistance technique au PEA-Jeunes se fait sous la base d'un contrat annuel de Performance et d'assistance technique du DID signé le 30/10/2015 par les deux parties, renouvelable par reconduction pour une durée de trois ans et sur la base d'une évaluation jugée satisfaisante, soutendus par une proposition technique et financière détaillée sur une période de 03 ans.

En 2019, l'assistance technique ponctuelle de DID couvrait 3 appuis : mise en place des opérations du Fonds de Refinancement ; mise en place de mesures de mitigation des risques et appui ponctuel à la gestion du Fonds de démarrage au PEA-Jeunes. Cette assistance DID est arrivée à son terme en le 30 avril 2019.

En 2018 et 2017, l'assistance technique a permis :

- mise à jour des manuels des procédures de financement des jeunes PIE ;
- adaptation de nouveaux contrats avec les IFR ;
- L'appui à l'analyse de 532 plans d'affaires ;
- Coaching des structures d'incubation sur l'élaboration des plans d'affaires ;
- Conduite de l'étude sur les mécanismes de couverture des risques de crédits des IFR aux jeunes PIE,
- test de fonctionnalité du logiciel de suivi des financements (Eloge Bank) ;

- participation à deux séminaires : celui regroupant les DG des IFR et les points focaux en Mars 2017, et celui consacré à la formation des chefs d'agence des IFR en juillet 2017 ;

Cette assistance technique DID s'était poursuivie et avait permis en 2016 :

- Développement du Manuel de politiques et modalités de subvention et de refinancement.
- Analyse de 80 plans d'affaires d'une première cohorte de jeunes.
- Recrutement et la mobilisation d'IFR dans les quatre régions cibles.
- Sessions d'information et de formation avec l'équipe du PEA-Jeunes et des IFR sur le processus pilote.
- Accompagnement les IFR dans l'octroi des subventions aux Jeunes.

Toutefois, l'activité est exécutée à 50%.

2. *Organiser l'atelier avec les acteurs sur le pilotage du mécanisme de refinancement*

RAS

3. *Expertises techniques pool consultants financement*

Des consultants ont été reversés de DID au PEA-Jeunes. Ils apportent leurs expertises à la continuité de l'offre des services en financement rural aux jeunes PIE à travers la surveillance de la qualité des plans d'affaires dans les incubateurs et dans l'acceptation ou non de ceux-ci par les IFR. Tous les consultants prévus sont en activité. Activité réalisée à 100%.

4. *Mettre en place les agents spécialisés en crédit rural*

RAS. Activité non réalisée du fait de la tension de trésorerie.

5. *Etude pour l'amélioration de l'offre de crédit*

RAS. Activité annulée à la révision du PTBA en juillet 2019.

6. *Appui conseil en situation professionnelle aux agents de crédit*

RAS.

7. *Etude pour l'amélioration de l'offre de crédit*

RAS. Activité annulée à la révision du PTBA en juillet 2019.

8. *Former les IFR partenaires sur le Manuel des Procédures et les outils de gestion de partenariat avec le PEA-Jeunes*

En 2019, 4 formations ont été organisées sur le manuel d'exécution du fonds de refinancement et ses outils de gestion, à l'intention des responsables des IFR et de leurs agents de crédit. 23 personnes ont ainsi été formées. L'activité est exécutée à 100%.

9. *Organiser des campagnes de sensibilisation et de promotion en direction des PIE*

Au cours de l'incubation des 1^{ère} et 2^{ème} vague des cohortes 6 & 7 (juillet à décembre) 2019, le Programme a continué les campagnes d'information et sensibilisation en direction des jeunes, avec la mise en relation avec les IFR au bout du processus. Au cours de la période, 1506 jeunes ont été sensibilisées sur les bonnes pratiques des relations d'affaires avec les IFR et ont ainsi été sensibilisés.

L'activité est exécutée à 100%.

10. *Former le personnel des IFR sur la gestion des risques*

En 2019, des formations spécifiques ont été apportées à chaque IFR partenaire en relation avec ses besoins et aussi compte tenu de la mobilité des agents de crédits et chefs d'agence des IFR. L'activité est exécutée à 65%

11. Réaliser de rating des IFR partenaires

RAS. Activité annulée à la révision du PTBA en juillet 2019.

c) Taux d'exécution physique

Au 31/12/2019, le taux de réalisation physique des activités techniques de la sous-composante B2 est de 44,50%.

Globalement et au regard de ce qui précède, le taux de réalisation technique de la composante B au 31/12/2019 est de 49,73% détaillé comme suit :

Tableau 24 : Détail du taux d'exécution physique de la composante B

Libellé	Taux de réalisation
Sous-Composante B1 : Appui au financement des entreprises	67,16%
Sous-Composante B2 : Amélioration de la qualité des services	44,50%
composante B : Accès aux services financiers	49,73%

2.1.2.3 Analyse des indicateurs de produits et niveau de réalisation des effets escomptés II au 30/11/2019

Le produit de la composante B s'intitule :

Produit 2.1 : Un mécanisme financier pérenne adapté aux besoins des jeunes promoteurs est mis en place

Le niveau de réalisation des résultats, met en évidence les progrès vers la réalisation du produit 1.1 d'ici le terme du programme, comme présente le tableau ci-après.

Tableau 25 : Analyse des indicateurs de résultats atteints en 2019

RESULTATS INTERMEDIAIRES 2019	INDICATEURS	RESULTATS ATTEINTS AU 31/12/2019
Le dispositif d'appui financier aux projets des jeunes est opérationnel	-conventions avec les IFRS -un guichet de financement des kits est fonctionnel ; -un guichet pour le refinancement est fonctionnel	<p>En 2019 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le mécanisme de refinancement alternatif des IFR en collaboration avec la Société Générale a été mis en place (convention signée, contrat annuel de performance signé, contrats de refinancement avec les IFR signés) - Des refinancements accordés à 02 IFR au 15 novembre 2019. <p>En 2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 03 IFR du modèle MC² ont d'intégré le dispositif de financement ; 09 IFR participaient déjà au dispositif, ce qui fit un total de 12 IFR en partenariat avec le PEA-Jeunes ; - Des réflexions sont en cours pour refinancer les IFR via une banque privée de notoriété. Ce mécanisme de refinancement des crédits productifs a été discuté au CPMT /FIDA siège et a reçu l'accord de principe pour sa mise en œuvre. <p>En 2017 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les IFR ont été sensibilisés sur le mécanisme de financement du PEA-Jeunes et 09 IFR opérationnels avec le PEA-Jeunes (ACEp, CAP Finance, CECAW, CEPI, La Régionale, People Finance, RANAPROV, RIC et UNICS ; - Les jeunes sont sensibilisés/formés en éducation financière et sont mis en relation d'affaires avec les IFR ; - Des comptes des PIE sont ouverts auprès des IFR et reçoivent des kits du Programme via le guichet de transit ouvert à la Caisse Autonome d'Amortissement ;

		<p>En 2016 : 11 IFR ont conventionné avec le PEA-Jeunes à travers le dispositif de financement avec le fonds de facilitation. Le guichet de financement des kits a été ouvert à la Caisse Autonome d'Amortissement ; Les PIE ont ouvert des comptes dans les IFR ;</p> <p>Toutefois, le guichet de refinancement des crédits n'est pas opérationnel et un mécanisme de refinancement alternatif est en voie de formalisation</p>
Nombre d'IFR refinancé par PEA-Jeunes	/	05 IFR refinancés au 31/12/2019
-1 810 PIE sont sensibilisées en éducation financière et formés en gestion des risques liés à la demande	Nombre de PIE sensibilisés Nombre de personnels des IFR formés	<ul style="list-style-type: none"> - De janvier à juin 2019, 1533 jeunes ont été sensibilisées en éducation financière, soit 84,69%. - En 2018, 658 jeunes ont été sensibilisées en éducation financière. - En 2017 : 569 PIE ont été sensibilisés en éducation financière, soit un taux de réalisation de 113,80% ; - La formation en gestion des risques de 2017 a touché 30 participants. - En 2016, 36 personnes (08 femmes et 25 hommes) ont été formées sur la gestion des risques, soit une performance de 90% ; En 2016 ; 241 jeunes PIE (152 hommes et 89 femmes) ont été sensibilisés en éducation financière.
Les jeunes ont accès au financement/crédits productifs	1 380 kits octroyés 475 crédits	<ul style="list-style-type: none"> - 626 kits de démarrage ont été octroyés au 31/12/2019 - 102 crédits productifs octroyés.

Le niveau de réalisation des résultats 2019, met en évidence les progrès vers la réalisation du produit 2.1 d'ici le terme du programme. Il ressort comme présente le tableau ci-après, les progrès vers le produit 2.1 n'ont pas encore eu de résultats quantifiables.

Tableau 26 : Analyse des indicateurs du produit 2.1

Indicateurs de produit 2.1 (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31/12/2019
04 (quatre) nouveaux produits sont développés	RAS. En lieu et place, il a été recommandé à la revue à mi-parcours du Programme en 2018, d'attendre la consolidation des entreprises créées, pour adresser leurs besoins s'ils diffèrent de ceux offerts par les produits offerts par les IFR
Le fonds de facilitation du PADMIR pour l'octroi de crédits à moyen terme est renforcé et opérationnel	RAS. Le PEA-Jeunes participe au renforcement du Fonds et à son institutionnalisation, qui malheureusement n'a pas avancé. Toutefois en lieu et place, un mécanisme de refinancement alternatif est en cours et est porté par la banque SGBC afin de refinancer les IFR à l'octroi des crédits aux jeunes entrepreneurs.

En termes de progrès vers l'atteinte de l'effet escompté, le tableau ci-après montre que les résultats et produits 2015, 2016, 2017, 2018 et 2019 n'ont pas été significatifs pour faire progresser l'effet escompté II au 31/12/ 2019.

Tableau 27 : Analyse des indicateurs d'effet escompte II

Indicateurs d'effet escompté II (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31/12/2019
6 réseaux d'EMF partenaires s'approprient les segments de marchés ruraux où exercent les entreprises des jeunes	03 réseaux d'IFR s'approprient les segments de marchés ruraux, soit une performance de 50%. Les 11 EMF partenaires du PEA-Jeunes appartiennent à 02 réseaux
Evolution du taux de pénétration rural d'au moins 15%	La valeur de référence (en 2016) du taux de pénétration de la finance rurale est de 2, 41% dans les zones d'intervention du PEA-Jeunes (estimation de l'enquête). Les statistiques officielles l'estimaient à 12% au plan national (COBAC, 2008).
70% des projets appuyés obtiennent un crédit auprès des EMF	<ul style="list-style-type: none"> ● De 2015-2019, 193 crédits productifs ont été accordés sur les 1 332 kits, soit un taux de 14, 48% (ce qui est faible par rapport à l'objectif de 70%). ● De janvier à décembre 2019, 102 crédits sont octroyés sur 626 kits données, soit 16,29% ● En 2018, 47 crédits productifs sont octroyés sur 421 kits mis en place, soit un taux de 11,16 % qui est faible par rapport à 70% visé en 2018. ● En 2017, 53 PIE sur 259 appuyés ont obtenu des crédits d'IFR, soit un taux de 20,46%, ce qui est très faible par rapport à l'objectif de 70% ● En 2016, 01 projet sur 50 appuyés avait obtenu un crédit productif, soit un taux de 2%.

2.1.3 Composante C : Amélioration du cadre organisationnel, politique, institutionnel et législatif

Les objectifs 2019 étaient : (i) la cartographie des entreprises agropastorales promues par les jeunes élaborée ; (ii) la convention avec BIT opérationnelle, le rapport diagnostic sur l'environnement des affaires notamment pour les TPE et PE est disponible ; (iii) les cadres de concertation sur l'amélioration de l'environnement politique de développement de l'entreprenariat rural sont mis en place.

Avec un taux de réalisations physiques de 77,00%, les principales réalisations de cette composante sont :

PRINCIPALES REALISATIONS 2019 ET ANTERIEURES

- 03 cartes des entreprises promues par le PEA-Jeunes sont élaborées et le personnel formé sur ses outils;
- 01 groupe de travail créé pour conduire le diagnostic de l'environnement des affaires dans le secteur agropastoral et porter la politique d'amélioration de l'environnement des affaires pour les TPE et PE dans l'agriculture et l'élevage ;
- l'adaptation de la méthodologie ESSE au secteur agro pastoral effectuée ;
- les différentes études intermédiaires prévues par la méthodologie EESE ont été réalisées, le rapport final consolidé puis finalisé et adopté en mai 2019. Un plan de réformes adopté en octobre 2019 et une feuille de route élaborée pour transmission aux organes compétents et un avant-projet de loi d'orientation sur le secteur agropastoral au Cameroun est disponible;
- un plan d'appui à la normalisation et qualité dans les filières végétales et animales promues par le PEA-Jeunes est élaboré et validé;
- formation de 30 personnes (PEA-Jeunes, SIE, Structures de facilitation, etc.) sur la capitalisation des expériences entrepreneuriales jeunes au Cameroun et thématiques à capitaliser

Effet escompté III : Le cadre politique, législatif et institutionnel est favorable au développement d'entreprises agro pastorales

2.1.3.1 Sous-Composante C1 : Mise en place d'un cadre organisationnel propice

La stratégie de la sous composante C1 repose sur les réseaux des jeunes.

a) Activités prévues

Il était prévu de (1) réaliser une cartographie des entreprises agropastorales promues par les jeunes au niveau des départements ; (2) accompagner les jeunes dans la mise en place du Réseau National des Jeunes Entrepreneurs, (3) élaborer une plateforme informatique dynamique de communication du PEA-Jeunes (Brige Africa) et (4) Renforcer les capacités du réseau national des jeunes entrepreneurs agropastoraux.

b) Activités réalisées et résultats atteints

1. Réaliser une cartographie des entreprises agropastorales promues par les jeunes au niveau des départements

Cette activité a été conduite avec le partenariat du consortium conduit par le cabinet hollandais EODM/ VITO en étroite collaboration avec l'unité suivi-évaluation du projet. Suite à l'élaboration des termes de référence devant encadrer ce partenariat, une formation a été organisée au bénéfice des cadres du Programme (juin 2018) et des conseillers principaux de suivi-accompagnement des SIE sur l'utilisation d'un module numérique de géo-référencement (KoboToolBox).

La duplication de cette formation à l'intention des conseillers de suivi-accompagnement sur l'utilisation de ce module a eu lieu en juillet 2018. La collecte des données géo-référencées s'est déroulée du mois d'août à date (activité continue avec l'installation des jeunes). La situation au 30 octobre a permis d'élaborer une première cartographie des entreprises promues par le PEA-Jeunes. Cette carte est disponible à l'unité S&E et est insérée dans le rapport d'activité du PEA-Jeunes.

En janvier 2019, le partenariat avec EODM, a permis de renforcer les capacités du personnel du Programme et des partenaires opérationnels sur l'utilisation des outils de cartographie et l'élaboration des cartes thématiques. 19 personnes (04 femmes et 15 hommes) ont ainsi été formées. Une carte de localisation de toutes les entreprises promues a été produite.

L'activité est exécutée à 75%.

2. Accompagner les jeunes dans la mise en place du Réseau National des Jeunes Entrepreneurs

En 2018 et après l'obtention de l'ANO, un consultant a été recruté pour accompagner le processus.

Au cours du premier trimestre 2019, le comité restreint chargé de la mise en place du réseau a organisé des consultations au niveau des bassins sur les questions essentielles concernant le but, le fonctionnement et les grandes orientations du réseau. Les textes du Réseau ont été finalisés par le Comité restreint et les délégués des bassins et des régions pour la mise en place du réseau national sont en cours de désignation. L'Assemblée Générale du Réseau est prévue pour mi-décembre.

Ce dernier a élaboré une note méthodologique qui tient lieu de rapport de démarrage et le cahier de charge des animateurs de terrains sont en cours de préparation. Un atelier d'encadrement méthodologique a été organisé et les SIE contractualisés pour cette activité à l'effet de partager la démarche avec le comité restreint des jeunes et les conseillers principaux chargés du suivi accompagnement. Un plan d'action triennal du réseau avait été produit. L'assemblée générale est prévue pour la fin Janvier.

L'activité est exécutée à 50%.

3. Elaborer une plateforme informatique dynamique de communication du PEA-Jeunes (Brige Africa)

Une convention a été élaborée et signée en 2018 entre le PEA-Jeunes et le prestataire Bridge Africa sous la base d'une offre technique et financière et l'ANO du FIDA. Une note méthodologique a été élaborée et a permis de signer un premier contrat de performance. Bridge Africa avait commencé le design du site et de la plateforme.

Au 30/11/2019, avec l'appui de Bridge Africa, une plateforme numérique a été créée et actuellement les tests sont en cours et les jeunes seront connectés à partir du mois de novembre car l'obtention du short code prend encore du temps auprès des opérateurs de télécom. Une correspondance a été envoyée au MINADER pour solliciter l'organisation d'une réunion à cet effet avec la facilitation du MINPOSTEL.

L'activité est exécutée à 80%.

4. Renforcer les capacités du réseau national des jeunes entrepreneurs agropastoraux.

RAS.

c) Taux d'exécution physique

Au 31/12/2019, le taux de réalisation physique des activités de la sous-composante C1 est de 51,25%.

2.1.3.2 Sous-Composante C2 : Amélioration de l'environnement des affaires dans le secteur agropastoral

La Sous-composante C2 reposait sur la formulation, revue et mise en œuvre des politiques et programmes nationaux et sur la mise en place des cadres de concertation pour l'amélioration de l'environnement politique.

a) Activités prévues

Pour ce qui est de la formulation, revue et mise en œuvre des politiques, il fallait (1) réaliser un diagnostic sur l'environnement des affaires pour les TPE et PE (Approfondir l'étude). La mise en place des cadres de concertation pour l'amélioration de l'environnement politique prévoyait de (2) mettre

en place des cadres de concertation sur l'amélioration de l'environnement politique de développement de l'entrepreneuriat rural ; (3) organiser la capitalisation des expériences entrepreneuriales jeunes au Cameroun avec PROCASUR, (4) organiser et faire participer des PIE du Programme au sommet international sur l'entrepreneuriat de Yaoundé prévu entre les mois de septembre à décembre 2018 et (5) mise en place d'un dispositif national de normalisation ; d'attestation et d'agrément pour les produits agroalimentaires et les intrants.

a) Activités réalisées et résultats atteints

1. Réaliser un diagnostic sur l'environnement des affaires pour les TPE et PE (Approfondir)

La méthodologie EESE (Enabling Environnement for Sustainable Entreprise) est celle adoptée à cet effet. Un atelier de sensibilisation des acteurs avait été organisé à Douala en 2017. Sous l'impulsion du projet, la maîtrise d'ouvrage conjointe a créé le groupe technique de travail en mars 2018 (avec constatation de leurs membres) par décision conjointe n00543/DC/MINADER-MINEPIA/CAB/2018 du 09 août 2018, chargé de piloter l'évaluation de l'environnement des affaires dans le secteur agropastoral ainsi que la formulation du plan d'action national de développement des petites et moyennes entreprises dans le secteur agropastoral.

Avec l'appui du BIT, la méthodologie EESE (Enabling Environnement for Sustainable Entreprise, méthodologie adoptée pour le travail) au secteur agropastoral, y compris les questionnaires EESE employeurs et travailleurs, ont été adaptés et validés. La collecte des données secondaires est réalisée et validée. Le rapport d'enquête EESE adaptée au secteur agropastoral du Cameroun est disponible (905 entreprises et 200 travailleurs enquêtés).

En 2019, les différentes études intermédiaires prévues par la méthodologie EESE ont été réalisées et le rapport final consolidé a été finalisé et restitué au groupe de travail en mai 2019. Un plan de réformes a été présenté et amendé en octobre 2019 et une feuille de route élaborée pour la transmission aux organes compétents et la production d'un avant-projet de loi d'orientation sur le secteur agropastoral au Cameroun.

Cette activité est réalisée à 95%.

2. Mettre en place des cadres de concertation sur l'amélioration de l'environnement politique de développement de l'entrepreneuriat rural

Cette activité est menée dans le cadre de l'assistance technique avec BIT. Des instances de dialogues ont été identifiées dans les différents bassins et une rencontre est prévue avec le réseau des jeunes pour créer la mise en relation afin que ces deux parties puissent continuer les discussions allant dans le sens de l'amélioration du dialogue inclusif pour l'amélioration du climat des affaires.

L'activité est exécutée à 80%.

3. Organiser la capitalisation des expériences entrepreneuriales jeunes au Cameroun avec PROCASUR

Une note conceptuelle a été élaborée et un atelier organisé en février par une équipe PROCASUR. Un atelier a permis la formation du personnel du Programme et ses partenaires en capitalisation des expériences. Une mission de terrain par les consultants PROCASUR au Cameroun, a permis d'identifier des cas d'expérience qui ont été capitalisés. Un document de capitalisation de l'expérience d'incubation de la SIE IAO d'Obala a été rédigée et publiée. L'activité est réalisée à 100%.

4. Organiser et faire participer des PIE à l'atelier international PROCASUR sur l'entrepreneuriat des jeunes en Afrique.

L'atelier a été organisé du 26 février au 03 mars 2019, sous le thème « Mobiliser le potentiel de la jeunesse pour une transformation rurale durable », avec la participation d'environ 600 jeunes venus de 05 continents.

Activité réalisée à 100%.

5. Elaborer un plan national d'appui à la normalisation pour les produits agroalimentaires et les intrants.

Le plan national a été élaboré et validé. Les activités ont été bien définies sur la base des propositions faites par l'étude qui a été menée avec l'appui du BIT. La mise en œuvre a commencé par une session de formation des formateurs techniques sur la prise en compte des aspects de qualité dans la formation des jeunes et un partenariat est en cours de négociation avec le COLEACP pour la certification des formateurs et l'appui à la certification de certains produits des jeunes.

Activité réalisée à 100%.

d) Taux d'exécution physiques

Au 31/12/2019, le taux de réalisation physique des activités de la sous-composante C2 est de 94,17%.

Globalement et au regard de ce qui précède, le taux de réalisation technique de la composante C au 31/12/2019 est de 77,00 %, détaillé comme suit :

Tableau 28 : Détail du taux d'exécution physique de la composante C

Libellé	Taux de réalisation
Sous-Composante C1 : Mise en place d'un cadre organisationnel propice	51,25%
Sous-Composante C2 : Amélioration de l'environnement des affaires dans le secteur agropastoral	94,17%
Composante C : Amélioration du cadre organisationnel, politique, institutionnel et législatif	77,00%

Produit 3.1 : Le cadre organisationnel pour la promotion de l'entrepreneuriat agro pastoral est établi

Les résultats de ce produit apparaissent progressivement.

Tableau 29 : Analyse des indicateurs de résultats atteints en 2019

RESULTATS INTERMEDIAIRES 2019	INDICATEURS	RESULTATS ATTEINTS AU 31/12/2019
Une cartographie des entreprises agropastorales promues par les jeunes est élaborée	Nbre de cartographie disponible	<ul style="list-style-type: none"> 01 Cartographie des entreprises est élaborée, soit 03 depuis 2018. 19 personnes formées (04 femmes et 15 hommes) et cartographie 53 personnels du projet et des conseillers de suivi-accompagnement des jeunes PIE étaient formés en géo-référencement en 2018.
La convention avec BIT est opérationnelle	Les produits obtenus de la convention	Convention en cours de mise en œuvre. Des produits de mise en œuvre sont enregistrés progressivement
04 réseaux des jeunes entrepreneurs sont mis en place au niveau régional	4 réseaux régionaux	RAS
Nombre de réseau des jeunes entrepreneurs mis en place au niveau national	1 réseau national mis en place	RAS. Processus en cours
Les capacités du réseau national des jeunes sont renforcées		RAS
Les cadres de concertation pour le dialogue politique, institutionnel et pour la finalisation du document politique sur l'environnement des affaires au profit des PME agropastorales sont opérationnels	/	<ul style="list-style-type: none"> 01 groupe de travail créé par décision conjointe N00543/DC/MINADER-MINEPIA/CAB/2018 du 09 août 2018 pour l'encadrement du travail. Etude menées selon la méthodologie EESE (Enabling Environment for Sustainable Enterprise, adoptée au secteur agropastoral. 01 plan de réformes du rapport de l'étude est en cours de finalisation et va permettre d'aboutir à une déclaration de politiques et à un avant-projet

RESULTATS INTERMEDIAIRES 2019	INDICATEURS	RESULTATS ATTEINTS AU 31/12/2019
		de loi d'orientation sur le secteur agropastoral au Cameroun.
Stratégie de prise en compte des aspects qualité d'accompagnement des jeunes opérationnelle		RAS
Les cadres de concertation sur l'amélioration de l'environnement politique de développement de l'entrepreneuriat rural sont opérationnels		RAS Instances de dialogues identifiées dans les différents bassins de production
Le document de politique sur l'environnement des affaires au profit des PME agropastoral finalisé		RAS
La plateforme informatique dynamique de communication du PEA-Jeunes et des jeunes entrepreneurs opérationnelle		La plateforme informatique dynamique de communication du PEA-Jeunes est construite et opérationnelle.

Il découle de ce qui précède que les progrès vers la réalisation du produit 3.1. n'est pas encore visible, comme présente le tableau suivant :

Tableau 30 : Analyse des indicateurs de produits 3.1

Indicateurs de produit 3.1 (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31/12/2019
1 réseau national des jeunes entrepreneurs agro pastoraux est créé et répond aux besoins des jeunes	RAS
Au moins 80% des entreprises promues sont membres du réseau et participent à ses activités	RAS

Produit 3.2 : Le dialogue sur les politiques, et stratégies est mené entre le gouvernement et les jeunes entrepreneurs et l'environnement des affaires amélioré

Tableau 31 : Analyse des indicateurs de résultats atteints en 2019

Résultats intermédiaires 2018	Indicateurs	Résultats atteints au 31/12/2019
Un rapport d'étude diagnostique sur l'environnement des affaires pour les TPE et PE est disponible ;	Nbre de rapport d'étude élaboré	- Rapport disponible - Plan de réforme en cours de production
Des cadres de concertation sur l'amélioration de l'environnement politique de développement de l'entrepreneuriat rural sont mis en place.	Nbre de cadre de concertation mis en place	Cadres de concertation identifiés dans chaque bassin de production mais pas en mis en place
Les expériences en entrepreneuriat rural jeunes sont capitalisées et un forum international jeune organisé	Nbre d'expériences capitalisées	- Forum organisé en février 2019 avec participation de 600 jeunes venant de 05 continents ; - Expérience entrepreneuriale de l'IAO capitalisée et éditée dans un manuel mis au grand public ; - Personnel du PEA-Jeunes formé sur la capitalisation.

Aucun résultat n'est encore atteint au 31 décembre 2019, au regard de l'examen d'indicateurs correspondants.

Tableau 32 : Analyse des indicateurs du produit 3.2

Indicateurs de produit 3.2 (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31/12/2019
la politique sur le développement des entreprises agropastorale est formulée et adoptée (BIT)	RAS
L'accès à la terre et la sécurisation foncière est effective pour au moins 30% des jeunes promotrices (RAS

Nous déduisons de l'analyse qui précède qu'aucun progrès n'a été finalisé au 31/12/2019 pour la réalisation de l'effet escompté III, comme montre le tableau suivant.

Tableau 33 : Analyse des indicateurs d'effet escompté III en 2019

Indicateurs d'effet III (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31/12/2019
Au moins 50% des bénéficiaires enquêtés tous les 2 ans, sont satisfaits de l'environnement des affaires	RAS

2.1.4 Composante D : Coordination, gestion, suivi-évaluation et gestion des connaissances

La composante D avait comme objectifs: (i) le système de Suivi-évaluation est fonctionnel; (ii) la gestion financière est saine et produit des rapports adéquats ; (iii) les capacités du personnel du Programme/maitrise d'ouvrage sont renforcées dans les domaines d'intérêt ; (v) la coordination de la CNCG et des URAC est assurée ; (vi) une étude sur les effets du programme est réalisée ; (vii) une étude complémentaire de référence de la composante B réalisée ; (viii) les résultats de l'évaluation des programmes pays du FIDA, FAO et PAM sont présentés ; (ix) la revue à mi-parcours du programme est réalisée ; (x) la stratégie de communication institutionnelle (gadgets de communication) est opérationnelle ; (xi) la stratégie de gestion des savoirs est élaborée ; (xii) la capitalisation et diffusion des bonnes pratiques et success stories est effective.

Avec un taux d'exécution physique de 75,49%, les principales réalisations de la composante D sont :

PRINCIPALES REALISATIONS 2019 ET ANTERIEURES

•En 2019

- Application de Suivi-Evaluation opérationnelle et mise à jour et qui assure la planification, le suivi-évaluation et du management response des recommandations des missions de supervision ;
- Opérationnalisation du système de gestion de des bases de données (SGBD) et personnel programme et partenaires de mise en oeuvre formés sur ses outils d'alimentation et sur son utilisation ;
- tracabilité des jeunes dans le processus d'incubation en 2019, 2018, 2017, 2016 et 2015 assurée et données apurées (exception du suivi-accompagnement) ;
- 53 personnels du projet et des conseillers de suivi-accompagnement des jeunes PIE formés en géo-référencement ;
- 16 cadres du Programme et 28 conseillers de Suivi-accompagnement formés sur un module de géoreférencement (prise de coordonnées GPS) en vue de la cartographie des entreprises ;
- 02 Cartographie des entreprises est élaborée ;

•En 2018

- Re-paramétrage de l'application Ruche de S&E (mai 2018) et données mises à jour ;
- Outils de suivi-évaluation révisés pour prendre en compte les dimensions genre du Programme , finalisés et acteurs de la chaîne formés sur leur utilisation ;
- Révision du manuel de procédures administratives, financières et comptables ;
- Réalisation de l'audit des comptes 2017 ;
- 11 DRF/DPD produits, acceptés et payés

•En 2015, 2016 et 2017 :

- URAC et CRV créés, fonctionnels et opérationnels ;
- Elaboration des différents manuels: procédures administratives comptables et financières, suivi-évaluation
- élaboration d'une application dynamique de S&E à accès en ligne ;
- études de référence: SYGRI, socio-économiques et définition des valeurs de références de tous les indicateurs;
- outils de S&E élaborés, validés et personnels formés sur son utilisation ;
- Personnel et acteurs de la chaîne de S&E formés sur l'utilisation de l'application informatique de S&E ;
- Réalisation de l'audit des comptes 2016 et 2015.

2.1.4.1 Sous-Composante 1 : Cellule Nationale de Coordination

a) Activités prévues

La stratégie de la sous-composante D1 reposait sur les équipements et matériel, l'orientation et Pilotage du Programme, les études/Formations, les missions et voyages d'échanges, les salaires et Indemnités de la CNCG et enfin le fonctionnement de la CNCG.

Pour ce qui est de la dotation en équipements et matériel, il fallait (1) acquérir d'autres matériels et équipements de la CNCG. L'orientation et Pilotage du Programme visait à (2) organiser les sessions du Comité de Pilotage, (3) appui institutionnel, (4) tenir les réunions trimestrielles/semestrielles et les réunions avec les partenaires et (5) organiser l'atelier de planification du PTBA. Les études/Formations prévoyaient de (6) renforcer les capacités du personnel du Programme, (7) mener les missions de suivi FIDA/Gouvernement, (8) réaliser l'audit annuel des comptes et des états financiers 2018 du Programme, (9) Mener les activités de suivi-évaluation, (10) assurer la maintenance du logiciel TOM2PRO, (11) élaborer la stratégie de gestion des savoirs, capitaliser et diffuser les effets du programme, (12) Réaliser un audit interne du PEA-Jeunes ; (13) mener l'étude des effets du Programme sur ses bénéficiaires, (14) mettre en place un SIG, (15) organiser l'évaluation / revue des partenariats avec le PEA-Jeunes, (16) Organiser un atelier de formation des membres de la CSPM et des cadres ; (17) Recruter le personnel assistant et (18) Renforcer les capacités du personnel assistant en S&E.

Les missions et voyages d'échanges portaient sur (19) réaliser des missions conjointes de supervision CNCG et la tutelle, (20) organiser un voyage d'échange d'expériences.

Les activités de salaires et Indemnités de la CNCG consistaient au traitement salarial du personnel. Le Fonctionnement CNCG portait sur (21) *Souscrire une police d'Assurance Maladie à tout le personnel du Programme*, (22) participer aux Evénements majeurs, (23) organiser la revue du portefeuille Cameroun FIDA, (24) les frais de traduction des documents ; (25) mettre en œuvre la stratégie de communication institutionnelle (gadgets de communication) et enfin, (26) tenir les réunions techniques au niveau URAC.

b) Activités réalisées et résultats atteints

1. Acquérir des ordinateurs et Acquérir d'autres matériels et équipements

Le Programme a acquis cinq (05) ordinateurs pour les personnels suivants : CN, SGCGC, RAF, Comptable, AAF-CNCG, etc. Egalement des disques durs externes pour la sauvegarde des données des différents personnels (03) sont également acquis.

L'activité est exécutée à 75%.

2. Organiser les sessions du Comité de Pilotage

La 6^{ème} session ordinaire du Comité de pilotage se tiendra le 18 décembre 2019.

3. Appui institutionnel

Des appuis ont été effectifs en 2019. L'activité est réalisée à 90%.

4. Tenir les réunions trimestrielles/semestrielles et les réunions avec les partenaires

Il était prévu 03 réunions rotatives par URAC. La première réunion trimestrielle en juin 2019 à l'URAC Sud. La seconde réunion s'est tenue les 28 et 29 octobre pour le compte du second trimestre. La dernière réunion aura lieu en décembre pour faire le bilan annuel des activités 2019.

L'activité est réalisée à 100%.

5. Atelier de planification des activités pour l'année 2019

L'atelier de planification du PTBA 2020 a été organisé à Kribi du 30 octobre au 2 novembre 2019. Un draft du PTBA 2019 est disponible. Activité réalisée à 100%.

6. Renforcer les capacités du personnel du Programme

En 2019 :

- 02 personnes (RAF et Comptable) ont renforcé leur capacité sur la maîtrise du logiciel Tom²Pro ;
- 05 personnes (AAF des URAC et AAF de la CNCG).

L'activité est réalisée à 100%.

7. *Organiser une mission de suivi FIDA/Gouvernement*

La mission de suivi du Programme par le FIDA et le Gouvernement se tiendra du 25 novembre au 06 décembre 2019. L'activité est réalisée à 100%.

8. *Mettre en place un Système d'Information Géographique (SIG)*

Il était prévu de peaufiner le développement du SGBD sous Access avec accès web, de migrer toutes les données du SGBD afin de faciliter la gestion des données du programme par les partenaires tout en évitant les doublons, puis d'assurer le géoréférencement des jeunes exploitants agricoles et sauvegarder la base ainsi constituée.

Les termes de référence élaborés et approuvés par le FIDA ont permis de solliciter les propositions technique et financière et un projet de contrat proposé en demande de non objection au FIDA a reçu l'avis favorable en novembre. En attendant, le personnel des régions du Centre, Sud et Littoral ont été capacités sur les aspects de suivi-accompagnement. Les jeunes exploitants agricoles ont été géoréférencés et une base de données constituée pour l'élaboration d'une carte des entreprises agro-pastorales en fin 2019. Le niveau d'avancement est de 40%.

9. *Réaliser l'audit annuel des comptes et des états financiers du Programme*

L'audit des comptes 2018 du Programme a eu lieu et a été conduit par un cabinet indépendant. Le rapport a été transmis au FIDA dans les délais mandataires (avant 30 juin 2019). L'activité est réalisée à 100%.

10. *Réaliser l'audit interne du PEA-Jeunes*

Dans le cadre des recommandations issues de l'évaluation du portefeuille FIDA au Cameroun, le FIDA et le Gouvernement ont convenu de loger l'audit interne du PEA-Jeunes à la cellule des audits du MINEPAT. C'est ainsi que le PEA-Jeunes a sollicité ce ministère qui a mandaté 02 cadres qui ont procédé en 2019 à l'audit interne des comptes du PEA-Jeunes pour l'année 2019. Le rapport a été restitué et partagé avec le FIDA. Il était prévu des audits semestriels. Un seul a été effectif. L'activité est réalisée à 50%.

11. *Mener les activités de suivi-évaluation*

Un atelier d'induction et de démarrage des activités de l'année 2019 a été organisé du 12 au 13 janvier 2019. Il a permis de partager les résultats 2018 du Programme, de s'assurer une compréhension commune des constats et nouvelles orientations de l'Aide-Mémoire issu de la revue à mi-parcours, ainsi que des recommandations et, de procéder à un réajustement du PTBA 2019. Un chronogramme des activités de 2019 avait été élaboré, actualisé le long de l'année. Deux (02) rencontres trimestrielles ont permis de partager les performances et niveau d'avancement de la mise en œuvre du Programme en 2019.

La construction de la base de données (amorcée en 2017) s'est poursuivie et les données du processus d'incubation des jeunes ont été collectées en 2018 ont été mises à plat. Les questions de fiabilité constatées à la RMP ont été passées en revue. Le PEA-Jeunes a reconstruit le SGBD ayant abouti au premier semestre à la mise à jour des données de la facilitation à l'incubation, pour chacune des cohortes 1, 2, 3, 4, 5, et 7. Ces données ont été collectées, apurées et disponibles dans la base de données de suivi-évaluation du Programme. Toutes les données ont été importées dans la base de données sous Access, puis testées avec satisfaction sur sa crédibilité. La Base de données sous Access ainsi que ses outils d'alimentation sont construites, testés et opérationnels. Plusieurs analyses croisées sont désormais possibles pour satisfaire au besoin d'informations des différents acteurs.

Le personnel régional et les conseillers de suivi-accompagnement au niveau des bassins de production ont été capacités sur les outils de gestion du SGBD (étape suivi-accompagnement). Des données collectées vont être apurées pour intégration dans le SGBD sous Access. Le niveau du suivi-accompagnement reste à améliorer et le personnel y dédié a été formé à l'exception de celui de la région du nord-Ouest (contrainte sécuritaire) pour une prise en main totale dès décembre 2019. Cette contrainte sécuritaire dans le Nord-Ouest n'a non plus facilité l'accompagnement des conseillers de cette région. Des efforts seront faits les mois à venir pour améliorer la collecte des données de suivi-accompagnement.

Suite au Forum annuel des projets FIDA de 2018, le PEA-Jeunes avait noué (avec la facilitation du Bureau Pays FIDA au Cameroun et dans le cadre du don FIDA siège) et dynamisé le partenariat avec le consortium de cabinets conduit par le hollandais EODM. En 2019, une formation du personnel du PEA-Jeunes et les acteurs opérationnels impliqués dans le Suivi-accompagnement (au total 19 personnes dont 04 femmes) sur les outils de cartographie (QGIS, Google Earth, & maps) a permis de produire une carte des entreprises géo-référencées au 31 mars 2019 (Cf. Fig.1 ci-dessous).

Toujours dans le cadre du don FIDA avec EODM, la restitution des réalisations du consortium de cabinets spécialisée a eu lieu à Romme (FIDA) avec la participation du PEA-Jeunes, qui a souhaité la continuation de ce partenariat pour la consolidation des acquis.

Par ailleurs, la production des différents rapports et documents mandataires ont été élaborés en 2019 et soumis dans les délais mandataires (Rapport SYGRI, Rapport annuel 2018, Rapport semestriel 2019).

Enfin, l'unité de Suivi-Evaluation, limitée au seul RSE, éprouve des difficultés certaines à mener ces travaux de collecte, épurement et traitement de données dans chaque région et mener avec efficacité les autres activités de routine en matière de S&E. Afin de garantir l'atteinte des résultats dans cette unité, il est souhaitable de la renforcer en assistants aussi bien en région qu'au niveau de la CNCG. Un personnel stagiaires capacité depuis 2017 accompagne l'unité S&E et peut être mis à contribution.

L'activité est exécutée à 100%.

12. Assurer la maintenance du logiciel TOM2PRO

La maintenance du logiciel Tom²Pro a régulièrement eu lieu. Le logiciel est maintenu sur une base trimestrielle. L'activité est réalisée à 100%.

13. Elaborer la stratégie de gestion des savoirs, capitaliser et diffuser les effets du programme

Le programme en cette année 2019 sur recommandation du FIDA a contractualisé avec un consultant international pour l'accompagner dans la stratégie de gestion des savoirs. Ledit consultant a rencontré divers acteurs (stratégiques, opérationnels et bénéficiaires) du programme et proposé des outils et approches spécifiques pour optimiser la gestion des savoirs au sein du programme. Un atelier d'échanges et de formation a été organisé pendant son séjour au Cameroun avec le personnel PEA-Jeunes, les ONG de facilitation et les conseillers de suivi. Ils ont été outillés sur la capitalisation des histoires de terrain et sur l'utilisation de l'outil « wiki » qui est un système Digital de Gestion des Savoirs (SDGS) (IFAD 2019), basé sur la technologie du Wiki. La version provisoire du rapport a reçu les contributions du Programme. Le rapport final de la stratégie est attendu. L'activité est exécutée à 100%.

14. Recruter le personnel

Il s'agissait de 05 assistants en S&E et d'un assistant comptable. La situation n'a pas connu de changement depuis la revue à mi-parcours.

15. Mener l'étude des effets du Programme sur ses bénéficiaires

La procédure de recrutement du consultant lancé depuis février 2019 est quasiment bouclée. L'avis de non objection du FIDA va permettre de lancer cette étude.

16. Réaliser une auto-évaluation, réflexions critiques et partage des leçons apprises du système de S&E

RAS. Pour plus d'efficacité, cette activité était liée à la précédente pour permettre au même consultant d'apporter son expertise à l'équipe du Programme et de discuter des résultats atteints et les effets évalués.

17. Evaluation / revue des partenariats avec le PEA-Jeunes

L'évaluation des partenariats stratégiques et opérationnels du PEA-Jeunes a démarré avec DID, BIT et les ONG de facilitation. L'évaluation des structures d'incubation est prévue en décembre.

L'activité est exécutée à 70%.

18. Renforcer les capacités du personnel assistant en S&E

RAS

19. Réaliser des missions conjointes de supervision CNCG et la tutelle

Deux missions ont été effectuées en 2019 pour le suivi des activités du programme par la maîtrise conjointe. L'activité est exécutée à 100%.

20. Réaliser les missions du personnel, chauffeurs et achat de carburant

Des missions du personnel et en particulier du service financier sont menées dans les URAC et dans les différentes structures d'incubation ou de facilitation pour évaluer, analyser les pièces justificatives, assurer un renforcement des capacités pour une amélioration dans la remontée des liasses de justificatifs.

Les chauffeurs facilitent le déploiement du personnel dans l'accomplissement de leur mission sur le terrain.

Le carburant est régulièrement acheté pour les activités du Programme. Un suivi rigoureux y est accordé, notamment pour ce qui est des pièces justificatives des achats de carburant et de son utilisation.

21. Souscription d'une police d'Assurance Maladie à tout le personnel du Programme

Le personnel du PEA-Jeunes dispose d'une couverture sociale qui expire en décembre 2019. Le processus a été renouvelé pour aller jusqu'en 2020.

22. Appuyer le fonctionnement de la Commission Spéciale de Passation des marchés

Les sessions de la Commission se sont tenues de manière régulière en 2019.

23. Participer aux événements majeurs

Le programme a été sollicité pour prendre part à plusieurs événements organisés majoritairement par les institutions étatiques (MINADER, MINEPIA, MINJEC, MINPROFF, Premier Ministère, etc.). La participation s'est faite aussi bien au niveau central qu'au niveau régional. Il s'agissait principalement des foires expositions et des commémorations des journées internationales. Ces rencontres publiques constituent une opportunité

de visibilité pour le programme, mais davantage d'information et de sensibilisation de tous les acteurs intéressés par les appuis du programme.

L'activité est réalisée à 30%.

24. *Revue du portefeuille Cameroun FIDA*

RAS.

25. *Frais de traduction des documents*

Des documents du processus de mise en œuvre du programme ont été traduits du français à l'anglais, de même que les différentes productions à diffuser dans les régions d'expression anglaise.

26. *Produire des supports de capitalisation des résultats du programme (rapport annuel, etc.)*

Le sommet international de l'entrepreneuriat organisé à Yaoundé (février 2019) visait à faciliter un dialogue global et le partage des connaissances avec les jeunes et les entités des secteurs public et privé. Il s'agissait aussi d'offrir aux jeunes des espaces pour explorer les possibilités et les opportunités d'affaires dans le secteur agricole et non agricole.

A l'occasion de l'organisation de ces activités, les actions de capitalisation ci-après ont été réalisées.

- Une foire exposition qui a permis aux champions du développement de présenter leurs produits et de partager leurs expériences ;
- Un atelier terrain au cours des deux derniers jours avec des jeunes sélectionnés pour l'apprentissage pratique entre pairs a eu lieu à Obala dans la structure d'incubation, des visites de terrain et dans les entreprises chez les jeunes ;
- La plaquette événementielle qui a particulièrement mis en lumière les innovations des programmes et projets du FIDA et des gouvernements travaillant sur la thématique entrepreneuriale jeune ;
- Les films documentaires mettant en exergue les innovations du programme et ses effets ;
- La conférence de presse diffusée dans différents médias nationaux et dans le Web avec le témoignage des bénéficiaires du programme ;
- La création des plateformes numériques et retransmission en direct (site web, Facebook, Twitter, Youtube) ;
- Reportages particuliers sur les jeunes PEA-Jeunes comme modèles de réussite dans l'entrepreneuriat ;

La newsletter du programme qui représente un support d'information et de capitalisation est en finalisation et touchera plus d'un millier de personnes

Au premier semestre 2019, le programme a édité des outils et supports de communication sur des thématiques liés à l'entrepreneuriat : forum des jeunes, foire, dégustation, etc.

Cette activité est réalisée à 90%.

27. *Mettre en œuvre la stratégie de communication institutionnelle (gadgets de communication)*

La communication institutionnelle renvoie ici à la communication externe faite pour présenter les missions du programme ainsi que les résultats obtenus jusqu'ici. Elle s'est manifestée en 2019 entre autres à travers la production des supports : agendas, calendriers, tissus pagnes, Jaquettes, autocollants etc. Certains de ces supports ont été produits notamment : les jaquettes, les plaques signalétiques, les auto collants pour matérialiser les équipements remis aux partenaires. Les calendriers et les agendas 2020 sont en conception et seront produits réceptionnés et distribués courant novembre-décembre 2019.

L'activité est réalisée à 100%.

28. *Former les membres de la commission de Passation de marché*

En 2019, deux sessions de formation en passation des marchés ont eu lieu en juillet et août 2019 à l'intention des acteurs de la passation des marchés du PEA-Jeunes. Du 02 au 03 juillet 2019, une clinique sur la passation des marchés a été organisée à l'intention des membres de la commission de passation de marché du Programme ainsi qu'à l'ensemble de son personnel (32 personnes dont 08 femmes et 24 hommes). Ensuite, une

session spécialisée a été organisée en août 2019, exclusivement aux 8 membres de la commission, et a permis de toucher plus en profondeur et avec cas pratiques, des situations réelles en passation de marchés.

L'activité est réalisée à 100%.

c) Taux d'exécution physique

Le taux d'exécution physique des activités de la sous-composante D1 est de 78,44%.

2.1.4.2 Sous-Composante D2 : Cellules Régionales de Coordination

a) Activités prévues en 2017

La stratégie de la sous-composante D2 repose sur (i) la rénovation des locaux ; (ii) l'équipement et matériel ; (iii) le règlement des Salaires et Indemnités des URAC et (iv) le fonctionnement des URAC.

La rénovation des locaux consistait à (1) Rénover les locaux pour les URAC. L'équipement et matériel était relatif à (2) acquérir autres équipements et matériels. Enfin, (3) il fallait tenir les réunions avec les partenaires techniques opérationnels.

b) Activités réalisées et résultats atteints

1. Rénover les locaux des URAC

Les frais locatifs des locaux des 04 URAC sont à jour.

2. Acquérir les véhicules doubles cabine 4x4

RAS

3. Acquérir autres équipements et matériels

RAS.

4. Tenir les réunions techniques URAC

Au 15/11/2019, les réunions techniques avec les partenaires opérationnels à l'échelle des bassins ou dans la région se tiennent de manière régulière au niveau de l'URAC Centre, Nord-Ouest et Littoral.

L'activité réalisée à 70%.

c) Taux d'exécution physique

Le taux d'exécution physique des activités techniques de la sous-composante D2 est de 53,33% au 31/12/2019.

Globalement, le taux d'exécution physique des activités techniques de la composante D est de 75,49 %.

Tableau 34 : Détail du taux d'exécution physique de la composante D

Libellé	Taux de réalisation
Sous-Composante 1 : Cellule Nationale de Coordination	78,44%.
Sous-Composante 2 : Cellules Régionales de Coordination	53,33%
Composante D : Coordination, gestion, suivi-évaluation et gestion des savoirs/URAC	75,49%

2.1.4.3 Analyse des indicateurs de produits et niveau de réalisation des effets au 31/12/2019

Produit 4.1 La coordination et le suivi des activités est effective

Tableau 35 : Analyse des indicateurs de résultats atteints en 2019

RESULTATS INTERMEDIAIRES 2019	INDICATEURS	RESULTATS ATTEINTS AU 31/12/2019
Au moins 10 personnels du Programme/maitrise d'ouvrage sont renforcés dans leurs capacités	Nbre de personnel formé	<ul style="list-style-type: none"> - 13 personnes du Programme (05 personnels CNCG, 8 personnels des URAC) et 05 des partenaires ont été renforcées en géoréférencement ; - 07 personnels (02 cadre de la CNCG et 05 personnel URAC) ont été renforcés en utilisation de Tom²Pro <p>Au total 20 personnel du PEA-Jeunes ont renforcé leurs capacités en 2019, soit une performance de 200%</p>
Le système de suivi-évaluation est fonctionnel	Appréciation du degré de fonctionnement du système	<ul style="list-style-type: none"> • Etats de sortie à mesure d'être générés : programmation, suivi du PTBA, indicateurs et chaînes de résultats, suivi des recommandations, rapport d'exécution du PTBA, • En 2019, le Système de Gestion de la Base de données développé sur Access, complémentaire à l'application de S&E RUCHE, est fonctionnel et les statistiques générées sont conformes aux attentes. Il permet de compléter la mise à jour des données dans l'application de S&E RUCHE. • Bonne articulation entre l'application de S&E et Tom²Pro permettant un rapprochement entre le suivi technique et le suivi financier du PTBA • Différents rapports mandataires produits et soumis dans les délais (SYGRI, Annuels, semestriels) ; • 01 cartographie des entreprises promues par le PEA-Jeunes en 2018 est disponible au 1^{er} semestre 2019 et 01 autre en élaboration (disponible en fin d'année) ; <p>Antérieurement, les résultats suivants ont été atteints.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Manuel de suivi-évaluation disponible ; - Outils de suivi-évaluation élaborés, finalisés et personnel du Programme formé ; - Personnels formés sur les outils de suivi-évaluation et sur leurs rôles ; - Personnel formé sur l'utilisation de l'application informatique et sa prise en main se poursuit ;
12 rapports mensuels de suivi financier produits	Nbr rapport mensuel produit	12 rapports ont été produits.
Au moins 20 réunions de coordination tenues par la CNCG	Nbre de réunions de coordination tenues	<ul style="list-style-type: none"> • 19 réunions de coordination sont tenues par la CNCG de janvier à décembre 2019, ce qui fait 95% de l'objectif annuel. Au 31/12/2019, cela fait un cumul de 133 réunions de coordination depuis le démarrage du programme. • 02 réunions trimestrielle ont eu lieu. • Les réunions techniques avec les partenaires se sont tenues de manière régulière (environ 20 en 2019).
40 réunions tenues par les URAC	Nbre de réunions techniques tenues	<ul style="list-style-type: none"> • URAC Centre : • Sud : RAS • URAC Littoral : RAS • URAC Nord-Ouest : RAS
12 de DRF acceptés	Nbre de DRF	12/DPD DRF produits et acceptés
Les rapports trimestriels de suivi financier sont produits	Nbre de rapport financier produit	<ul style="list-style-type: none"> - 12 rapports financiers mensuels produits - 01 rapport semestriel produit
Le rapport d'audit est élaboré et validé	Nbre de rapport d'audit produit	01 rapport d'audit 2018 est élaboré et approuvé et 01 rapport d'audit interne est élaboré
Les CRV sont opérationnels	Nbre missions organisées Nbre pers. participantes	<ul style="list-style-type: none"> • Les CRV procèdent à la sélection des idées de projets et à l'approbation des plans d'affaires pour financement. • 01 mission organisée par région (soit 04 missions en 2019) • 09 sessions de CRV tenues
Stratégie de communication opérationnelle		Le plan d'action 2019 de la stratégie de communication a été mise en œuvre

RESULTATS INTERMEDIAIRES 2019	INDICATEURS	RESULTATS ATTEINTS AU 31/12/2019
Capitalisation et diffusion des bonnes pratiques et success stories	Nbre success stories capitalisées	- 30 cas de bonnes pratiques sont capitalisés
01 étude des effets du PEA-Jeunes est réalisée	Nbre d'étude	- RAS. Processus de contractualisation en cours.
01 auto-évaluation, réflexions critiques et partage des leçons apprises du système de S&E est organisée	Nbre d'auto-évaluation	- RAS. Activité prévue à la suite de la réalisation de l'étude des effets.
Un système d'Information de Gestion (SIG) développé (cartographie des entreprises)		- RAS. Le processus de contractualisation est quasi à son terme. La prestation va démarrer en 2020.

Une analyse globale des résultats réalisés à la composante D, montre que les objectifs poursuivis [(i) *le système de Suivi-évaluation est fonctionnel*; (ii) *la gestion financière produit des rapports adéquats*; (iii) *les capacités du personnel du Programme/maitrise d'ouvrage sont renforcées dans les domaines d'intérêt*; (iv) *les rapports de suivi financier sont produits*; (v) *la coordination de la CNGC et des URAC sont assurées*; (vi) *le plan d'action genre est mis en œuvre*], (viii) *la stratégie de communication et de gestion des savoirs est disponible et opérationnelle* sont atteints, à l'exception des résultats portant sur; *01 étude des effets du PEA-Jeunes est réalisée*; *01 auto-évaluation, réflexions critiques et partage des leçons apprises du système de S&E est organisée*". Il en ressort une performance de réalisation de 80%.

Au 31/12/2019, la stratégie de coordination et de suivi des activités du programme s'est améliorée considérablement. Les résultats prévus en 2019 sont atteints de manière acceptable (80%) à décembre. C'est ce que montre le tableau d'appréciation des progrès des indicateurs du produit 4.1 ci-après.

Tableau 36 : Analyse des indicateurs de produits 4.1

Indicateurs de produit 4.1 (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31/12/2019
1 unité nationale d'appui conseil et 4 unités régionales sont établies et opérationnelles	<ul style="list-style-type: none"> - Une unité nationale d'appui conseil est établie et est fonctionnelle : l'Unité d'Appui Conseil est doté en personnel, matériel roulant et les bureaux ont été rénovés. - Les Unités Régionales d'Appui Conseil ont été créées, dotées de personnel d'appuis (chauffeurs, agents de sécurité, agent de surface) et sont fonctionnelles. - 28 personnels chargé du suivi-accompagnement dans les structures locales ont été recrutés ainsi que 16 facilitateurs et permettent de mieux coordonner l'intervention au niveau régional.
Le système de suivi évaluation est mis en place et opérationnel	<p>Le Système de suivi-évaluation s'est construit progressivement : plan de suivi-évaluation élaboré, manuel de suivi-évaluation disponible, application de suivi-évaluation développée, une base de données sous Access développée et fonctionnelle. Toutes les études de référence du programme et l'étude SYGRI de référence sont réalisées ainsi qu'une étude complémentaire sur l'inclusion financière.</p> <p>En 2019 et 2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le système de gestion de la base de données de S&E assure la traçabilité de tous les processus du PEA-Jeunes : facilitation, URAC/CRV, Incubation, IFR/KITS et dans une moindre mesure le Suivi-Accompagnement. Les données collectées y ont été renseignées, apurées et l'application fonctionnelle (sauf au niveau du suivi-accompagnement qui demande plus de collaboration avec les conseillers sur le terrain et tous les acteurs de la chaîne); - Tous les acteurs sont formés sur les outils d'alimentation de la base de données; - 01 rapport de S&E semestriel, 01 rapport annuel et les rapports d'avancement matériels et SYGRI sont produits.

Indicateurs de produit 4.1 (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31/12/2019
	<ul style="list-style-type: none"> - 02 cartographies des entreprises promues par le PEA-Jeunes est élaborée et personnel aptes en géo-référencement et création des produits cartographiques sur QGIS et Google Earth. <p>En 2017 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Application de S&E (RUCHE) re-paramétré et davantage opérationnelle ; - un SGBD élaboré (Base de données). - Des outils/supports de collecte de données finalisés, validés et personnel du programme formé. - formation et prise en main de l'application de S&E par le personnel du programme ; - test de fonctionnalité du système effectué à 75% ; - 02 rapports de suivi-évaluation et les rapports d'avancement matériels sont produits. - Atelier d'appropriation et de validation des outils organisé à l'intention du personnel et partenaires.

Produit 4.2 La capitalisation des effets du programme est assurée

Les activités concourant à la réalisation de ce produit ont produit des extraits.

Tableau 37 : Analyse des indicateurs de résultats atteints en 2019

Résultats intermédiaires 2019	Indicateurs	Résultats atteints au 31/12/2019
La stratégie de communication et gestion des savoirs est disponible et opérationnelle	Nbre de stratégie disponible	<ul style="list-style-type: none"> - 01 Stratégie élaborée avec un plan d'action. La mise en œuvre de ce plan d'action est effective ; - Une stratégie de gestion des savoirs a été élaborée en 2019.
La stratégie de ciblage genre et son plan d'action sont élaborés et opérationnels	Nbre de stratégie/plan d'action	<ul style="list-style-type: none"> - La stratégie genre existe. Sa mise en œuvre se fait aussi bien par le programme que par les acteurs opérationnels. - Les orientations de ce plan sont prises en compte dans la facilitation et les CRV. Le dispositif de S&E s'est ajusté pour prendre en compte les préoccupations genre.

Il en découle un progrès de plus en plus significatif dans l'atteinte du produit 4.2, comme présente le tableau ci-après.

Tableau 38 : Analyse des indicateurs de produits 4.2

Indicateurs de produit 4.2 (à la fin du projet)	Résultats atteints au 31/12/2019
Une stratégie de communication et gestion des savoirs est élaborée et opérationnelle	<ul style="list-style-type: none"> - Stratégie de communication élaborée avec une mise en œuvre progressive depuis 2018. - Le Programme est également appuyé par l'ONG Procassur dans le cadre de la capitalisation des effets. Un plan de capitalisation existe à cet effet et sa mise en œuvre a aussi débuté avec la capitalisation de l'incubation par le cas de la structure d'incubation IAO d'Obala. - Une plateforme permettant la gestion des savoirs a été élaborée et mise en œuvre - Un site web pour la communication avec le grand public est opérationnel et régulièrement actualisé - <i>En 2019, la stratégie de gestion des savoirs été élaborée. Toutefois, son opérationnalisation démarrera en 2020.</i>

De l'analyse de la mise en œuvre des activités techniques des composantes A, B, C et D, il se dégage globalement que le taux d'exécution physique du PTBA 2019 au 31/12/2019 est de 75,09%, et, est décomposé par composante comme ci-après :

Tableau 39 : Récapitulatif du taux d'exécution physique par composante du PTBA 2019

Libellé	Taux de réalisation au 31/12/2019
Composante A : Développement d'entreprises agropastorales viables	90,90%
Composante B : Accès aux services financiers	49,73%
Composante C : Amélioration du cadre organisationnel, politique, institutionnel et législatif	77,00%
Composante D : Coordination, gestion, suivi-évaluation et gestion des savoirs/URAC	75,49%
Taux de Réalisation du PTBA 2019	75,09%

2.2 REALISATIONS FINANCIERES DU PTBA 2019 AU 31/12/2019

Au 31/12/2019, le montant de décaissement du PTBA 2019 s'élève à 5 362 559 194 FCFA, soit un taux de réalisation financière de 81,95% sans engagement sous réserve de la prise en compte des justificatifs en cours de traitement.

▪ Décaissement par source de financement

SOURCE DE FINANCEMENT	BUDGET 2019	DECAISSE 31/12/2019 (EN FCFA)	POURCENTAGE
FIDA	5 404 937 272	4 812 477 987	89,04%
ETAT/Fonds de contrepartie	323 646 113	240 723 101	74,38%
ETAT/TAXES	268 334 404	138 374 408	51,57%
PIE Bénéficiaires	263 016 666	97 310 209	37,00%
IFR_ Int. Financement Rural	283 437 501	73 673 489	25,99%
TOTAL	6 543 371 956	5 362 559 194	81,95%

▪ Décaissement par composante

COMPOSANTES	BUDGET 2019 (F CFA)	DECAISSEMENT 30/12/2019 (FCFA)	Pourcentage
COMPOSANTE A	3 524 650 340	2 815 912 804	79,89%
COMPOSANTE B	1 307 723 659	1 384 375 526	105,86%
COMPOSANTE C	426 655 000	203 728 183	47,75%
COMPOSANTE D	1 284 342 957	958 542 681	74,63%
TOTAL	6 543 371 956	5 362 559 194	81,95%

Le pourcentage de décaissement ici est sans engagement et avec prise en compte des justificatifs au 05 mars 2020. Il ressort de la mise en œuvre que la composante C a évolué timidement.

▪ Décaissement par catégorie de dépenses

	Catégories	Prévisions	Réalisations	% (Réalisation)
01	Génie civil/rural	4 770 000	0	0,00%
02	Crédit et fonds de garantie	1 871 861 667	1 984 728 846	106,03%
03	Equipements et matériels	446 903 813	136 741 955	30,60%
04	Formation	524 013 000	539 063 214	102,87%
05	Consultants	2 920 403 490	2 132 993 541	73,04%

	Catégories	Prévisions	Réalisations	% (Réalisation)
06	Coûts de fonctionnement	500 761 786	313 290 241	62,56%
07	Salaires et indemnités	274 658 200	255 741 397	93,11%
	Total	6 543 371 956	5 362 559 194	81,95%

La catégorie génie civil n'a pu démarrer au 31/12/2019.

▪ Etat des dépenses par catégorie des fonds du prêt FIDA 200000758

Globalement, le taux cumulé de réalisation financière du Prêt FIDA du PEA-Jeunes (2014-2019) est actuellement à **98,04%** et concerne le Prêt initial uniquement. La deuxième tranche de financement n'a pas encore été mobilisée.

N° CAT	CATEGORIES DE DEPENSES	MONTANT	DECAISEMENTS CUMULES AU 31/12/2019	SOLDE AU 31/12/2019	TAUX D'EXECUTION
200003	Génie civil	250 000	26 267,07	223 733	10,51%
200008	Consultants	6 820 000	6 503 871,28	316 129	95,36%
200010	Crédit et Fonds de garantie	3 400 000	2 821 482,44	578 518	82,98%
200011	Equipements et matériels	1 150 000	783 422,64	366 577	68,12%
200016	Coûts de fonctionnement	840 000	755 171,10	84 829	89,90%
200018	Salaires et indemnités	1 220 000	1 096 205,51	123 794	89,85%
200019	Formation	1 120 000	1 133 854,58	-13 855	101,24%
270001	Montant autorisé	0	1 390 228,25	-1 390 228	0,00%
290001	Non alloué	0	-	0	
	TOTAL	14 800 000	14 510 502,87	289 497	98,04%
290001	Non alloué	20 060 000		20 060 000	0,00%

Le retard pris pour la mobilisation de la deuxième tranche de financement va avoir de considérables répercussions négatives sur la mise en œuvre des activités au cours du premier trimestre 2020.

▪ Consommation globale par rapport au budget initial du PEA-Jeunes

Par rapport à la ligne de base du projet (39,545 milliards), le **taux de consommation global au 31/12/2019 est de 37,64%** (la deuxième tranche du projet n'étant pas encore mobilisée, le **taux de décaissement global sur le prêt FIDA (200000-758) est de 98,04%**). Cette consommation est détaillée comme suit :

Tableau 40 : Récapitulatif des réalisations financières par composante /sous-composantes par rapport au coût global du Programme

Composantes / Sous-composantes	Réalisa- tions 2014	Réalisa- tions 2015	Réalisa- tions 2016	Réalisa- tions 2017	Réalisa- tions 2018	Réalisa- tions 2019	Niveau de Consommation cumulée au 31/ 12/ 2019			
							Prévisions	Réalisa- tions	Ecart	%
A. DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES AGROPASTORALES										
Appui à l'émergence des idées de projet d'entreprise		10 216 970	162 900 869	170 268 062	249 153 213	222 598 201	1 341 200 000	815 137 315	1 170 931 938	60,78%
Appui à la création et au développement d'entreprises		59 333 175	346 777 160	660 942 176	1 430 370 596	2 212 920 598	9 521 900 000	4 710 343 705	8 860 957 824	49,47%
Soutien à l'émergence des structures d'incubation		23 267 950	393 741 162	158 535 655	563 885 610	380 394 005	3 869 000 000	1 519 824 382	3 710 464 345	39,28%
Subtotal	0	92 818 095	903 419 191	989 745 892	2 243 409 419	2 815 912 804	14 732 100 000	7 045 305 401	7 686 794 599	47,82%

Composantes / Sous-composantes	Réalisa- tions 2014	Réalisa- tions 2015	Réalisa- tions 2016	Réalisa- tions 2017	Réalisa- tions 2018	Réalisa- tions 2019	Niveau de Consommation cumulée au 31/ 12/ 2019				
							Prévisions	Réalisa- tions	Ecart	%	
B. ACCES AUX SERVICES FINANCIERS											
Financement des entreprises		0	6 553 100	43 605 870	109 448 313	155 804 586	1 174 934 838	530 058 800	1 334 542 121	-804 483 321	
Amélioration de la qualité des services financiers		117 980 440	367 192 571	577 677 587	396 743 596	122 093 100	209 440 688	1 055 148 131	1 669 034 882	-613 886 751	
Subtotal	0	117 980 440	373 745 671	621 283 457	506 191 909	277 897 686	1 384 375 526	1 585 206 931	3 003 577 003	-1 418 370 072	
C. AMELIORATION DU CADRE ORGANISATIONNEL, POLITIQUE, INSTITUTIONNEL ET LEGISLATIF											
Mise en place d'un cadre organisationnel propice			0	4 771 900	50 841 057	23 290 848	498 900 000	78 903 805	419 996 195	15,82%	
Amélioration de l'environnement des affaires dans le secteur agropastoral			0	1 498 000	4 743 206	180 437 335	653 800 000	186 678 541	467 121 459	28,55%	
Subtotal	0	0	0	6 269 900	55 584 263	203 728 183	1 152 700 000	265 582 346	887 117 654	23,04%	
D. COORDINATION ET GESTION DU PROGRAMME											
Cellule Nationale de coordination du programme	86 019 323	515 812 716	1 178 844 451	683 821 621	731 195 526	835 047 511	2 440 800 000	4 030 741 147	-1 589 941 147	165,14%	
Unités régionales d'appui-conseils		0	147 012 513	138 880 534	131 944 927	123 495 170	1 776 800 000	541 333 144	1 235 466 856	30,47%	
Subtotal	86 019 323	515 812 716	1 325 856 964	822 702 155	863 140 452	958 542 681	4 217 600 000	4 572 074 291	-354 474 291	108,40%	
Total Coût du Projet	86 019 323	726 611 251	2 603 021 826	2 440 001 404	3 668 326 043	5 362 559 194	39 545 000 000	14 886 539 041	24 658 460 959	37,64%	

2.3 ETAT D'EXECUTION DU PLAN DE PASSATION DES MARCHES 2019 AU 31/12/2019

Pour ce qui est de l'exécution du plan de passation 2019, il est à signaler que 73 marchés à savoir 03 marchés de fournitures et équipements et 70 marchés de consultants étaient prévus pour un montant de 2 551 024 270 FCFA. Aucun marché de travaux n'était envisagé.

Au 30/11/2019, 57 marchés d'un montant de 1 593 456 350 F CFA ont été réalisés, donnant un taux d'exécution du plan de passation des marchés 2019 de 57,81%. Tous ces marchés sont des marchés de consultants.

Le tableau ci-après récapitule l'exécution du plan de passation des marchés en 2019.

RECAPITULATIF

CATEGORIE	NOMBRE			MONTANT (1000 FCFA)			
	Prévu	Réalisé	Taux	Prévu	Contractualisé	Décaissé	Taux
Biens / Fournitures	3	0	0,00	288 500,00	0,00		0,0
Travaux	0	0	0,00	0,00	0,00		0,0
Consultants/ Formations	70	57	81,43	2 262 524,27	1 593 456,35		70,4
Total	73	57	78,08	2 551 024,27	1 593 456,35		62,5

a) Marchés des biens et équipements.

Trois (03) marchés étaient prévus :

- Acquisition de 46 motos pour les coachs des Structures d'Incubation dans le cadre du renforcement des capacités infrastructurelles des Structures d'Incubation ;
- Acquisition de 93 ordinateurs portables destinés aux coachs des Structures d'incubation ;

- Acquisition de quatre (04) véhicules Pick-Up pour les URAC ;

Au 30 novembre 2019, la cotation de UNOPS pour l'acquisition des ordinateurs portables et des véhicules se trouve à la Non-Objection du FIDA ; quant au DAO pour l'acquisition de 93 ordinateurs portables, il a été publié le 28 octobre 2019

b) Marchés des consultants

Il est prévu un total de 70 marchés de consultants/ Formations sur l'année 2019. Au 30 novembre 2019, 57 contrats sont signés et les prestations en cours ou achevées. Ainsi :

- Réaliser l'audit annuel des comptes et des états financiers 2018 du Programme : le contrat a été signé en avril et l'audit est déjà finalisé ;
- Contractualiser avec les structures d'incubation en vue du renforcement des capacités des jeunes PIE des cohortes 6.2, 7 et 8 : 06 contrats d'un montant de 140 millions ont été signés pour le renforcement des capacités de la cohorte 6.2. 14 autres contrats ont été signés pour le renforcement des capacités des cohortes 7 et 8 et sont en cours d'exécution ;
- Contractualiser avec les Structures d'incubation en vue du suivi accompagnement post-incubation des jeunes PIE : Au 30 octobre 2019, tous les contrats de suivi/accompagnement pour la période transitoire (janvier-juin 2019) ont été signés et en cours d'exécution. Quant à la période août-décembre 2019, le FIDA a donné son avis de non-objection et la prise en compte de observations du FIDA en vue de la signature des contrats est en cours ;
- Contractualiser avec quatre (04) ONG/ structures de facilitation en vue de la facilitation pour l'émergence d'idées de projet pour l'année 2019 : Les contrats des ONG de facilitation, d'un montant de cent soixante-dix millions (170 000 000) francs CFA ont été signés et sont en cours d'exécution ;
- Conventionner avec WORLVEG : la convention avec Worldveg et le projet de contrat ont reçu la non-objection du FIDA et sont en attente de la mise à disposition de la deuxième tranche en vue de la signature effective ;
- Former des acteurs de la passation des marchés au PEA-Jeunes. Deux (02) sessions de formation ont été organisées dont une première avec la participation de tous les acteurs (membres de la commissions, cadres du programme) et une session d'approfondissement au mois d'août réunissant uniquement les acteurs principaux de la passation des marchés que sont les membres de la Commission Spéciale de Passation des Marchés (CSPM).

Pour ce marché des consultants, les contrats de business coaching et ceux de l'incubation de la cohorte 8 ont reçu l'avis de non objection du FIDA mais n'ont pas été signés à cause de la non disponibilité des fonds de la deuxième tranche de financement FIDA. Il en est de même d'autres contrats comme celui de World Vegetable center. Conformément aux recommandations de la dernière mission de supervision (02 au 13 décembre 2019), ces contrats devront être actualisés pour tenir compte de la nouvelle stratégie de business coaching une fois validée par le FIDA, y compris celle sur la stratégie de gestion des savoirs, et soumis de nouveau à la non objection du FIDA.

c) Marché des travaux

Il est prévu des travaux dans le cadre du renforcement des capacités infrastructurelles des Structures d'incubation. Les études préalables en vue de la définition des travaux à réaliser et de l'élaboration des DAO sont en cours.

Perspective

Pour les deux prochains mois, il est envisagé de commander les motos et véhicules auprès de UNOPS, sous-réserve de la mise à disposition de la deuxième tranche de financement. Cette deuxième tranche conditionne également la signature des contrats avec WorldVeg et les contrats d'incubation de la cohorte 8. Il est également envisagé de démarrer avec le renforcement des capacités infrastructurelles des Structures d'incubation à travers la passation des marchés y relatifs dès validation du Plan de Renforcement des Capacités.

2.4 ETAT D'EXECUTION DES RECOMMANDATIONS DE LA 4^{ème} MISSION DE SUPERVISION

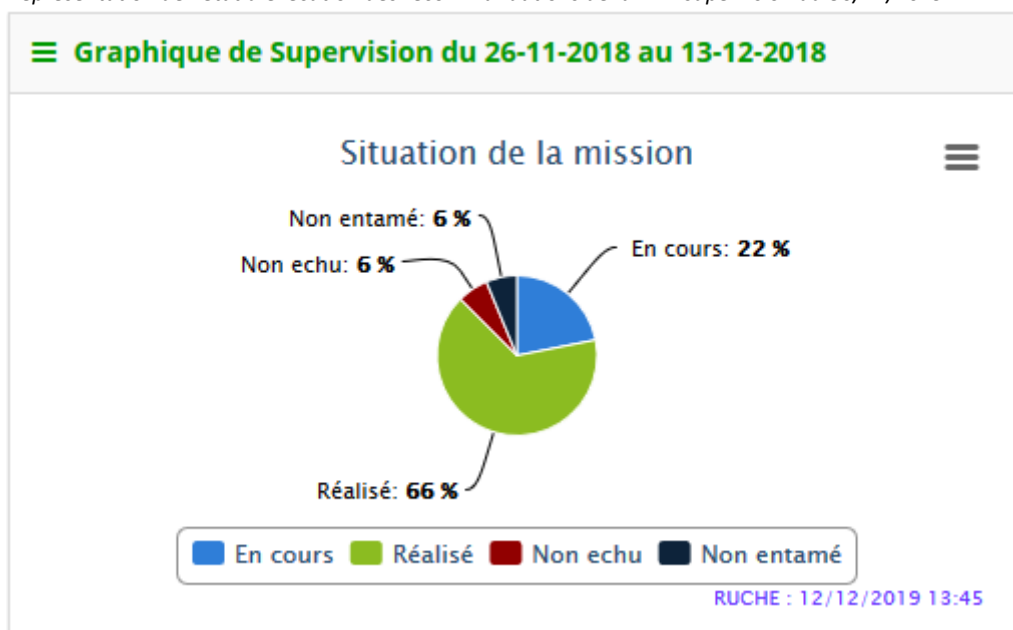
La revue à mi-parcours ou 4^{ème} mission de supervision du PEA-Jeunes (décembre 2018) avait instruit 64 recommandations. L'état d'exécution de ces recommandations au 30 novembre 2019 se présente comme suit :

Tableau 41 : État d'exécution des recommandations de la 4^{ème} mission de supervision

Statut	Nombre	Pourcentage (%)
Exécutées	42	66%
En cours	14	22%
Non exécutées (non échues)	8	13%
Total	64	100%

Schématiquement, cet état se présente comme suit :

Figure 2 : Représentation de l'état d'exécution des recommandations de la 4^{ème} supervision au 30/11/2019



L'annexe 1 donne l'état détaillé de mise en œuvre de chacune des recommandations de la 4^{ème} mission de supervision.

Le tableau ci-contre montre que la performance d'exécution des recommandations des missions de supervision au PEA-Jeunes est de 79,33% de 2016 à 2019, pour 210 recommandations instruites.

Tableau 42 : Etat consolidé d'exécution des recommandations de la mission de supervision d'avril 2016-Déc 2018 au 30/11/19

Statut	avr-16		janv-17		déc-17		déc-18		Performance globale	
	Nombre	(%)	Nombre	(%)	Nombre	(%)			Nombre	(%)
Exécutées	51	86%	52	885%	20	83%	42	66%	165	79,33%
En cours	6	10%	6	110%	4	17%	14	22%	30	14,42%
Non exécutées (non échues)	2	4%	3	56%	0	0%	8	13%	13	6,25%
Total	59	100%	61	100%	24	100%	64	100%	208	100%
									0	
Cumul										
Total des recommandations 2016-2018							208			
Total exécutées							165			
%							79,33%			

III. SITUATION DU PERSONNEL AU 31/12/2019

Tout le personnel cadre du PEA-Jeunes est en fonction au 31/12/2019. Le PEA-Jeunes emploie 51 personnes (37 hommes et 14 femmes-27,5%) à savoir 17 cadres, 7 personnels d'exécution et 27 personnels permanents (appui, entretien et sécurité). En additionnant le personnel des partenaires stratégiques (14 personnes) et des partenaires opérationnels recrutés (57 personnes dont 47 hommes et 10 femmes), le PEA-Jeunes emploie globalement, 120 personnes, dont 92 hommes et 28 femmes (soit 23,33%).

Le recrutement du personnel du PEA-Jeunes s'est effectué de manière progressive, avec la montée en charge et des nécessités de service. Il a été question du personnel clé et de la quasi-totalité du personnel cadre et d'appui au niveau national. En 2018, le Programme a procédé au recrutement du personnel devant assurer le suivi-accompagnement de proximité des jeunes entrepreneurs agropastoraux, auprès des structures d'incubation et des structures de facilitation.

Il s'agit de 18 conseillers de suivi-accompagnement qui sont immédiatement entrés en fonction (10 étaient déjà en fonction). Au total, 28 conseillers de suivi-accompagnement sont contractualisés via les structures d'incubation pour accompagner les jeunes dans la mise en place de leurs entreprises. Enfin, un groupe de 13 facilitateurs a également intégré le programme via les structures de facilitation en 2018, portant ainsi à 26 le nombre de facilitateurs en service.

IV. LEÇONS APPRISSES DES ACTIVITES MENEES

Les enseignements tirés de la mise en œuvre du programme au 31/12/2019 se résument ainsi :

#	LEÇONS APPRISSES
1	Facilitation différenciée : Promotion des métiers non agricoles et diversification des activités économiques Malgré les efforts consentis pour promouvoir des activités économiques originales le long de la chaîne de valeur, le portefeuille de projets reste constitué en grande majorité d'activité de production. Cependant, le PEA-Jeunes qui met un accent particulier sur le développement de la valeur ajoutée le long de la chaîne de valeur travaille à développer les démarches, les approches de facilitation spécifiques visant à toucher les autres maillons afin de garantir la valeur ajoutée.
2	La problématique du genre a pris des proportions entre 2018 et 2019 dans les dispositifs opérationnels du Programme, avec notamment la réorientation du ciblage, des actions spécifiques pour jeunes des catégories sociales vulnérables, la discrimination positive lors des CRV, des mesures spéciales (baby Sitter, crèches) pour une bonne participation des PIE mères ou femmes enceintes, etc. ;
3	L'internalisation des approches d'incubation et de partage des acquis annuels ainsi que des recommandations des missions de supervision ont permis une capitalisation et partage des bonnes pratiques, mais aussi l'adaptation des manuels de formation entrepreneuriale du BIT
4	Une expérience avérée de l'incubation d'entreprises avec 7 cohortes de jeunes déjà incubés : ce qui a impliqué (i) un besoin d'évolution du cadre pédagogique de chaque centre vers les besoins du PEA-Jeunes en matière de ressources humaines et d'ingénierie de formation, (ii) une pédagogie de l'alternance installée dans tous les centres mais à consolider pour les besoins actuels et futurs du PEA-Jeunes, (iii) plus de visibilité dans la planification, la gestion et la maîtrise des effectifs de PIE envoyés en incubation ; mais aussi a révélé des limites, avec notamment des (1) capacités en ressources professionnelles des bassins ou des filières insuffisamment mobilisées, et (2) la nécessité d'un meilleur choix des référents professionnels suivant le besoin du PEA-Jeunes.
5	La définition des profils des formateurs et l'implication de la CNCG dans tout le processus de sélection des consultants/formateurs en éducation financière et montage des plans d'affaires ont permis l'amélioration de la qualité des plans d'affaires et la réduction des délais entre la finalisation des plans d'affaires des jeunes PIE et l'ouverture des comptes auprès des IFR.

#	LEÇONS APPRISES
6	Les jeunes ayant un cycle d'activité court (aviculture) ou évoluant dans les maillons « transformation » ou « services » s'adaptent mieux au mécanisme de financement proposé et accèdent rapidement au crédit productif ; et sont plus aptes aux refinancements par les IFR via la convention avec la banque commerciale.
7	Le taux de déperdition enregistré entre la sortie de l'incubation des jeunes et la mise en place de l'entreprise des jeunes interpelle le Programme à procéder à une analyse objective assortie d'une stratégie visant à améliorer son système de suivi-accompagnement
8	Augmentation du nombre des crédits productifs en 2019 mais la performance d'octroi des crédits productifs par les IFR aux jeunes entreprises demeure faible
9	L'aversion du risque manifestée par les IFR pour le financement agropastoral des jeunes est très élevée. Il est crucial de toujours associer des outils de gestion multiformes des risques aux appuis non-financiers et financiers
10	Les problèmes particuliers rencontrés au sein des entreprises mises en place sur les maillons innovants ont amené le Programme à aborder en 2019 le montage des plans d'affaires des jeunes de manière spécifique
11	Retard dans la signature de l'accord de financement du financement 2 FIDA du PEA-Jeunes, ce qui a créé des tensions de trésoreries qui se sont répercutées sur les activités pendant les 04 derniers mois de l'année.
12	<i>Nécessité de mettre en place une véritable stratégie de business coaching en lieu et place du suivi accompagnement</i> Il s'agit d'une approche centrée plus sur les performances de l'entreprise du jeune que les indicateurs du PEA-Jeunes. Elle vise à mobiliser un Business coach pour chaque jeune entrepreneur pour assurer l'accompagnement sur toutes les questions liées à la gestion principalement dans les fonctions organisation, finance ; ressources humaines et marketing. Celui-ci est appuyé par un expert technique spécialisé qui s'occupe des questions plus pointues concernant la fonction technique et production.

V. DIFFICULTES RENCONTREES ET SOLUTIONS SUGGEREES

Le Programme a fait face à un nombre de difficultés. Les plus saillantes se résument comme ci-après :

N°	DIFFICULTES RENCONTREES
1	Persistance des difficultés de certains PIE de la catégorie 1 à être intégrés dans le dispositif La stratégie mise en œuvre afin d'affiner le ciblage en 2018 (monographie sommaire des bassins de production, densification des facilitateurs pour une meilleure couverture etc...) a permis d'identifier clairement des groupes de bénéficiaires investis économiquement dans les bassins mais qui n'ont ni expérience ni savoir-faire dans l'activité économique sollicitée. Une deuxième catégorie est constituée des jeunes ruraux ou non manifestant clairement une motivation pour la reconversion dans le monde agricole mais ne disposant d'aucune expérience avérée. Pour ces deux catégories, l'approche de formation à <i>cycles courts</i> du PEA-Jeunes ne permet pas d'assurer leur intégration pertinente dans le dispositif d'appui.
2	Faible demande du crédit productif par les jeunes (20% du portefeuille) due à (i) un accompagnement insuffisant en 2019 de jeunes dans leur relation avec les IFR (Business coach) et (ii) une maîtrise relative des IFR dans la gestion crédit agricole.
3	Absence de mobilisation des Fonds de Contre Parties constaté au cours de ces deux dernières années et qui ne permettent pas de couvrir les activités inscrites dans cette rubrique (0% entre 2018 et 2019 sur 659 545 979 F CFFA attendu) ;
4	Ressource humaine assez limitée pour assurer la qualité, la fiabilité, la traçabilité, la ponctualité de la collecte et analyse des données, ainsi que mener avec efficacité le S&E (Cf rapport auditeur, Rapport assistance du Consultant en S&E de 2017) ;
5	Climat socio-politique défavorable dans le Nord-Ouest et qui perturbe fortement les activités du Programmes dans toutes ses étapes (facilitation, incubation, suivi-accompagnement, ouverture des guichets des banques et opérations bancaires des PIE, suivi-accompagnement, etc.) et le déploiement du personnel technique.

N°	SUGGESTIONS
1	<p>Mettre en œuvre des stratégies de facilitation différenciées</p> <p>Il est urgent d'envisager une mise en œuvre des approches différenciées, orientées vers des cibles différentes, mobilisant des acteurs et des processus d'intervention différents afin de promouvoir l'émergence dans les bassins de production d'activités économiques pertinentes susceptibles de renforcer la dynamique économique dans les bassins de production au sein desquels les jeunes bénéficiaires des appuis sont installés</p>
2	<p>Structurer et opérationnaliser le dispositif d'immersion des PIE</p> <p>Face à la non intégration des PIE de la cohorte 1 au dispositif, la réponse envisagée sera de mobiliser en amont de la sélection des jeunes, un dispositif d'immersion efficace permettant en quelques semaines aux jeunes désireux de se positionner sur une activité économique, de bénéficier d'une première expérience au sein d'une entreprise « référente » au cours de laquelle il pourrait effectuer les premiers apprentissages de l'exercice de l'activité économique sollicitée, ce qui permettrait ensuite de valider son éligibilité aux appuis du Programme.</p>
3	<p>Intensifier un plaidoyer auprès de la partie gouvernementale en vue de la mobilisation des FCP de l'ordre de 10% de l'enveloppe budgétaire de chaque PTBA.</p>
4	<p>Renforcer le programme en ressources humaines, notamment en chauffeur, assistant comptable et l'unité de S&E ;</p>
5	<p>Etendre le ciblage géographique du Programme dans d'autres régions (Ouest, Sud-Ouest) en vue de contribuer à la recherche des solutions de retour à la paix et la stabilité dans les régions de crise.</p>

Les principaux défis pour l'année 2020 seront entre autres :

- 1) Formaliser et mettre en œuvre la stratégie de business coaching du Programme en capitalisant sur les leçons apprises de la démarche pilote développée au cours des 02 premiers cycles, et en internalisant les observations et recommandations issues aussi bien des concertations en interne que de la revue à mi-parcours et de la dernière mission de supervision de décembre 2019 ;
- 2) Affiner la stratégie de ciblage des jeunes en parcours créateur et développeur ;
- 3) Renforcer l'opérationnalisation du système de Suivi-évaluation à travers la participation de tous les acteurs impliqués et le recrutement des assistants en suivi-évaluation conformément aux recommandations de la dernière mission de supervision afin de rendre disponibles et cohérente toutes les données de mise en œuvre du Programme ;
- 4) Développer le partenariat avec d'autres interventions complémentaires ou du domaine de l'entrepreneuriat, en vue de porter à l'échelle le nombre, la qualité des appuis apportés et les impacts sur les jeunes ;
- 5) Accélérer le mécanisme de refinancement alternatifs des IFR avec la banque Société générale afin d'améliorer la performance du programme en matière d'octroi de crédits productifs ;
- 6) Systématiser la prise en compte de l'approche chaîne de valeur pour faciliter l'effet de levier des réalisations issues des exploitations agropastorales des jeunes lors de la mise en œuvre ;
- 7) Mettre en place la stratégie de remédiation des jeunes en difficultés afin de leur donner la possibilité de lever les goulots d'étranglement et de rendre viables leurs entreprises.

VI. CONCLUSIONS

Le PTBA 2019 visait plusieurs objectifs. En termes d'indicateurs globaux, les objectifs du PTBA 2019 étaient la création de 1380 Très Petites Entreprises, le développement de 110 Entreprises existantes et la création de 5 960 emplois. En termes de bénéficiaires, le PTBA 2019 visait la sensibilisation de 11 900 jeunes, l'orientation de 1 910 PIE vers les structures d'incubation où 1 810 seront incubés et la dotation de 1380 jeunes en kits d'installation, 110 en kits de développement et 475 autres en crédits productifs. S'agissant des actions à mener pour atteindre ces objectifs, 42 activités techniques étaient planifiées dont 13 à la composante A, 13 activités à la composante B, 07 activités à la composante C et 19 activités techniques à la composante D.

L'exécution du Programme PEA-Jeunes au cours de la période allant de janvier-novembre 2019 a été caractérisée par l'introduction nouvelles structures d'incubation satellites et le redimensionnement du suivi-accompagnement ainsi qu'une bonne mise en œuvre des recommandations de la revue à mi-parcours (décembre 2018) pour améliorer la qualité et le niveau de mise en œuvre des activités. De même, la proactivité de l'équipe fiduciaire a fortement soutenu la proactivité de l'équipe technique pour conduire ces différentes actions. Cette complémentarité a abouti à un taux global d'exécution de ces activités de 75,09% ; avec 90,90% ; 49,73% ; 77,03% et 75,49% respectivement pour les composantes A, B, C et D. Ainsi, la majorité des activités prévues a été exécuté et d'autres ont juste démarré et leur mise en œuvre en cours. Cette performance aurait pu s'améliorer si n'eurent été les tensions de trésorerie observées au second semestre de l'année.

Globalement, la performance d'exécution physique des activités techniques du PTBA 2019 au 31/12/2019 est de 75,09% avec une performance financière au 02 mars 2020 de 81,95%. La performance financière par rapport à la 1ère tranche du prêt FIDA (2000000-758) est de 98,04%. La performance financière par rapport à la ligne de base du projet (39,545 milliards de F CFA) est de 37,64%.

Sur le plan mise en œuvre, le Programme a poursuivi son partenariat stratégique et son partenariat opérationnel.

Pour ce qui est des activités externalisées aux partenaires stratégiques, signalons que leur mise en œuvre s'est poursuivie avec les partenaires techniques BIT et DID (jusqu'au terme de son mandat en Avril 2019). Le niveau d'avancement avec BIT a un changement sur la qualité de services opérationnels (conseillers d'entreprises PEA-Jeunes des URAC, facilitateurs, conseillers incubateurs, conseillers de suivi-accompagnement). Le partenariat avec MASHAV s'était arrêté en 2017 en dépit des négociations effectuées depuis le démarrage du Programme et le positionnement de la coopération israélienne comme co-financier. Une alternative conduite par une ressource humaine identifiée a aidé le PEA-Jeunes à conduire les actions prévues.

Pour ce qui est du partenariat opérationnel, les structures de facilitation, les structures d'incubation et dans une certaines mesures les institutions de financement rural (IFR), ont poursuivi avec satisfaction la collaboration avec le PEA-Jeunes en 2019. Elles ont permis de dérouler un nombre important d'activités avec des performances acceptables.

Ainsi s'agissant des activités menées, la facilitation a été conduite par 04 structures depuis 2016 à 2019. Elle a permis de toucher 8 257 personnes en 2019 (avec 5 339 hommes et 2 918 femmes, soit 35,34% de femmes), donnant un cumul de 23 228 personnes ont été sensibilisées dont 7 751 (33,37%) femmes et 15 477 (66,63%) hommes. Par rapport à l'objectif en fin de projet (25 200), cela correspond à une performance de 92,17% (données traçables).

L'incubation (renforcement des capacités) a été marquée par l'entrée en jeu de nouvelles structures de second ordre dites "structures satellites" de 2018 à 2019 pour porter à 15 le nombre de structures opérationnelles. Elles ont permis en 2019 d'incuber 1 533 Jeunes. Cet effectif donne à date une performance de 84,69% de l'objectif 2019. Sur la période 2015-2019, **3 121 jeunes PIE dont 1 945**

hommes et 1 176 femmes (37,68%) ont été incubés par le Programme, soit une performance de réalisation de 84,35% de l'objectif de fin du projet (3 729).

Concernant le financement des jeunes entrepreneurs agropastoraux, de **janvier à décembre 2019, 626 jeunes PIE ont reçu des appuis en Kits (d'installation et renforcement) pour un montant de 709 942 597 F CFA, ce qui fait une performance de 45,36% d'atteinte de l'objectif (1380). Un cumul 1332 jeunes ont eu accès aux kits d'une valeur de 1 620 659 770 F CFA, pour un cumul en financement (kits, apports personnels, crédits productifs) est de 1 996 781 756 F CFA F CFA de 2015-2019.**

Le suivi-accompagnement a été repensé. Des conseillers ont cédé place aux "business coaches" et des "experts techniques" rattachés à l'URAC viennent désormais en appui à la mission du PEA-Jeunes au niveau régional. Outre les 26 nouveaux conseillers de suivi-accompagnement recrutés et contractualisés en 2018, de nouveaux personnels (business coaches-72 personnes) et coachs principaux (15 personnes qui s'ajoutent aux 5 autres en fonction, soit un total de 19 conseillers principaux) ont été recrutés et sont en cours de contractualisation pour densifier l'équipe d'accompagnement de chaque jeune sorti de l'incubation. 1068 jeunes dont 610 hommes et 458 femmes ont été accompagnés en 2019.

En ce qui concerne le plan de passation des marchés 2019, 57 sur 73 marchés ont été réalisés, donnant un taux d'exécution physique du plan de passation des marchés 2019 de 57,81% et un taux de réalisation financière de 62,46%.

Le taux d'exécution des recommandations de la 4^{ème} supervision (revue à mi-parcours) s'élève à 64% au 31/12/2019.

S'agissant enfin du personnel du Programme, tous les postes sont pourvus et le personnel est effectivement en service. Le PEA-Jeunes et ses partenaires emploient globalement, 120 personnes, dont 92 hommes et 28 femmes (soit 23,33%).

Sur le plan financier, le taux d'exécution financière du PTBA au 31/12/2019 est de 81,95% sans engagement et avec prise en compte des justificatifs des dépenses rendu au 02 mars 2020.

Dans l'ensemble, il ressort une performance d'exécution des activités du PTBA 2019 (75,09%) qui est par rapport à la dynamique enclenchée depuis 2017. En dépit de cette performance d'exécution acceptable et au regard des résultats atteints, le bilan suivant les objectifs visés par résultat du PTBA 2019 est mitigé, comme résumée ci-après :

Tableau 43 : Bilan des objectifs/résultats du PTBA 2019

Objectifs visés	Réalisation	%	Sens efficacité
En termes d'indicateurs globaux			+/-
Création de 1 380 Entreprises agropastorales	626	45,36%	-
Renforcement de 75 Entreprises agropastorales en développement	0	0%	---
Création de 5 960 emplois	2 504	42,02%	-
En termes de bénéficiaires			+/-
Sensibilisation de 11 900 jeunes	8 257	69,38%	+
Orientation de 1 910 jeunes vers les structures d'incubation	1 963	102,77%	+++
Incubation de 1 810 porteurs d'initiatives économiques	1 533	84,69%	++
Octroi des kits d'incitation à 1 380 jeunes	626	45,36%	-
Octroi de 475 crédits productifs	102	21,47%	--

Le taux d'exécution technique est donc en deçà des performances des années antérieures parce que plusieurs activités prévues ont été exécutées soit partiellement, soit n'ont pu démarrer. C'est le cas des activités externalisées pour lesquelles il fallait payer des avances avant le démarrage, notamment le contrat d'incubation avec Wold Vegetable Center ; activité de SIG en Suivi-Evaluation, Etude d'effets du Programme ; Partage des résultats et acquis du système de S&E, bien d'autres contrats, etc. La

cause principale a été la tension de trésorerie du Programme au cours du second semestre 2019 avec l'épuisement des ressources de la 1^{ère} tranche du financement FIDA et la non mobilisation des ressources du 2^{ème} financement FIDA comme prévue ; le processus de contractualisation non achevé de plusieurs activités, etc.

Des leçons ont été tirées de cette performance mitigée et permettent d'anticiper sur les goulots d'étranglement qui retardent l'atteinte des résultats ci-dessus. Dans cette perspective, le Programme a mis l'accent sur le recrutement immédiat de nouvelles cohortes de jeunes devant entrer en incubation. Cela permettra une accélération du renforcement des capacités des jeunes en incubation. La procédure de finalisation des plans d'affaires au terme des sessions de CRV ou des avis techniques, connaît une accélération mais l'acceptation des plans d'affaires et son financement (mobilisation apport personnel, mise en place des kits, accès aux crédits) doivent être accélérés. Le mécanisme alternatif de refinancement des IFR opérationnel depuis novembre pourrait améliorer l'accès des jeunes aux crédits productifs.

Aussi, l'exécution du PTBA 2020 devra s'intensifier dès le démarrage de l'année avec un respect plus rigoureux des échéances des activités, afin d'accroître significativement le nombre d'entreprises à créer et ainsi permettre au programme d'atteindre une bonne performance en fin d'année en termes de résultats.

Nous remercions grandement le MINADER, le MINEPIA et le FIDA pour les ressources financières, les diligences apportées aux multiples sollicitations du PEA-Jeunes, pour l'assistance technique permanente et l'encadrement de son équipe technique qui aident l'équipe du programme à atteindre progressivement les résultats escomptés en fin de projet.

ANNEXES

Appendice 3 (bis) : Etat de mise en œuvre des recommandations de la mission de supervision du 26-11-2018 au 13-12-2018 au 31/12/2019

N°	Réf.	Domaine	Recommandation	Date buttoir	Responsables		Statut	Observation
					Dédié	Autres		
1	51	Exécution technique	Revoir les contrats de la facilitation ; mettre fin aux campagnes de sensibilisation et se concentrer sur un ciblage des jeunes sur la base des connaissances des bassins déjà acquises depuis le démarrage.	09/01/19	SPIF	SPM, SDE, CN	100 %	La démarche de facilitation a été revue et les campagnes de sensibilisation ont été supprimées du cahier des charges des ONG de facilitation. Celles-ci ont été remplacées par des actions de communication ciblées en direction des associations, organisations et groupements susceptibles de faciliter l'identification et la mobilisation de jeunes répondant aux critères qualitatifs d'éligibilité.
2	51	Exécution technique	Les ONG doivent chercher appuis auprès des Collectivités territoriales décentralisées (CTD), Services techniques décentralisés (STD) y compris services de la FPE, OP, OSC..., pour identifier et accompagner les jeunes durant toutes les phases du programme (parrainages des jeunes par des OP, ONG, OSC, ... à rechercher dès le début de la phase facilitation) puis documenter et suivre les différentes démarches à ce sujet par le Programme..	Continu	SPIF		100 %	La méthodologie de facilitation a été revue pour intégrer cette recommandation dans l'approche d'intervention du Programme, Par la suite, un atelier de partage et d'appropriation de la nouvelle méthodologie a été organisé en février 2019. La coordination en collaboration avec les URAC assurent un coaching en permanence et le contrôle qualité de la mise en oeuvre des activités.
3	52	Exécution technique	Améliorer les ateliers de manifestations d'idée, diagnostic, orientation professionnelle.	Continu	SPIF	CN, SDE	100 %	Dans le cadre de la révision de la méthodologie de facilitation, la journée dédiée aux ateliers de manifestation d'intérêt a été supprimée et remplacée par des actions d'accompagnement BtoB conduites par le facilitateur auprès des jeunes/groupes de jeunes restreints dans les bassins de production. Cette démarche favorisant les contacts entre le le facilitateur et le PIE dans l'environnement de mise en œuvre du projet permet au facilitateur d'affiner l'information sur le jeune (compétences réelles et ressources mobilisables pour le projet) et ainsi de produire une information plus pertinente au terme du diagnostic et de mieux orienter les jeunes. Un atelier de renforcement des capacités des facilitateurs a été organisé pour leur permettre d'améliorer leur capacité à utiliser les outils du BIT (TRIE) pour l'appui à la manifestation d'intérêt des jeunes

N°	Réf.	Domaine	Recommandation	Date buttoir	Responsables		Statut	Observation
					Dédié	Autres		
4	54	Exécution technique	Améliorer le ciblage catégoriel afin de mieux adapter les contenus de formation aux groupes de jeunes PIE.	10/01/19	SPIF	CN, SDE	100 %	Une amélioration de la catégorisation des jeunes a été effectuée et a permis de différencier encore plus les parcours d'incubation. Dans ce sens, (i) un nouveau parcours de 5 semaines taillé sur mesure pour les Catégories 2 disposant déjà d'une formation technique a été conceptualisé et est en cours d'implémentation dans au moins 3 structures d'incubation. (ii) un modèle spécifique pour les jeunes sans expérience professionnelle a également été conçu incluant un séjour prolongé sur le site d'incubation dans le cadre de l'exploitation de parcelles productives (formation-action) sur une durée minimum d'un an. Ce modèle est en cours d'expérimentation au pôle maraîcher de Lable. (iii) une approche spécifique pour les entreprises innovantes, les entreprises de services intégrant des outils digitaux est en cours de conceptualisation. L'appui de la "Fondacion Capital" est en cours de mobilisation pour accompagner le Programme sur ce volet. Une première cohorte test est en cours de recrutement et sera incubée au premier trimestre 2020.
5	54	Exécution technique	Différencier les programmes de renforcement des capacités des jeunes par rapport aux complexités et exigences techniques des maillons dans lesquels le projet du jeune s'inscrit, et offrir ainsi quatre filières/métiers : (i) Production, (ii) Transformation ; (iii) Métiers Connexes et Prestation de Services ; (iv) Innovation.	10/01/19	SPIF	CN, SDE	100 %	L'approche d'intervention du Programme à la base a été revue pour permettre aux facilitateurs de mieux exécuter les activités. Afin d'être plus efficace, le PEA-Jeunes a procédé une évaluation des besoins des facilitateurs. Cette évaluation a permis d'identifier deux axes majeurs de renforcement des capacités des facilitateurs à savoir (1) le ciblage et (2) la maîtrise des outils d'appui à la manifestation d'intérêt des jeunes. Un recyclage des facilitateurs a été organisé avec la collaboration du BIT pour leur permettre de mieux utiliser l'outil TRIE pour la manifestation d'intérêt, et un coaching a été organisé auprès des superviseurs des ONG pour recadrer les objectifs du Programme en matière de ciblage. Ces actions ont permis d'améliorer les compétences des facilitateurs pour mieux adresser les objectifs du PEA-Jeunes. Ainsi, la facilitation plus ciblée a permis de faire émerger les idées de projets entrant dans 04 filières/métiers, notamment: (i) Production, (ii) Transformation ; (iii) Métiers Connexes et Prestation de Services ; (iv) Innovation.

N°	Réf.	Domaine	Recommandation	Date buttoir	Responsables		Statut	Observation
					Dédié	Autres		
6	54	Exécution technique	Les ONG doivent continuer à améliorer les compétences de leurs facilitateurs qui pour certains n'ont qu'une expérience limitée dans le domaine (facilitation).	Continu	SPIF		100 %	L'approche d'intervention du Programme à la base a été revue pour permettre aux facilitateurs de mieux exécuter les activités. Afin d'être plus efficace, le PEA-Jeunes a procédé une évaluation des besoins des facilitateurs. Cette évaluation des besoins a permis d'identifier deux axes majeurs de renforcement des capacités des facilitateurs à savoir (1) le ciblage et (2) la maîtrise des outils d'appui à la manifestation d'intérêt des jeunes. Un recyclage des facilitateurs a été organisé avec la collaboration du BIT pour leur permettre de mieux utiliser l'outil TRIE pour la manifestation d'intérêt, et un coaching a été organisé auprès des superviseurs des ONG pour recadrer les objectifs du Programme en matière de ciblage. Ces actions ont permis d'améliorer les compétences des facilitateurs pour mieux adresser les objectifs du PEA-Jeunes.
7	55	Exécution technique	Encadrer les projets d'innovation dans le cadre d'un parcours spécifique mieux organisé.	Continu	SPIF	CN, SDE	90 %	Le Programme a amélioré ses curricula pour prendre en compte les domaines de la transformation, des métiers connexes et prestation de services (Cf. recommandations 54). La durée en incubation des jeunes dans ces maillons est revue pour adapter leur besoin en renforcement de capacité à leur activité économiques (Easy drink, charcuterie, etc.). Signalons que le Programme réfère systématiquement les jeunes d'une région à une autre pour bénéficier d'une formation spécialisée afin d'adresser les besoins spécifiques de renforcement des capacités lorsque la SIE n'existe pas dans la région du Jeune (cas de la transformation). Des réflexions sont permanentes pour continuer d'adapter les projets d'innovation dans un parcours spécifique, plus structuré, plus organisé et qui répond aux besoins des jeunes en termes de renforcement des capacités entrepreneuriales et besoins économiques pour ceux déjà opérationnels
8	56	Exécution technique	Ne plus organiser en facilitation, l'atelier de manifestation d'intérêt d'une journée (qui s'avère trop court pour atteindre les objectifs fixés) mais passer directement à l'étape de diagnostic de la situation de référence du jeune.	Continu	SPIF		100 %	La méthodologie de la facilitation a été revue en accord avec l'expertise du BIT et a abouti à la suppression de l'étape d'atelier e manifestation d'intérêt. Il a été remplacé par des entretiens BtoB avec les jeunes dans leurs bassins, conformément à la méthodologie TRIE. L'ANO du FIDA a été obtenu sur cette nouvelle méthodologie et dans le cadre de l'atelier de renforcement des capacités des facilitateurs, l'accent a été mis sur l'appropriation de

N°	Réf.	Domaine	Recommandation	Date buttoir	Responsables		Statut	Observation
					Dédié	Autres		
								cette démarche d'appui à la manifestation d'intérêt en BtoB. Une appréciation de cette nouvelle démarche sera faite en fin d'année 2019.
9	56	Exécution technique	Revoir les outils d'intervention du facilitateur pour leur adaptation et l'intégration de certains supports du TRIE lors du diagnostic.	30/03/19	SPIF		100 %	La méthodologie de facilitation a été revue avec revus des outils pour intégrer cette recommandation dans l'approche d'intervention du Programme. Par la suite un atelier de partage et d'appropriation de la nouvelle méthodologie a été organisée en février 2019, avec la participation des ONG de facilitation.
10	57	Exécution technique	Affiner le diagnostic des parcours des jeunes pour éviter de ramener en parcours créateur des jeunes méritant d'être pris en compte en parcours développeur (considérer comme indicatif le coût moyen de 3 millions par projet) et en fonction des spécificités des projets d'entreprises, permettre que le coût puisse être supérieur à cette moyenne sans toutefois dépasser un montant de 5 millions.	Continu	SDE	SPIF	100 %	La fiche et la méthodologie de diagnostic ont été réaménagées et les acteurs (facilitateurs, PF incubation, personnes ressources plan d'affaires, IFR) suffisamment sensibilisés et renforcés à cette nouvelle démarche. Des résultats palpables ont pu être constatés sur la meilleure qualité des plans d'affaires produits aux cohortes 6 et 7.
11	58	Exécution technique	Considérer les 10 filières porteuses retenues dans le DCP, de même que les métiers connexes, éligibles dans tous les bassins	30/03/19	SPIF	RSE	100 %	Le PEA-Jeunes a organisé en janvier 2019 avec la participation des partenaires de mise en oeuvre, un atelier d'internalisation et de partage des conclusions et recommandations de la RMP. Une note d'information a été discutée avec les structures de facilitation sur les filières désormais éligibles par bassin, puis les CRV ont été sensibilisés sur ces orientations qui modifient les dispositions antérieures. Désormais, les 10 filières porteuses retenues dans le DCP sont éligibles dans chaque bassin, de même que leurs métiers connexes, à l'exception de la filière poivre ouverte uniquement dans le bassin du Moungo et exceptionnellement dans la région du Centre pour le cas du Poivre des forêts.
12	58	Exécution technique	Organiser une journée au début de chaque session de renforcement des capacités en incubation, à laquelle assisteront les représentants de l'ONG, Structures d'Incubation, IMFet au cours de laquelle, les facilitateurs ONG passeront le relais aux formateurs et CE de la SIE. L'occasion sera	Continu	SPIF		100 %	Des orientations ont été formellement données aux SIE pour systématiser l'organisation de cette journée de lancement officiel de l'incubation. Une note de cadrage a été élaborée à cet effet et partagée avec les SIE sous l'appui des conseillers URAC dans le cadre des activités d'encadrement du démarrage de l'incubation pour les cohortes 6.2 puis 7. A cette journée participent effectivement les représentants d'ONG, des structures

N°	Réf.	Domaine	Recommandation	Date buttoir	Responsables		Statut	Observation
					Dédié	Autres		
			donnée au jeune de se présenter et présenter son idée de projet.					d'incubation, les IFR, les conseillers de suivi-accompagnement pour prise en main par ces derniers et les formateurs des incubateurs. Les enseignements tirés de la phase "pilote" de ces activités seront tirés pour améliorer la mise en œuvre de cette activité.
13	58	Exécution technique	Valider les filières additionnelles répertoriées par la CNCG en fonction de l'offre d'incubation et du marché potentiel	02/01/19	SPIF		100 %	Une note d'information a été discutée avec les structures de facilitation sur les filières désormais éligibles par bassin. Les CRV ont été sensibilisés sur ces orientations qui modifient les dispositions antérieures. Dans le cadre de la facilitation toutes les filières sont désormais éligibles dans tous les bassins du Programme à l'exception de la filière poivre qui est ouverte uniquement dans le bassin du Moungo et exceptionnellement dans la région du Centre pour le cas du Poivre des forêts.
14	58	Exécution technique	Mieux planifier et organiser le passage de la phase 'Facilitation' à la phase 'Incubation' pour (i) donner plus d'assurance aux jeunes dans leur initiative; (ii) éviter les abandons ou retards de démarrage de l'incubation ; (iii) éviter de perturber le déroulement des différentes sessions de formation.	Continu	SPIF	SPM, RAF	100 %	Une planification opérationnelle plus cohérente des activités a été élaborée et partagée avec tous les acteurs et un suivi régulier des activités de facilitation et d'incubation est effective au niveau des URAC avec l'appui de la coordination. Des activités post-CRV ont été identifiées et intégrées dans le contrat des ONG de facilitation et les URAC encadrent la mise en œuvre de ces activités dans le cadre de la préparation de l'entrée en incubation des PIE avec effet sur les jeunes de la cohorte 7.
15	58	Exécution technique	Considérer les produits de niche et de spécialité éligibles sur la base d'une analyse du potentiel du marché et de la viabilité du business model envisagé par le jeune.	20/10/19	SDE	SPIF	Non entamé	Une analyse des chaînes de valeur a été amorcée en 2019 en s'appuyant sur les informations remontées par le dispositif de suivi-accompagnement et a permis d'identifier certaines activités économiques telles que la production de jus de fruits instantanés (Concept Easydrink), la production maraichère pour des marchés de niche. Ces deux produits de niches ont été pris en considération dans le ciblage en 2019 et le processus d'incubation est en cours comme test de cette nouvelle approche.
16	61	Exécution technique	Revoir entièrement le concept de SA et les profils des CSA pour que cet accompagnement puisse donner les moyens au promoteur de faire face aux changements économiques, sociaux, etc. liés à la mise en route ou à la diversification de son activité et permettre au JEA de réussir durablement son projet	Continu	SDE	FIDA	70 %	La nouvelle stratégie de business coaching a été élaborée, en tenant compte de l'intervention des deux acteurs que sont le coach et l'expert technique spécialisé. Le recrutement d'une équipe de coachs au profil plus adéquat a été effectué. Les projets de contrats de business coaching ont été soumis en DNO. L'ANO a été obtenu après intégration des différentes observations du FIDA. Une session de lancement technique ainsi que le renforcement des

N°	Réf.	Domaine	Recommandation	Date buttoir	Responsables		Statut	Observation
					Dédié	Autres		
			d'entreprise en toute autonomie avec un partenariat durable entre lui et les agents qui l'accompagnent.					coachs et experts sur la nouvelle démarche est prévue avant le lancement de l'activité. Cette session n'a pas abouti du fait des contraintes de trésorerie du Programme. Elle se tiendra en 2020.
17	61	Exécution technique	Procéder à l'évaluation formelle de l'approche d'incubation prévue par le DCP et appliquée depuis 2017 en termes de contenus, méthodes, etc. sur la base des outils développés par le BIT et le guide d'intervention développé par l'équipe du Programme	30/06/19	SDE	SPIF, SFR	100 %	Une évaluation de l'approche d'intervention telle que prévue par le DCP et appliquée depuis 2017 en termes de contenus, méthodes, etc. a eu lieu dans le cadre de la première séquence d'incubation de 2019. Les contenus et méthodes de formation ont été réaménagés. L'évaluation a fourni des ingrédients pour la révision du guide d'incubation qui va intégrer aussi le business coaching. La recommandation est exécutée.
18	62	Exécution technique	Introduire la remédiation et recenser les JEA dont les entreprises sont en difficulté du fait d'un accompagnement insuffisant ; puis produire un rapport détaillé sur leur situation (les URAC procèdent à leur recensement et produisent un rapport détaillé sur leur situation).	30/03/19	SDE	SPIF, SPM, SFR	15 %	Un travail de recensement est actuellement en cours auprès des URAC pour avoir la situation nette des jeunes en difficulté
19	62	Exécution technique	Mettre en place un Comité d'experts indépendants approuvés par la cotutelle et le FIDA pour effectuer une réévaluation des plans d'affaires des Jeunes en difficulté et proposer des mesures de remédiation au cas par cas.	20/10/19	SDE	SFR, SPM, RAF, SPIF, CN	15 %	Les TDR dudit comité ont été élaborés. Ils seront soumis au FIDA avant la fin du mois d'octobre ainsi que le recours pour la composition du comité et le début effectif de cette activité
20	63	Exécution technique	Etablir pour chaque jeune ayant terminé son plan d'affaires, un plan d'accompagnement qui tienne compte aussi bien de la période d'attente que de celle de mise en œuvre de son projet	Continu	SDE		100 %	Les plans d'accompagnement ont été élaborés. Les coachs principaux ont été formés sur la nouvelle approche. En outre, il est prévu que l'implémentation soit assurée par les business coachs. Les contrats de business coaching sont en cours de finalisation.
21	62-63	Financement des entreprises	Mettre en place des conditions spécifiques pour les projets de transformation et les projets innovants (taux de subvention) avec un effet rétroactif pour rattraper des dossiers avec des difficultés de financement des précédentes cohortes	24/09/19	SFR	SDE, FIDA	Non entamé	

N°	Réf.	Domaine	Recommandation	Date buttoir	Responsables		Statut	Observation
					Dédié	Autres		
22	66	Exécution technique	Adopter un processus d'assurance qualité rigoureux qui intègre systématiquement les structures techniques chargées de la Formation Professionnelle, des PME et les feedbacks des jeunes bénéficiaires du programme.	31/03/19	SPIF	SDE	50 %	Une première ébauche du processus d'assurance qualité a été élaborée au niveau de l'UNAC et partagée avec les SIE dans le cadre de l'atelier préparatoire au démarrage de l'incubation des PIE de la cohorte 7. Une première évaluation de ce processus sera faite au terme de la première séquence d'incubation des PIE de la cohorte 7, elle sera améliorée par le consultant chargé de procéder à l'évaluation du parcours d'incubation qui définira en collaboration avec le PEA-Jeunes un mode opératoire plus performant et intégrant les structures chargées de la formation professionnelle, des PME et les feed-backs des jeunes. Des contrats en vue d'un partenariat avec les structures techniques chargées de la Formation Professionnelle au MINADER/MINEPIA sont avancés. La démarche finalisée sera mise en application pour les cohortes 8,9 voire 10.
23	67	Exécution technique	Mettre en place un processus d'homologation des structures d'incubation (prévu dans la loi sur les PME) avec les instances de tutelle technique afin de se rassurer que les structures d'incubation répondent aux normes attendues pour des structures engagées dans l'encadrement et la formation des jeunes.	30/06/19	SDE	SPIF, CN	50 %	Les TdR pour la mise en place d'un processus d'homologation tenant compte de la loi sur les PME mais surtout des principes guidant l'homologation des contenus de formation et d'appui à l'insertion du MINADER et du MINEPIA ont été élaborés. La participation du Programme au World Incubation Summit à Doha au Qatar permettra un partage d'expérience et une meilleure appropriation des critères d'évaluation des incubateurs qui seront pris en compte dans le processus d'homologation. Par ailleurs, une mission du Programme à la Maison de l'Entreprise au Burkina Faso a permis d'être sensibilisés à une démarche de certification des Coachs qui pourra être intégrée dans la méthode globale d'homologation sur le maillon aval de l'incubation. Cette activité est en cours et connaîtra son aboutissement sur un processus pouvant aller à 02 ans.
24	68	Exécution technique	Revoir les plans de renforcement des capacités des SIE en cours et à venir pour faire ressortir la vision de pérennisation des activités d'incubation dans le long terme.	30/03/19	SPIF	CN,SPM, RAF, SDE	40 %	Un pool de consultants a été recruté et le mandat leur a été confié d'élaborer les plans de développement stratégiques des SIE du dispositif pilote. Lesdits plans de développement stratégiques intègrent une présentation de la stratégie d'intégration et de pérennisation des dispositifs d'incubation au sein des centres de formation agropastoraux. A date, les plans de développement stratégiques des 5 SIE "pilotes" ont été élaborés/actualisés.

N°	Réf.	Domaine	Recommandation	Date buttoir	Responsables		Statut	Observation
					Dédié	Autres		
25	78	Exécution technique	Se référer aux dispositions du DCP qui prévoit la possibilité de libérer l'apport personnel non seulement en numéraire mais aussi en nature	22/10/19	SFR	CE-URAC, CS-A, RAF	100 %	Cette disposition bien que mise en œuvre avant 2018, a connu une accélération au lendemain de la RMP intervenue en décembre 2018. Elle est systématiquement prise en compte pendant le montage des plans d'affaires en structure d'incubation, au regard de la situation (diagnostic) de chaque jeune.
26	81	Exécution technique	Analyser les coûts des projets des PIE en s'assurant de ne pas compromettre la vision du jeune et en tenant compte de la complexité de l'entreprise, des investissements nécessaires et de l'environnement des affaires dans lequel l'entreprise envisagée évoluera.	05/01/19	SFR	SDE, SPIF	100 %	Depuis la revue à mi-parcours, cette préoccupation est prise en compte de manière continue, notamment dans la nouvelle approche d'incubation (après évaluation des pratiques prévues dans le DCP et mises en œuvre de 2015 à 2017). Le coaching d'élaboration des plans d'affaires a également mis l'accent sur la vision du jeune, la nature du projet et les investissements nécessaires ainsi l'environnement dans lequel évolue le jeune.
27	81	Financement des entreprises	Apporter de la souplesse dans les conditions du dispositif de financement des entreprises pour mieux s'adapter à la réalité des situations (dégressivité de la subvention, révision du plafond) applicable dès la cohorte VI,	10/01/19	SFR	DID, CN	100 %	Cette souplesse est apportée dans les structures d'incubation lors du renforcement des capacités et lors du montage des plans d'affaires.
28	38	Exécution technique	Procéder à la redéfinition du mandat des CRV qui passeront d'un rôle de validation des dossiers issus des étapes du processus d'incubation à un rôle de contrôle du respect des procédures et de vérification de la qualité des appuis reçus par les cohortes sortantes (respect des « normes de qualité, étudier les dossiers en remédiation et valider les mesures proposées à l'endroit du jeune)	30/06/19	CN	FIDA	Non entamé	
29	81	Financement des entreprises	Impliquer davantage l'IFR en amont de l'ouverture des comptes des jeunes et établir une relation plus forte avec les Conseillers de Suivi-Acompagnement	15/01/19	SFR	CN	100 %	Depuis 2019, le PEA-Jeunes a amélioré le niveau de collaboration avec les IFR, en les impliquant davantage de la mise en relation lors de l'incubation, à la présentation du plan d'affaires et aux facilités d'ouverture de compte par les jeunes. Cette relation se perfectionne au fil du temps. Egalement, les conseillers de suivi-accompagnement (coach) qui prend le relais en incubation a une relation plus formelle, plus étroite avec l'URAC et et l'IFR pour assurer les relations d'affaires du Jeune. Cette relation accroît la

N°	Réf.	Domaine	Recommandation	Date buttoir	Responsables		Statut	Observation
					Dédié	Autres		
								crédibilité du jeune auprès de l'IFR en matière de suivi de l'entreprise et peut contribuer à l'accélération de l'obtention du crédit productif.
30	83	Exécution technique	Renforcer les capacités des IFR dans le domaine de l'entrepreneuriat agricole	15/01/19	SFR	CN, RAF, SPM	100 %	Le renforcement des capacités des IFR est continu. Notamment, les IFR ont reçu des formations en financement agricole, en gestion des risques, en procédures de financement avec le PEA-Jeunes.
31	83	Exécution technique	Accorder un appui aux IFR pour recruter des chargés de crédit consacrés principalement à la clientèle des jeunes entrepreneurs agricoles (avec une prise en charge dégressive du PEA-Jeunes sur deux ans) afin de mieux suivre les dossiers des jeunes entrepreneurs	15/01/19	SFR	CN, RAF, SPM	85 %	Il était prévu cette prise en charge dans le cadre du PTBA 2019. La mise en place de cette disposition a été retardée par la mise en œuvre tardive du mécanisme de refinancement alternatif des IFR, avec la banque Société Générale. Cependant, la prise en compte des charges du suivi des crédits productifs est effective cela à partir du mois d'octobre 2019,
32	84	Exécution technique	Négocier un partenariat et les règles de gestion pour le mécanisme de refinancement des IFR avec la banque ayant répondu à l'appel à proposition (Société Générale).	30/03/19	SFR	CN, SPM, RAF	100 %	Dans le cadre de ce partenariat avec la société Générale, les négociations ont été engagées et ont abouti à la signature d'une convention le 24/04/2019. Des comptes sont ouverts à la SG. Le processus d'ouverture des comptes est continu par les IFR. Le virement du compte d'opérations est effectif depuis septembre 2019. Il reste à virer les fonds pour le compte de placement et le fonds de couverture de risque. Un suivi auprès des IFR et des jeunes permettra d'apprécier le niveau de refinancement réalisé.
33	89	Exécution technique	Finaliser l'élaboration des textes, la mise en place et le fonctionnement des 4 réseaux régionaux et du réseau national	30/04/19	SDE	CN, SPIF	100 %	Les textes du Réseau ont été finalisés par le Comité restreint et les délégués des bassins et des régions pour la mise en place du réseau national sont en cours de désignation. L'Assemblée Générale du Réseau est prévue pour début décembre
34	89	Exécution technique	Définir les activités à réaliser par le PEA-Jeunes dans le cadre du plan d'appui à la normalisation et les mettre en œuvre	25/02/19	SDE	CN	100 %	Les activités ont été bien définies sur la base des propositions faites par l'étude qui a été menée avec l'appui du BIT. La mise en œuvre a commencé par une session de formation des formateurs techniques sur la prise en compte des aspects qualités dans la formation des jeunes et un partenariat est en cours de négociation avec le COLEACP pour la certification des formateurs et l'appui à la certification de certains produits des jeunes
35	90	Exécution technique	Faire le plaidoyer auprès des directions en charge de la Formation au MINADER et au MINEPIA pour une meilleure appropriation de	Continu	SPIF	CN, RAF, SPM	80 %	Un groupe de travail a été mis en place pour procéder à l'élaboration d'un cadre de référence pour l'incubation d'entreprises agropastorales. Les guides d'intervention ont été revus. Ces guides sont en cours de finalisation avec les

N°	Réf.	Domaine	Recommandation	Date buttoir	Responsables		Statut	Observation
					Dédié	Autres		
			l'incubation dans les parcours de formation des jeunes					contributions du MINADER pour une adoption définitive par les Directions en charge de la Formation au MINADER et au MINEPIA. L'adoption interviendra d'ici décembre 2019
36	90	Exécution technique	Suivre la validation du plan de réformes résultant de l'enquête EESE et son adoption par le gouvernement	Continu	SDE	CN	95 %	Des sessions du groupe de travail ont été organisées dans le but de finaliser et valider les rapports de l'enquête EESE ainsi que le plan de réforme. Une feuille de route a aussi été établie pour son adoption par le gouvernement et la proposition d'un projet de loi d'orientation du secteur agropastoral. La réaction du Gouvernement est attendue.
37	90	Exécution technique	Amorcer la mise en place du réseau des entreprises référentes	Continu	SDE	CN	Non échu	
38	90	Coordination	Clarifier le rôle du personnel des URAC vis-à-vis des chefs de composante de l'UNAC	26/04/19	CN		Non entamé	
39	101	Coordination	Formaliser le poste de Chef d'Unité et de le considérer officiellement comme équivalent à un poste de Chef d'Antenne (leurs contrats, termes de références et traitement salarial devront être revus en conséquence (sur la base de la grille approuvée par le FIDA en date du 23 avril 2014).	15/01/19	CN	RAF, SPM	67 %	Le poste de Chef d'Unité a été formalisé et est considéré dorénavant comme équivalent à un poste de Chef d'Antenne. Le traitement salarial est effectif, conformément à l'Avis de non objection du FIDA.
40	114	Suivi-évaluation (SE)	Passer à un système SGBD en ligne afin de contourner les contraintes de dépendance entre acteurs consécutifs de la chaîne de collecte de données, avec à la base, des critères d'intégrité à l'entrée pour limiter les doublons des identités	22/12/19	RSE	SPM, CN	50 %	Le Programme avait sollicité le 27/02/2019 une DNO sur les termes de référence et la contractualisation directe avec le consultant ayant accompagné l'unité S&E dans le SGBD sous Access. Après l'avis favorable du FIDA du 27 juin 2019, une autre DNO a été introduite au FIDA en septembre 2019, cette fois sur les propositions technique et financière ainsi que sur le projet de contrat de service avec le consultant. L'avis du FIDA (08 novembre) autorisant le PEA-Jeunes à conduire cette importante activité de développement et de migration des outils et contenus du Système de Gestion de la Base de Données en ligne, sera d'une grande utilité pour la gestion des données en temps réel, l'assurance qualité et de crédibilité de l'information générés par le S&E du PEA-Jeunes. A cause de l'indisponibilité du consultant et de la mission

N°	Réf.	Domaine	Recommandation	Date buttoir	Responsables		Statut	Observation
					Dédié	Autres		
								de supervision du PEA-Jeunes, cette activité démarrera en janvier 2020.
41	125	Gestion financière	Se conformer aux dispositions de l'accord de financement en ce qui concerne la mobilisation des fonds de contrepartie et la transmission des PTBA au FIDA.	Continu	RAF	CN	Non échu	
42	126	Aspects fiduciaires	Prendre des dispositions pour : (i) finaliser les évaluations et renouveler les contrats dans les plus brefs délais et (ii) mettre les dossiers du personnel à jour.	30/03/19	RAF	CN, AD/Sec.	100 %	Suite à la RMP, le personnel dont les contrats étaient à terme ont été évalués. Le renouvellement des contrats pour l'année 2019 a eu lieu. En 2019, les contrats arrivés à terme ont été renouvelés suite à une évaluation satisfaisante. Néanmoins, quelques réserves émises vont être suivies et c'est au terme de la prise en compte des observations formulées que certains contrats pourraient se renouveler. Le dossier du personnel est également mis à jour et classé.
43	127	Gestion du personnel/ Besoin en personnel	Recruter: 1 assistant comptable au niveau de la CNCG, 5 Assistants de Suivi-Évaluation pour la CNCG et les URAC, et 4 chauffeurs pour les nouveaux véhicules des URAC.	Continu	CN	RAF, SPM, RSE	25 %	Les termes de référence pour le recrutement du personnel assistant ont été élaborés (S&E et comptable). Toutefois, l'évolution de la compréhension de ces recommandations avec le FIDA commandent de patienter.
44	130	Aspects fiduciaires	Finaliser la mise à jour du manuel de procédure Administrative, Comptable et Financière	26/04/19	RAF	Personnel PEA-Jeunes	100 %	Le Manuel des Procédures Administrative, Comptable et Financière a été finalisé avec l'appui du consultant et de l'équipe FIDA. Il a reçu l'ANO du FIDA et est appliqué depuis le premier trimestre de l'année.
45	130	Gestion financière	Améliorer la qualité des pièces justificatives afin d'éviter les dépenses non éligibles par un coaching permanent du personnel URAC et du personnel des structures en charge des aspects fiduciaires	Continu	RAF	Comptable	100 %	un atelier de partage des nouveaux principes fiduciaires a été organisé en mars 2019 avec tous les partenaires opérationnelles du Programme. Un autre atelier portant sur l'évaluation de l'appropriation de ces principes par les acteurs de mise en œuvre a été organisé en juin 2019. Les URAC ont accompagné les partenaires régionaux dans la mise en œuvre des directions, ce qui a conduit à l'amélioration de la qualité des pièces justificatives au niveau de chaque région.
46	130	Gestion financière	Réduire les délais de transmission des pièces justificatives des URAC à la CNCG	Continu	RAF	Comptable	100 %	Les délais de transmission des pièces justificatives ont été suffisamment réduits avec la mise en place du système de transmission hebdomadaire des bases des URAC et la remontée mensuelle des pièces justificatives des structures d'incubation.

N°	Réf.	Domaine	Recommandation	Date buttoir	Responsables		Statut	Observation
					Dédié	Autres		
47	131	Contrôle interne	Former le personnel utilisateur du logiciel Tom2Pro sur l'utilisation optimale dudit logiciel	31/12/19	RAF	CN	100 %	Le RAF et la comptable ont participé au séminaire de formation à l'utilisation optimale du logiciel Tom2pro organisé par le CIFOP du 29 juillet au 16 Août 2019. Après le recrutement de l'assistant comptable, une autre session de formation est prévue pour le personnel d'appui par le consultant local.
48	134	Aspects fiduciaires	Accélérer la réallocation afin de pallier le dépassement de catégories.	22/03/19	RAF	CN, personnel PEA-Jeunes	100 %	Le document de réallocation à été préparé, discuté par tous les acteurs et envoyé au FIDA pour approbation
49	137	Aspects fiduciaires	Mobiliser la deuxième tranche du financement du prêt FIDA	Continu	RAF	CN	63 %	Le PEA-Jeunes a initié la procédure à travers la documentation sur le niveau d'exécution du Programme et les résultats obtenus. Des pourparlers ont ensuite eu lieu entre le FIDA et le Gouvernement (MINEPAT, MINADER, MINFI) et le Comité National de la Dette, lesquels ont permis de solliciter officiellement la Présidence de la République pour le Décret d'habilitation, devant permettre au MINEPAT de signer avec le FIDA l'Accord pour la 2ème tranche de financement du prêt FIDA. Ce Décret d'habilitation reste attendu.
50	138	Aspects fiduciaires	Prendre des mesures incitatives afin d'amener les jeunes à solliciter le crédit	Continu	SFR	RAF	Non échu	
51	140	Contribution des bénéficiaires	Prendre en compte les apports en nature des jeunes bénéficiaires des appuis du PEA-Jeunes dans la comptabilisation des contributions des bénéficiaires	Continu	RAF	SFR, CE-URAC, C-SA	Non échu	
52	142	Aspects fiduciaires	Procéder avec plus de rigueur aux contrôles des pièces justificatives avant toute soumission en DRF	Continu	RAF		100 %	L'analyse des pièces justificatives est désormais faite à plusieurs niveaux (structures, URAC et CNCG) et c'est après validation de ces pièces justificatives au niveau de la CNCG (Comptable et RAF) que les montants justifiés sont demandés en remboursement dans la DRF. Tous les DRF sont acceptés, ce qui témoignent de la qualité des documents soumis et de la rigueur dans l'analyse en amont.
53	142	Aspects fiduciaires	Veiller dans les plus brefs délais à la justification du montant total de 30 730 120 FCFA des avances présentées en remboursement faute de quoi elles seront considérées comme des dépenses non-éligibles	26/06/19	RAF	CN	100 %	Toutes les pièces justificatives pour les 30 730 120 F CFA en question ont été produites et envoyées au FIDA.

N°	Réf.	Domaine	Recommandation	Date buttoir	Responsables		Statut	Observation
					Dédié	Autres		
54	144	Aspects fiduciaires	Finaliser les TdR de l'audit 2018 et les transmettre au FIDA pour l'obtention de l'ANO dans le plus bref délai.	26/02/19	RAF		100 %	Les termes de référence pour l'audit 2018 encours de préparation avaient été finalisés dans les meilleurs délais et avaient reçu l'ANO du FIDA. Le Cabinet OKALA AHANDA a procédé en mai 2019 à l'audit des comptes 2018 du projet. Le draft du rapport de mission a été discuté avec le personnel et le rapport d'audit soumis au FIDA avant le 30 juin 2019.
55	137-156	Passation des marchés	Intégrer tous les contrats d'experts individuels dont le montant est inférieur ou égal à 5.000 dollars US dans le PPM	Continu	SPM		100 %	En 2019, tous les contrats d'experts individuels ont été insérés dans le PPM et le registre des contrats en 2019
56	147-156	Passation des marchés	Mettre à jour de façon systématique le PPM par le renseignement des dates réalisées et le transmettre au FIDA à chaque trimestre pour son suivi.	Continu	SPM		100 %	Depuis le début de l'année 2019, le PPM est systématiquement mis à jour à chaque fois qu'une modification est apportée au PTBA. La dernière version a été transmise le 22 octobre 2019
57	147-156	Passation des marchés	Lancer un AMI en début d'année 2019 pour renouveler le répertoire des fournisseurs et prestataires de services du programme. Cette recommandation s'applique également aux URAC	31/01/19	SPM	CN, personnel PEA-Jeunes	100 %	Un AMI pour le renouvellement du fichier des prestataires a été lancé en janvier 2019 et le nouveau fichier actualisé a été disponible depuis mars 2019
58	147-156	Passation des marchés	Rester dans l'esprit de la méthode de comparaison des CV qui veut que la comparaison porte seulement sur les qualifications des consultants et non sur des propositions techniques et financières en amont. C'est le consultant arrivé 1er à l'issue de la comparaison qui est demandé de faire une proposition technique et financière qui fera l'objet de négociation	Continu	SPM		100 %	En 2019, toutes les prestations basée sur la qualification ont eu pour base la comparaison des CV et c'est toujours après coup que le consultant arrivé en premier a été invité à soumettre une proposition technique et financière, qui ont à chaque fois fait l'objet d'une négociation préalable.
59	147-156	Passation des marchés	Insérer tous les marchés liés aux prestations autres que les services de consultants ci-après au PPM et faire l'objet de compétition : 1- Contrat de maintenance du parc informatique, 2- Contrat de maintenance du parc automobile, 3- Contrat d'assurance des véhicules	23/12/19	SPM		100 %	Il n'y a pas eu de nouveau marché de maintenance depuis la mission de revue à mi-parcours du PEA-Jeunes.

N°	Réf.	Domaine	Recommandation	Date buttoir	Responsables		Statut	Observation
					Dédié	Autres		
60	147-156	Passation des marchés	Prévoir uniquement l'achat des équipements en faveur des institutions d'incubation à savoir : matériels informatiques, de reprographie, et de projection mais pas de travaux qui devra être pris en charge pour les structures elles-mêmes	Continu	SPM		100 %	Le plan de renforcement des capacités des structures d'Incubation révisé n'a envisagé que des équipements (matériels informatiques, de reprographie, et de projection) et pas de travaux. Toutefois, la validation de ce plan reste n'est pas encore effective et est attendue du FIDA. C'est cet élément qui guidera l'intervention du PEA-Jeunes dans les structures d'incubation.
61	147-156	Passation des marchés	Compléter l'archivage par : 1- la NO du FIDA sur les TDR, 2- les Copies des CV 3-les copies des rapports validés ainsi que des preuves de paiement des consultants	Continu	SPM		100 %	L'archivage a été amélioré avec les compléments susmentionnés dans chaque dossier.
62	147-156	Passation des marchés	Eviter de faire concourir à la fois des ONG et des Cabinets s'ils n'ont pas le même statut et ne sont donc pas évalués sur la base des mêmes dossiers	Continu	SPM	CN, RAF	100 %	Le PEA-Jeunes en a pris acte de la nécessité de ne faire concourir que des structures ayant le même statut. Ceci et désormais respecté.
63	147-156	Passation des marchés	Initier une formation en passation des marchés selon les procédures du FIDA pour renforcer les capacités des acteurs impliqués et booster la mise en œuvre du PEA-Jeunes	28/02/19	SPM		100 %	En 2019, deux sessions de formation en passation des marchés ont eu lieu en juillet et août 2019 à l'intention des acteurs de la passation des marchés du PEA-Jeunes. Du 02 au 03 juillet 2019, une clinique sur la passation des marchés a été organisée à l'intention des membres de la commission de passation de marché du Programme ainsi qu'à l'ensemble de son personnel (32 personnes dont 08 femmes et 24 hommes). Ensuite, une session spécialisée a été organisée en août 2019, exclusivement aux 8 membres de la commission, et a permis de toucher plus en profondeur et avec cas pratiques, des situations réelles en passation de marchés.
64	1- Appendice_Log-Frame Anal p36	Exécution technique	L'objectif global de 5040 entreprises créées devrait être ramené à 3700 entreprises ayant accès à des crédits de démarrage parmi lesquelles près de 2300 ont pu mobiliser des crédits productifs.	02/01/19	RSE	CN	100 %	Le PEA-Jeunes a révisé les objectifs quantitatifs du Programme (de 5040 entreprises créées à 3700 dont 2300 ayant accès aux crédits productifs).et l'a présenté au Comité de Pilotage qui l'a entériné lors de sa 6ème session (18 déc.2018). Ensuite, l'Avis de Non Objection du FIDA du 20 mars 2019, examinant les objectifs annuels et cibles du PEA-Jeunes, a confirmé cette révision, dans le cadre de l'examen de son PTBA 2019. Désormais, l'objectif du PEA-Jeunes est de créer 3 700 entreprises dont 2 700 accèdent aux crédits productifs.

Appendice 4 : Avancement matériel des activités au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI : mise à jour le 31/12/2019

Tableau 44 : Etat d'avancement matériel par rapport au PTBA 2019, y compris indicateurs SYGRI (mise à jour le 31 décembre 2019)

Extrants	Indicateurs	Unité	Prévisions				Réalizations						Taux de réalisation			Commentaires
			Cible DCP	Cible RMP	PTBA 2019	Cumul Prévisions (PTBA)	PTBA 2015	PTBA 2016	PTBA 2017	PTBA 2018	PTBA 2019	Cumul Réalisations	PTBA 2019	Cible DCP	Cible RMP	
Portée																
Portée du PEA- Jeunes	Groupes ayant bénéficié des services du projet	Nombre		0	0	0						0				
	Personnes ayant bénéficié des services du projet	Nombre	300 000	185 000	84 100	175 280	2 400	9 430	22 250	27 680	58 510	120 270	33,38%	40,09%	65,01%	1327 entreprises sont créées au 31/12/2019
		Hommes	210 000	129 500	58 870	122 696	1 680	6 601	15 575	19 376	40 957	84 189	33,38%	40,09%	65,01%	
		Femmes	90 000	55 500	25 230	52 584	720	2 829	6 675	8 304	17 553	36 081	33,38%	40,09%	65,01%	
	Ménages ayant bénéficié des services du projet (B. Directs)	Nombre	50 400	37 000	16 820	35 056	480	1 886	4 450	5 536	11 702	24 054	33,38%	47,73%	65,01%	
(Emplois créés)	Nombre	20 160	14 800	5 960	14 056	0	200	1 036	1 588	2 504	5 328	17,81%	26,43%	36,00%		
Composante A : Développement d'entreprises agro pastorales viables																
Amélioration de la connaissance des bassins	Etudes de caractérisation des bassins	Nombre	16	16	0	16				16		16	0,00%	100,00%	100,00%	Etudes réalisées de 2016 à 2017. Au besoin elles seront actualisées 2 fois avant la fin du Programme
Information sensibilisation	Jeunes sensibilisés	Nombre	25 200	25 200	11 900	25 650	340	1 065	4 888	8 678	8 307	23 278	69,81%	92,37%	92,37%	
		Hommes	17 640	17 640	8 330	17 955	264	700	3 270	5 904	5 369	15 507	64,45%	87,91%	87,91%	
		Femmes	7 560	7 560	3 570	7 695	76	365	1 618	2 774	2 938	7 771	82,30%	102,79%	102,79%	
Identification et orientation	Jeunes identifiés dont les dossiers sont transmis au CRV	Nombre	7 000	7 000	1 910	4 684	329	501	1 471	1 767	2 102	6 170	110,05%	88,14%	88,14%	
		Hommes	4 900	4 900	1 337	3 137	255	321	629	1 132	1 330	3 667	99,48%	74,84%	74,84%	
		Femmes	2 100	2 100	573	1 547	74	180	842	635	772	2 503	134,73%	119,19%	119,19%	
	Dossiers Sélectionnés et Jeunes orientés vers les structures d'incubation	Nombre	5 670	5 670	2 650	4 595	83	384	809	1 480	1 963	4 719	74,08%	83,23%	83,23%	
		Hommes	3 969	3 969	1 850	3 150	58	277	497	946	1 261	3 039	68,16%	76,57%	76,57%	
		Femmes	1 701	1 701	800	1 445	25	107	312	534	702	1 680	87,75%	98,77%	98,77%	
Validation des dossiers	Sessions	Nombre	80	80	8	58	2	4	14	18	9	47	112,50%	58,75%	58,75%	Chaque CRV siège 4 fois par an, soit 16 depuis 2016
Dispositif d'incubation	Structures d'incubation locales et régionales	Nbre de conventions signées	10	10		12	2	3	0	7	3	15		150,00%	150,00%	

Extrants	Indicateurs	Unité	Prévisions				Réalizations						Taux de réalisation			Commentaires	
			Cible DCP	Cible RMP	PTBA 2019	Cumul Prévisions (PTBA)	PTBA 2015	PTBA 2016	PTBA 2017	PTBA 2018	PTBA 2019	Cumul Réalisations	PTBA 2019	Cible DCP	Cible RMP		
	Structure d'incubation de référence	Nombre	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0,00%				
	Référénts	Nombre	0	0	0	0	0	0	0	40	0	40					
		Hommes	0	0		0	0	0	0	30		30					
		Femmes	0	0		0	0	0	0	10		10					
	Cohortes de jeunes dont les compétences ont été renforcées	Nombre	20	16	2	10	1	1	2	2	1	7	50,00%	35,00%	43,75%	04 cohortes sortiront des incubateurs durant la post-RMP	
Jeunes incubés sortis avec des plans d'affaires	Jeunes incubés avec plan d'affaires	Nombre	5 108	3 760	1 810	3 500	80	281	569	658	1 533	3 121	84,70%	61,10%	84,35%		
		Hommes	3 576	2 632	1 267	2 408	54	189	353	386	963	1 945	76,01%	54,40%	75,10%		
		Femmes	1 532	1 128	543	1 092	26	92	216	272	570	1 176	104,97%	76,74%	105,95%		
	Jeunes incubés parcours 1	Nombre	4 755	3 560	1 700	3 381	77	281	569	643	1 529	3 099	89,94%	65,17%	88,54%		
		Hommes	3 329	2 492	1 190	2 356	52	189	353	374	960	1 928	80,67%	57,92%	78,69%		
		Femmes	1 427	1 068	510	1 025	25	92	216	269	569	1 171	111,57%	82,09%	111,52%		
	Nombre	353	200	110	114	3	0	0	0	4	7	3,64%	1,98%	3,50%			
	Jeunes incubés parcours 2	Hommes	247	140	77	80	2	0	0	0	3	5	3,90%	2,02%	3,57%		
		Femmes	106	60	33	34	1	0	0	0	1	2	3,03%	1,89%	3,33%	700	
Entreprises créées	Total Entreprises créées (bon)	Nombre	5 040	3 700	1 380	3 404	0	50	259	397	626	1 332	45,36%	26,43%	36,00%	300	
		Hommes	3 528	2 590	966	2 386	0	35	166	222	394	817	40,79%	23,16%	31,54%		
		Femmes	1 512	1 110	414	1 018	0	15	93	175	232	515	56,04%	34,06%	46,40%		
Accompagnement	Jeunes accompagnés	Nombre	5 108	3 700	1 000	2 420	0	0	511	397	1 068	1 976	106,80%	38,68%	53,41%		
		Hommes	3 576	2 590	700	1 672	0	0	330	237	610	1 177	87,14%	32,92%	45,44%		
		Femmes	1 532	1 110	300	748	0	0	181	160	458	799	152,67%	52,14%	71,98%		
	Jeunes installés/3700	Nombre	5 040	3 700	1 380	3 230	0	50	259	397	626	1 332	45,36%	26,43%	36,00%	La cible est ramenée à 3700 entreprises créées	
		Hommes	3 528	2 590	966	2 261	0	35	166	222	394	817	40,79%	23,16%	31,54%		
		Femmes	1 512	1 110	414	969	0	15	93	175	232	515	56,04%	34,06%	46,40%		
Cartographie	Développement de répertoires et cartographie des acteurs	Nombre	16	16	1	18					1	1	18	100,00%	112,50%	112,50%	
	Organisation des missions de contrôle de qualité	Nombre	ND	ND		0							0				

Extrants	Indicateurs	Unité	Prévisions				Réalizations					Taux de réalisation			Commentaires	
			Cible DCP	Cible RMP	PTBA 2019	Cumul Prévisions (PTBA)	PTBA 2015	PTBA 2016	PTBA 2017	PTBA 2018	PTBA 2019	Cumul Réalisations	PTBA 2019	Cible DCP		Cible RMP
Composante B : Accès aux services financiers																
Financement des entreprises	IFR partenaires (Réseau) ayant signé une convention avec le PEA-Jeunes)	Nombre	6	0		22	0	9	4	2		15		250,00%		Le PEA-Jeunes devait contractualiser avec les réseaux de micro-finance. Dans l'effectivité, les PEA-Jeunes a travaillé avec les IFR indépendantes
	Entreprises ayant bénéficiés de kit de démarrage (TPE)	Nombre	4 687	3 500	1 380	3 125	0	46	259	396	626	1 327	45,36%	28,31%	37,91%	3 500 TPE recevront les appuis financiers en post RMP
		Hommes	3 281	2 450	966	2 189	0	32	166	221	394	813	40,79%	24,78%	33,18%	
		Femmes	1 406	1 050	414	936	0	14	93	175	232	514	56,04%	36,56%	48,95%	
	Entreprises ayant bénéficiés de kit de démarrage (TPE) qui accèdent aux crédits	Nombre	3 281	2 450	966	1 977	0	1	41	47	102	191	10,56%	5,82%	7,80%	2 300 entreprises recevront des crédits durant la post RMP
		Hommes	2 297	1 715	676	1 385	0	0	26	28	60	114	8,87%	4,96%	6,65%	
		Femmes	984	735	290	592	0	1	15	19	42	77	14,49%	7,82%	10,48%	
	Entreprises ayant bénéficiés de kit de renforcement (PE)	Nombre	353	200	110	389	0	4	0	1	0	5	0,00%	1,42%	2,50%	
		Hommes	247	140	77	274	0	3	0	1	0	4	0,00%	1,62%	2,86%	
		Femmes	106	60	33	115	0	1	0	0	0	1	0,00%	0,94%	1,67%	
	Entreprises ayant bénéficiés d'un kit de renforcement qui accèdent aux crédits	Nombre	205	116	77	128	0	0	1	1	0	2	0,00%	0,98%	1,72%	
		Hommes	173	98	54	91	0	0	1	1	0	2	0,00%	1,16%	2,04%	
		Femmes	32	18	23	37	0	0	0	0	0	0	0,00%	0,00%	0,00%	
	Total entreprises ayant bénéficiés de kits de démarrage (TPE & PE)	Nombre	5 040	3 700	1 490	3 514	0	50	259	397	626	1 332	42,01%	26,43%	36,00%	
Hommes		3 528	2 590	1 043	2 463	0	35	166	222	394	817	37,78%	23,16%	31,54%		
Femmes		1 512	1 110	447	1 051	0	15	93	175	232	515	51,90%	34,06%	46,40%		
Total entreprises ayant bénéficiés de kit de démarrage (TPE & PE) qui accèdent aux crédits	Nombre	2 923	2 146	1 043	2 105	0	2	41	46	102	191	9,78%	6,53%	8,90%		
	Hommes	2 470	1 813	730	1 476	0	1	26	27	60	114	8,22%	4,62%	6,29%		
	Femmes	454	333	313	629	0	1	15	19	42	77	13,42%	16,98%	23,12%		
Amélioration de la qualité des services financiers	Total nouveaux produits développés	Nombre	4	0	0	4	0	0	0	0	0	0				
Composante C : Amélioration du cadre organisationnel, politique, institutionnel et législatif (environnement entrepreneurial)																

Extrants	Indicateurs	Unité	Prévisions				Réalizations						Taux de réalisation			Commentaires	
			Cible DCP	Cible RMP	PTBA 2019	Cumul Prévisions (PTBA)	PTBA 2015	PTBA 2016	PTBA 2017	PTBA 2018	PTBA 2019	Cumul Réalisations	PTBA 2019	Cible DCP	Cible RMP		
Mise en place d'un cadre organisationnel propice	Mise en place et opérationnalisation de réseaux des jeunes	Nombre	5	5	0	5						0	0		0,00%	0,00%	4 réseaux régionaux + 01 réseau national
	Mise en place et opérationnalisation de réseaux des référents	Nombre		1		1							0			0,00%	
	Entreprises créées et membres du réseau des jeunes (REPA-Jeunes)	Nombre		4 032	1 192	2 811	0	0	0	0	0		0	0,00%		0,00%	
	Au moins 80% des entreprises promues sont membres du réseau et participent à ses activités	%		1	80%	80%		0,00%	0,00%	0,00%	0,00%			0,00%		0,00%	
Amélioration du milieu des affaires dans le secteur agropastoral	Formulation, revues et mises en œuvre des politiques et programmes nationaux	Nombre d'appuis techniques		1		1							0			0,00%	Services de consultants et organisation d'ateliers
	Climat des affaires	Nombre		1		1	0	0	0	0			0			0,00%	Elaboration d'un plan d'actions prioritaires en faveur des PME
	Appui aux actions pour favoriser l'accès à la terre et la sécurisation foncière			1		1	0	0	0	0			0			0,00%	Campagnes de concertation et de sensibilisation
	Formation professionnelle			ND		0							0				
	Création des cadres de concertation			ND		0	0	0	0	0			0				
Sous-Composante D1 : Cellule Nationale de Coordination et de Gestion																	
Coordination et suivi des activités et capitalisation des effets du Programme	Unité nationale d'appui conseil et 4 unités régionales établies et opérationnelles	Nombre	1	1		1	1						1		100,00%	100,00%	
	Mise en place des unités régionales	Nombre	4	4		4	4						4		100,00%	100,00%	
	Le système de suivi évaluation est mis en place et opérationnel	Nombre	1	1		1,00	0	0	0	1			1,00		100,00%	100,00%	Une application de S&E est fonctionnelle. Un SGBD sous Access est en cours de construction

Extrants	Indicateurs	Unité	Prévisions				Réalizations						Taux de réalisation			Commentaires
			Cible DCP	Cible RMP	PTBA 2019	Cumul Prévisions (PTBA)	PTBA 2015	PTBA 2016	PTBA 2017	PTBA 2018	PTBA 2019	Cumul Réalisations	PTBA 2019	Cible DCP	Cible RMP	
	Une stratégie de communication et gestion des savoirs est élaborée et opérationnelle	Nombre	2	2	1	3	0	0	1	0	1	2	100,00%	100,00%	100,00%	Une stratégie de communication existe, La stratégie de gestion des savoirs n'est pas encore élaborée